

ALGÉRIE-DIPLOMATIE

Le Président Tebboune reçoit les lettres de créances de quatre ambassadeurs

P.24

PRÉPARATIFS DU RÉFÉRENDUM

Le ministre de la Communication préside une réunion de travail

P. 24

JUSTICE

10 et 12 ans de prison ferme requises à l'encontre des anciens ministres Ould Abbès et Barkat

P. 4

EXAMEN DU BACCALAURÉAT 2020

Les conditions réunies pour un bon déroulement

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a donné, hier, à partir d'Annaba, le coup d'envoi des épreuves du Baccalauréat pour l'année scolaire 2019-2020. Il a procédé à l'ouverture des plis contenant les copies de l'épreuve de langue arabe au centre d'examen du CEM Chaïb Larbi du chef lieu d'Annaba, où il s'est enquis des conditions du déroulement de l'examen. Plus de 637.000 candidats, scolarisés et libres, répartis sur 2261 centres d'examen, ont entamé, les épreuves du Baccalauréat (session septembre 2020), qui s'étaleront sur cinq jours. Pour sa part, le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Ouadjaout, a affirmé, que toutes les conditions organisationnelles et sanitaires sont réunies pour la réussite du déroulement des examens du Baccalauréat (session septembre 2020).

P. 3

DKNEWS/APS



IMPORTATIONS DES SERVICES

"La facture s'élève à 12 milliards de dollars"

P. 6

FUITES DES SUJETS DU BEM

Première peine d'emprisonnement prononcée

P. 24

LA PANDÉMIE DE COVID-19 DANS LE MONDE

Au moins 921.097 morts

P. 11

SANTÉ

TROUBLES BIPOLAIRES
Le diagnostic précoce pour éviter le risque de suicide

P.p 12-13

FOOTBALL

CHAMPIONNAT SAOUDIEN

Ahly Djeddah exige 4 millions d'euros pour céder Belaïli

P. 21



USA-ARMÉE-INFORMATIQUE

Le Pentagone choisit Microsoft pour son mégacontrat de cloud

P. 17

MÉTÉO-BMS
Des averses de pluie parfois orageuses sur plusieurs wilayas de l'Est du pays

P. 2

SALONS

Premier Salon digital international du Commerce et du Marketing à Alger



Le Salon international digital du Commerce et du Marketing a débuté dimanche avec la participation d'opérateurs algériens et une dizaine d'exposants de pays arabes et étrangers, a indiqué la Société Andalus Trade, Show, Exhibits and Events (TSEE), organisatrice de l'événement, dans un communiqué.

S'étalant jusqu'au 27 septembre prochain, cette manifestation économique digitale a été rehaussée par la participation du Vietnam, invité d'honneur de cette édition, l'Indonésie, la Chine, la Jordanie, le Royaume-Uni, les Etats-Unis, l'Inde, les Emirats arabes unis (EAU), ainsi que des représentants de sociétés algériennes.

Ce salon international est, selon les organisateurs, "premier du genre en Algérie et en Afrique, et deuxième mondialement, après l'exposition de Hala China organisée conjointement avec l'Etat des EAU à Dubaï".

Selon le directeur de l'exposition, Abderraouf Mounir Doudi, "le salon international digital du Commerce et du Marketing a eu le mérite d'occuper une place idoine en tant que rencontre internationale durable pour les sociétés et hommes d'affaires dans le monde", annonçant l'organisation d'un autre salon numérique international de l'agroalimentaire, prévu du 1er au 16 novembre prochain.

Les organisateurs de cet événement ont mis leur site électronique www.andalus-tsee.com, à la disposition des personnes désirant davantage d'informations sur ce salon.

MÉTÉO - BMS

Des averses de pluie parfois orageuses sur plusieurs wilayas de l'Est du pays



Des averses de pluies parfois orageuses affecteront dimanche plusieurs wilayas de l'Est du pays, indique un Bulletin météorologique spécial (BMS) de l'Office national de la météorologie.

Les quantités de pluie concernées par ces pluies sont Jijel et Skikda, précise le BMS, dont la validité s'étale jusqu'à 15h.

Les quantités de pluie estimées varieront entre 30 et 40mm, pouvant atteindre ou dépasser localement 60 mm, selon le BMS classé niveau vigilance orange.

Les autres wilayas concernées sont Annaba, El Tarf, Guelma, Souk Ahras, Mila et Constantine, ajoute le même BMS, dont la validité (pour ces wilayas) s'étale de 06h00 à 21h00, et les quantités de pluies sont estimées entre 20 et 30 mm, pouvant atteindre ou dépasser localement 40 mm sur les wilayas côtières, avec rafales de vent sous orages.

UNIVERSITÉ

2 séminaires est et ouest pour évaluer la reprise des activités pédagogiques



Le Secrétaire général (SG) du ministère de l'Enseignement supérieur et la Recherche scientifique, Pr.

Noureddine Ghouali a présidé, samedi dans la matinée par visioconférence, une réunion du séminaire régional des recteurs d'établissements universitaires- Ouest-, a indiqué le ministère dans un communiqué.

"Dans l'après-midi, M. Ghouali a présidé une autre réunion du séminaire régional des établissements universitaires-Est-, afin d'évaluer les conditions d'accueil des doctorants et étudiants en Master II, ainsi que les futurs diplômés des autres spécialités au sein des Ecoles supérieures et Ecoles normales supérieures (ENS)", précise la même source. Un débat riche et diversifié a marqué les deux rencontres lors desquelles sont intervenus les recteurs et les directeurs des œuvres universitaires avant de procéder à l'évaluation de la reprise des activités pédagogique durant la période allant du 23 août au 9 septembre 2020. Les conditions dans lesquelles se sont déroulées les activités durant cette période ont été qualifiées d'acceptables, note le communiqué.

Les participants ont également passé en revue les dispositions et préparatifs pour la reprise des activités en présentiel à compter du 19 septembre prochain.

A noter que le séminaire universitaire -Centre- tiendra une réunion mardi prochain, 15 septembre à l'université de Bab Ezzouar (USTHB) pour débattre des thèmes traités dans les deux réunions d'aujourd'hui.

CORAN

Tissemsilt : coup d'envoi de l'université d'été virtuelle du Coran



Le coup d'envoi de l'université d'été virtuelle du Coran a été donné samedi à partir de Tissemsilt, a-t-on appris auprès de la Direction de cet établissement.

Cette manifestation, organisée par le centre culturel islamique de Tissemsilt, comprend le lancement, à travers la page officielle et le site électronique de cette institution culturelle, d'un atelier pour l'apprentissage du Coran et ses dispositions au profit des jeunes encadrés par des instructeurs bénévoles du Livre saint, a-t-on expliqué. Les jeunes apprenants pourront, lors de cette manifestation d'une durée de 15 jours, s'abreuver de connaissances à travers une série d'ouvrages de "tafasir" du Saint Coran et du Hadith mis entre leurs mains, mais aussi avoir certaines notions sur les savants de l'Algérie et l'histoire des zaouïas du pays grâce à une bibliothèque numérique. Le programme comprend également des concours du meilleur enfant et celui du meilleur jeune récitant du Coran, ainsi que du meilleur chant religieux, a-t-on indiqué de même source, ajoutant que les travaux des participants seront réceptionnés via Internet. Les vidéos des conférences à présenter par des cadres de la Direction des affaires religieuses et des waqfs et des imams des mosquées du chef-lieu de la wilaya seront diffusées sur Internet. Les conférenciers aborderont des thèmes inhérents aux "bienfaits de la célébration de la nouvelle année de l'Hégire et de l'Achoura", ainsi que "les bienfaits de l'apprentissage du saint Coran."

ACCIDENTS DE LA ROUTE
7 morts et 300 blessés ces dernières 48 heures

Sept (07) personnes ont trouvé la mort et 300 autres ont été blessées dans des accidents de la route, survenus à travers le territoire national au cours des dernières 48 heures, indique samedi un communiqué de la Protection civile.

Le nombre le plus élevé de victimes a été enregistré dans la wilaya de Boumerdes, avec 3 personnes décédées et 12 autres blessées dans 7 accidents de la route.

Concernant les noyades en mer, deux personnes sont décédées: un jeune homme de 22 ans à Boumerdes dans une zone interdite à la baignade au port de Zemmouri et un adolescent de 17 ans dans la plage surveillée dite Grand Phare à Jijel.

Les agents chargés de la surveillance des plages ont réussi à sauver 537 personnes de la noyade.

Les secours de la Protection civile ont procédé, d'autre part, au repêchage de 2 enfants de sexe masculin décédés par noyade dans des réserves d'eau: un enfant âgé de 13 ans, au village Ezzatra dans la wilaya de Boumerdes, et un autre, âgé de 16 ans, au lieu-dit El Akila, commune Dar Chiokh, dans la wilaya de Djelfa.

En matière d'activités de lutte contre la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), les unités de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 74 opérations de sensibilisation à travers 10 wilayas rappelant aux citoyens la nécessité de respecter le confinement ainsi que les règles de distanciation physique et 95 opérations de désinfection générale à travers 25 wilayas (58 communes).

Ces unités ont procédé, en outre, à la mise en place de dispositifs de surveillance dans 2 sites d'hébergement destinés au confinement des citoyens rapatriés dans les wilayas d'Alger et Illizi.

BEM ET BAC

AT et la Chambre de l'artisanat distribuent plus de 600.000 bavettes aux candidats

Plus de 600.000 bavettes ont été distribuées aux candidats à l'examen du BEM et du BAC sur tout le territoire national par Algérie Télécom (AT) et la Chambre nationale de l'artisanat et des métiers, indique dimanche AT dans un communiqué.

"Ce quota destiné aux candidats du BEM et du BAC est le fruit de la mise en exploitation de 56 ateliers financés par Algérie Télécom", précise la même source.

Le communiqué rappelle dans ce sens, la signature le 17 août dernier, d'une convention de mécénat entre Algérie Télécom et la Chambre nationale de l'artisanat et des métiers portant sur le financement de 56 ateliers sur tout le territoire national, sous le patronage du ministre de la Poste et des Télécommunications et le ministre du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial.

Cette initiative, est-il souligné, s'inscrit dans le cadre des efforts consentis à la lutte contre la propagation de la pandémie Covid-19.

Le succès de cette opération, ajoute le communiqué, "illustre une nouvelle fois l'intérêt que porte Algérie Télécom à la sécurité des citoyens de manière générale et des écoliers de manière particulière et confirme sa position d'entreprise citoyenne".

BACCALAURÉAT 2020

M.Djerad donne le coup d'envoi des épreuves à partir d'Annaba

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a donné, dimanche à partir d'Annaba, le coup d'envoi des épreuves du Baccalauréat pour l'année scolaire 2019-2020.

M. Djerad a procédé à l'ouverture des plis contenant les copies de l'épreuve de langue arabe au centre d'examen du CEM Chaïb Larbi du chef lieu d'Annaba, où il s'est enquis des conditions du déroulement de l'examen. Le Premier ministre a rappelé que les épreuves du Baccalauréat se déroulent cette année dans "une conjoncture sanitaire exceptionnelle marquée par la pandémie du nouveau coronavirus". S'adressant aux candidats, M. Djerad a souligné qu'"en dépit de ses répercussions, la pandémie du coronavirus nous incite à développer des réflexes pour nous protéger, préserver notre santé et celle des personnes qui nous entourent".

Le Premier ministre a également encouragé les candidats "à soigner leur écriture" leur assurant qu'"une écriture soignée permet de mieux apprécier le

contenu. M. Djerad s'est également entretenu avec quelques professeurs, encadreurs du Baccalauréat au centre d'examen Chaïb Larbi, les félicitant et les encourageant à aller de l'avant.

"Il faut être fier de son métier que vous exercez. Le professeur forme les générations futures et les bons professeurs contribuent à l'édification d'une société éclairée", a-t-il dit. Le premier ministre a déclaré à l'occasion: "Je suis optimiste quant au bon déroulement des épreuves du Baccalauréat. Il y a eu une sensibilisation des candidats mais aussi de leurs parents pour les aider à mieux se préparer pour ces épreuves. L'Etat a mobilisé tous les moyens pour assurer la réussite de cet examen, dont l'opération d'organisation est suivie de près et avec une grande attention, par le président de la République et le ministre de l'Éducation nationale". Pas moins



de 12.085 candidats dont 4506 libres se sont présentés aux épreuves du Baccalauréat à Annaba, répartis sur 48 centres d'examen dont deux pour les pensionnaires des établissements pénitenti-

naires.

A l'échelle nationale, le nombre de candidats aux épreuves du Baccalauréat est de plus de 637.000 élèves entre scolarisés et libres, pour cette session sep-

tembre 2020, qui s'étalera sur cinq jours. 4.647 détenus passent également les épreuves du Baccalauréat à travers 44 établissements pénitentiaires agréés par le ministère de l'Éducation nationale en tant que centres pour les examens officiels.

Les sujets de l'examen ont été limités aux cours dispensés en présentiel durant les 1er et 2ème trimestres de l'année scolaire 2019-2020, avait rassuré le ministre de l'Éducation.

Le secteur de l'éducation avait élaboré quatre protocoles sanitaires approuvés par le ministère de la Santé, en vue de protéger les candidats et les encadreurs mais également pour éviter la propagation de la pandémie du coronavirus, à travers l'engagement du gouvernement à réunir tous les moyens de prévention au niveau de tous les centres d'examen que compte le pays.

Début des épreuves pour plus de 637.000 candidats

Plus de 637.000 candidats, scolarisés et libres, répartis sur 2261 centres d'examen, entament dimanche, les épreuves du Baccalauréat (session septembre 2020), qui s'étaleront sur cinq jours.

Le coup d'envoi de cet examen dont les résultats seront annoncés fin octobre prochain, a été donné à partir d'Annaba par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, accompagné du ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Oudjaout. Le nombre des candidats inscrits qui s'élève à 637.538 dont 413.870 candidats scolarisés et 223.668 candidats libres, seront encadrés par 192.300 enseignants répartis sur 2261 centres d'examen. Le nombre des centres de collecte et de codage s'élève à 18 centres. L'Office national des examens et concours (ONEC) a consacré 18 centres à l'opération de correction des copies pour laquelle 48.000 enseignants ont été mobilisés.

Les sujets de l'examen ont été limités aux cours dispensés en présentiel durant les 1er et 2ème trimestres de l'année scolaire 2019-2020, avait rassuré le ministre de l'Éducation.

Le ministre avait rappelé les mesures organisationnelles "exceptionnelles" prises en vue d'assurer le bon déroulement de cet examen, compte tenu de la conjoncture sanitaire induite par la propagation du nouveau Coronavirus.

Le secteur avait élaboré quatre protocoles sanitaires approuvés par le ministère de la Santé, en vue de protéger les candidats et les encadreurs mais également pour éviter la propagation de la pandémie, à travers l'engagement du gouvernement à réunir tous les moyens de prévention au niveau de tous les centres d'examen que compte le pays. Dans le cadre de la lutte contre la fraude aux examens, la préservation de leur crédibilité et la consécration du principe d'égalité des chances, les autorités ont criminalisé toute forme de fraude et de tricherie aux examens scolaires, en introduisant des sanctions dans le Code pénal. Ces sanctions qui dépassent dorénavant les peines administratives sont devenues également judi-

ciaires. Pour rappel, le ministère de l'Éducation nationale avait mis en place, le 19 août dernier, un protocole préventif, avant la réouverture des établissements d'enseignement pour les révisions. Ce protocole intervient en application des dispositions du décret exécutif 20-69 du 21 mars 2020 relatif aux mesures de prévention contre la propagation du nouveau Coronavirus (COVID-19) et l'ensemble des textes subséquents.

Le Conseil des ministres, réuni le 10 mai dernier sous la présidence du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait décidé du report au mois de septembre, de l'examen du Baccalauréat en raison de la situation sanitaire

prévalant dans le pays.

Un total de 4.647 détenus se présenteront aux épreuves du Baccalauréat au titre de la session 2020 à travers 44 établissements pénitentiaires agréés par le ministère de l'Éducation nationale en tant que centres pour les examens officiels. Ces épreuves seront organisées par l'Office national des examens et concours (ONEC) et encadrées par les fonctionnaires du secteur de l'Éducation nationale, conformément à la convention signée entre les ministères de la Justice et de l'Éducation.

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a mobilisé 15379 policiers à travers tout

le territoire national pour la sécurisation de l'examen du Baccalauréat prévu du 13 au 17 septembre 2020. Le plan mis en place par la DGSN prévoit la sécurisation de 2147 centres d'examen répartis au niveau national, les centres d'impression, de collecte et de correction, outre l'accompagnement de l'ensemble des mesures préventives adoptées par le ministère de l'Éducation nationale pour la réussite de ces examens, sur fond de la conjoncture sanitaire exceptionnelle due à la propagation du nouveau coronavirus. Le taux de réussite à l'examen du Bac session 2019 s'est établi à 54,56%.

"Toutes les conditions réunies pour la réussite des examens"

Le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Oudjaout, a affirmé dimanche à Annaba, que toutes les conditions organisationnelles et sanitaires sont réunies pour la réussite du déroulement des examens du Baccalauréat (session septembre 2020). Le ministre de l'Éducation nationale, accompagné du Premier ministre, Abdelaziz Djerad, qui a donné le coup d'envoi des épreuves du Bac à partir du centre d'examen du CEM Chaïb Larbi du chef-lieu, a indiqué à la presse que "des protocoles sanitaires seront appliqués tout au long de la durée des examens".

Il s'agit des protocoles sanitaires approuvés par la Commission scientifique du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière dans le but de "garantir la sécurité des candidats, des surveillants et des encadreurs", a-t-il dit. Concernant les moyens mis en place conformément à cette série de protocoles, M. Oudjaout a fait savoir que plus de six (6) millions masques sanitaires ont été prévus pour la protection des candidats et des équipes d'encadrement et de surveillance, outre les quantités importantes de solutions hydro-alcooliques.

Le ministre a également souligné que par mesure de précaution, une salle a été aménagée dans chaque centre d'examen afin d'isoler d'éventuels cas suspects d'une contamination à la Covid-19, un médecin a été désigné dans chaque salle d'isolement pour prendre les éventuels

cas et se prononcer sur la conduite à adopter. Concernant la surveillance des examens, M. Oudjaout a indiqué que des mesures spécifiques ont été prises, notamment en matière de lutte contre la fraude, rappelant que de nouvelles sanctions pénales ont été introduites dans le code pénal contre les fraudeurs, alors que par le passé, l'acte de fraude aux examens était sanctionné par des peines administratives. Le ministre a souhaité qu'"aucun cas de triche ne sera enregistré durant ces épreuves". Il a également rappelé les différentes mesures prises par le ministère depuis avril dernier pour accompagner les élèves sur le plan pédagogique mais aussi psychologique, dont la dernière date du 25 août dernier et qui a consisté en la proposition des cours de soutien. Dans ce contexte, il a rassuré les candidats et les parents que les sujets des examens du baccalauréat ont été limités aux cours dispensés en présentiel durant les 1er et 2ème trimestres de l'année scolaire 2019-2020. Par ailleurs, M. Oudjaout a expliqué que les décisions de justice rendues hier, samedi, par des tribunaux de certaines wilayas à l'encontre des personnes impliquées dans les fuites des sujets du BEM (Brevet d'enseignement moyen), n'ont affecté en rien le déroulement des épreuves. "Les épreuves du BEM se sont déroulées dans de bonnes conditions", a-t-il affirmé, soulignant que les décisions rendues contre les personnes impliquées dans les fuites sont "les prérogatives des autorités judiciaires".

UNIVERSITÉ-NUMÉRISATION

"Vers le renforcement des capacités du réseau national d'enseignement et de recherche" (ministre)

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane a mis l'accent, lundi à Alger, sur la coordination entre les secteurs de l'Enseignement supérieur et de la Poste pour le renforcement du réseau national d'enseignement et de recherche (ARN) tout en adaptant aux systèmes d'enseignement internationaux en vue de répondre aux nouveaux besoins émergents de la conjoncture exceptionnelle induite par la pandémie.

"Cette rencontre fait suite aux différentes réunions organisées au niveau du ministère de la Poste et de l'Enseignement supérieur en vue du renforcement et de l'extension du réseau s'enseignement et de recherche (ARN), de mettre l'université algérienne au

diapason des systèmes d'enseignement supérieur internationaux et de répondre aux nouveaux besoins apparus durant cette période particulière de la pandémie", a précisé M. Benziane lors d'une rencontre avec le ministre de la Poste et des Télécommunications, Brahim Boumzar et le ministre de la Numérisation et des Statistiques, Mounir Khaled Berrah. L'ARN étant le socle et l'infrastructure de base indispensables à la transformation numérique de notre secteur, "il supporte l'ensemble des services pédagogiques, scientifiques, de recherche et administratifs", a mis en avant le ministre de l'Enseignement supérieur.

L'objectif escompté actuellement est de relever le défi de l'enseignement à distance à travers la mobilisation de

tous les moyens nécessaires aux utilisateurs de l'ARN dont le nombre avoisine les deux (02) millions entre enseignants, chercheurs et étudiants et le renforcement de la qualité des services, a-t-il fait savoir.

Le ministre a également insisté sur l'impératif renforcement et extension du réseau par l'augmentation de la capacité du Backbone de l'ARN, l'augmentation de la capacité des liens d'interconnexion des établissements du secteur avec le réseau ARN, outre l'augmentation des débits des liaisons du réseau ARN avec l'Algérie Télécom. Estimant que son secteur souhaitait établir un partenariat durable et bénéfique avec le secteur de la Poste et sous l'accompagnement du ministère de la Numérique et des Statistiques, M. Ben-

ziane a ajouté que "ce partenariat aboutira sans nul doute à développer la numérisation, non seulement de notre secteur, mais aura des retombées sur le développement même du pays". Pour sa part, le ministre de la Poste a affirmé que dans le cadre de la coordination gouvernementale, son secteur accorde "un vif intérêt au secteur de l'Enseignement supérieur, particulièrement le domaine du développement numérique".

Et de souligné l'engagement de son secteur à accompagner l'Enseignement supérieur dans le domaine de l'enseignement à distance, à rechercher les voies et moyens susceptibles de répondre à ses besoins, notamment dans cette conjoncture exceptionnelle qui a confirmé l'importance de l'ensei-

gnement à distance. Des consultations ont été tenues avec les opérateurs de la téléphonie fixe et mobile pour permettre aux étudiants d'accéder gratuitement aux plateformes d'enseignement", a-t-il indiqué. De son côté, le ministre de la Numérique et des Statistiques a affirmé que les initiatives ayant trait à l'utilisation intensive des TIV et le renforcement de la numérisation au niveau de tous les secteurs, surtout l'Enseignement supérieur s'inscrivent dans le cadre des instructions du Président de la République. Dans ce sens, M. Berrah a mis l'accent sur l'importance de l'enseignement à distance, faisant part de l'engagement de son secteur à accompagner l'enseignement supérieur et la recherche scientifique en la matière.

RÉVISION DE LA CONSTITUTION

Goudjil appelle le peuple algérien à voter "massivement" l'amendement constitutionnel

Le président du Conseil de la nation par intérim, Salah Goudjil a appelé, samedi, le peuple algérien à voter "massivement" l'amendement de la Constitution soumis à référendum le 1er novembre.

Dans une brève allocution à l'issue du vote du texte de loi portant amendement de la Constitution par les membres du Conseil lors d'une séance plénière en présence du Premier ministre, Abdelaziz Djerad, M. Goudjil a salué le choix par le Président de la République de la date du 1er novembre pour soumettre ce projet au vote, appelant le peuple algérien à "voter massivement, car il s'agit de la Constitution de tous les Algériens qui doivent être mobilisés pour ce rendez-vous historique".

Il a, par ailleurs, invité tous les partis politiques à adhérer au processus de réforme de la Constitution, précisant que "l'Algérie demeurera sur le droit chemin pour concrétiser les aspirations du peuple algérien exprimés lors du Hirak populaire pacifique".

Après avoir salué "le soutien apporté par l'Armée nationale populaire, digne héritière de l'Armée de libération nationale



(ALN), au Hirak populaire", M. Goudjil a affirmé que "l'Algérie est visée de l'étranger et plusieurs tentatives récurrentes d'ingérence sont enregistrées".

"C'est grâce à des hommes intègres et dévoués, grâce aux moudjahidines et à l'ANP que toutes ces tentatives ont été contrées, par des décisions inspirées de la Déclaration de No-

vembre 1954, lesquelles profitent au peuple et à lui seul", a-t-il ajouté. Par ailleurs, la Commission des Affaires juridiques et administratives du Conseil a estimé, dans son rapport lu lors de la séance de vote, que ce projet de loi "traduit véritablement la volonté du Président de la République d'asseoir les bases d'une nouvelle République qui

réponde aux aspirations du peuple algérien et qui soit basée sur une Constitution consensuelle, d'autant que ce projet avait fait l'objet d'un large débat et donné lieu à nombre de propositions de la part de partis politiques et de personnalités nationales, mais aussi de la part de compétences académiques, d'organisations professionnelles, syndicales et étudiantes et d'organisations de la société civile et de journalistes.

Après avoir salué "tous les efforts consentis par le Président de la République pour l'édification de la nouvelle République", la Commission a invité l'ensemble des citoyens à "se mobiliser et à participer massivement pour faire du 1er Novembre une fête nationale digne de la grandeur de l'histoire de l'Algérie et de la Révolution, et pour asseoir des bases solides de la nouvelle République pour une Algérie moderne, stable et sereine".

Djerad : "le projet de révision constitutionnelle permet d'établir l'équilibre des pouvoirs et de promouvoir l'action politique"

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a affirmé, samedi à Alger, que le projet de révision de la Constitution avait focalisé sur l'équilibre des pouvoirs et le non chevauchement des prérogatives, outre la promotion de l'action politique, le renforcement du respect des principes démocratiques ainsi que la consolidation du pluralisme politique.

"S'agissant de l'organisation et de la séparation des pouvoirs, l'accent a été mis sur l'instauration de l'équilibre des pouvoirs et le non chevauchement des prérogatives, outre la promotion de l'action politique, le renforcement des principes démocratiques et la promotion du véritable pluralisme politique", a indiqué M. Djerad lors d'une séance plénière consacrée à la présentation du projet de révision de la Constitution en présence du président du Conseil de la nation par intérim, Salah Goudjil et du ministre de la Justice, Garde des sceaux, Belkacem Zeghmati.

Pour ce faire, le texte "consacre le poste de chef de Gouvernement lorsqu'il résulte des élections législatives une majorité parlementaire, et celui de Premier ministre en cas de majorité présidentielle", ajoutant que s'"il résulte des élections législatives, une majorité autre qu'une majorité présidentielle, le Président de la République désigne un Chef du Gouvernement issu de la majorité parlementaire et le charge de former son Gouvernement et d'élaborer son programme".

Les prérogatives du Président de la République ont été réduites, notamment celles relatives aux missions législatives et judiciaires, a précisé M. Djerad, soulignant qu'"en cas de vacance du Parlement, le Président de la République peut légiférer par ordonnance".

"Les prérogatives du Président de la République en matière d'annonce d'état d'urgence, d'état de siège et d'état d'exception ont été également limitées", a fait savoir le Premier ministre. M. Djerad a également évoqué le renforcement de la mission de contrôle par le Parlement de l'action du Gouvernement, qui sera désormais appelé à lui présenter les données demandées tout en lui permettant de procéder à un

retrait de confiance suite à des auditions supervisées par les députés de l'APN.

Concernant les instances de contrôle, le projet prévoit plusieurs dispositifs de contrôle, notamment "le contrôle de la constitutionnalité des lois" consacrées en Algérie depuis 1989.

La volonté de soumettre à us les pouvoirs à la suprématie de la Constitution dont ils doivent respecter les dispositions, était à l'origine de la mise en place d'une Cour constitutionnelle en remplacement de l'actuel Conseil constitutionnel, avec élargissement de son champ de contrôle pour se prononcer par décision sur la constitutionnalité des traités, des lois, des ordonnances et des règlements, explique-t-il.

L'Autorité nationale indépendante des élections a été constituée en vue de "renforcer son indépendance pour qu'elle s'acquitte de cette mission en lui attribuant un plein pouvoir pour la gestion du processus électoral, depuis son début jusqu'à l'annonce des résultats.

Redynamiser le rôle de la société civile dans la gestion des affaires publiques

Par ailleurs, la Cours des comptes a été consacrée en tant que Haute institution indépendante en vue de contrôler les deniers publics et garantir la transparence dans la gestion outre la prévention contre la corruption. Il est également prévu dans ce projet, la création d'une Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, en tant qu'autorité indépendante chargée d'élaborer la stratégie nationale en la matière, a-t-il dit, appelant que les autres organes consultatifs ont été maintenus.

Les principes généraux régissant la société algérienne ont également été maintenus. Dans ce cadre, il a été fait référence à "l'action escomptée de l'Etat vis-à-vis de la société civile afin de redynamiser son rôle et sa participation dans la gestion des affaires publiques".

Le même document consacre "l'attachement de l'Algérie à son identité et à son appartenance civilisationnelle musulmane,

arabe et amazighe, ainsi qu'à son histoire, son patrimoine et ses acquis, renforçant les éléments composant l'identité nationale à travers l'introduction de Tamazight comme langue nationale et officielle, en tant que point intangible".

M. Djerad a tenu à préciser, par ailleurs, que "les autorités et instances publiques ont été, pour la première fois, contraintes de respecter les dispositions constitutionnelles ayant trait aux droits, libertés et garanties qui ne seront limitées que par une loi et dans la mesure des exigences du maintien de l'ordre public, de la sécurité et de la sauvegarde des constantes nationales, de manière à exercer les droits et libertés consacrés par la Constitution".

Le texte consacre le principe de "sécurité juridique", traduit par l'engagement de l'Etat, lors de la mise en place des réglementations liées aux droits et libertés, à garantir cette sécurité en offrant des garanties pour l'exercice des droits et libertés, à l'instar de la liberté d'expression, de réunion, de manifestation pacifique et de création d'associations, et particulièrement la consécration constitutionnelle du système de déclaration.

"Il a été reconnu pour le journaliste, plusieurs droits, libertés et garanties qui le mettront à l'abri de tout harcèlement, tandis qu'il a été autorisé à la Justice de s'autosaisir et de prendre les décisions relatives à la dissolution d'associations, partis, journaux, publications, chaînes radiophoniques et télévisées", a-t-il souligné.

Le texte de loi "consacre, par ailleurs, le droit de faire parvenir des requêtes à l'administration en vue de soulever des préoccupations et contraindre cette dernière à y répondre". M. Djerad a rappelé, en outre, que l'Armée nationale populaire (ANP) "s'acquitte de ses missions constitutionnelles avec un engagement exemplaire et une disponibilité au sacrifice, à chaque fois que le devoir national l'exige", affirmant que "l'ANP, digne héritière de l'Armée de libération nationale, qui est le socle qui sous-tend la Nation algérienne, est partie intégrante du peuple algérien dont elle assure la protection".

APS

PRÉPARATIFS DU RÉFÉRENDUM

Le ministre de la Communication préside une réunion de travail

Les préparatifs du secteur de la communication, consacrés au référendum populaire sur l'amendement de la Constitution, prévu le premier novembre prochain, ont fait l'objet d'une réunion de travail présidée, dimanche à Alger, par le ministre de la Communication, Porteparole du Gouvernement, le Pr. Ammar Belhimer.

Cette rencontre hebdomadaire qui fait suite à d'autres tenues précédemment depuis l'annonce de la tenue du référendum, a réuni le Président de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV), M. Mohamed Loubber, le Secrétaire Général du ministère de la Communication, M. Ahmed Bouchdjira, et les premiers responsables de l'APS, de l'ANEP, de l'EPTV, de l'ENRS, de TDA, du CIP et du CNDPI, ainsi que des cadres du ministère. Dans ses orientations, le ministre a insisté sur l'importance accordée à ce rendez-vous électoral, en particulier dans sa phase d'explication et de vulgarisation des articles de la nouvelle Constitution qui consacre de larges pans aux droits fondamentaux et aux libertés publiques, au renforcement de la séparation et de l'équilibre des pouvoirs, à l'indépendance de la justice et de la Cour constitutionnelle, à la transparence, la prévention et la lutte contre la corruption et à l'indépendance de l'autorité nationale des élections. Tous ces axes doivent être développés et expliqués aux citoyens à travers une large campagne médiatique à l'aide de tous les supports, notamment la vidéo, sans omettre l'exploitation de la toile à travers les sites électroniques et les réseaux sociaux en mettant à forte contribution les experts et universitaires dans le domaine du droit constitutionnel, a ajouté le ministre.

Il a relevé, à ce propos, la richesse du mouvement associatif national, composé dans sa majorité de jeunes maîtrisant les technologies du numérique, de la communication et de l'information qu'il faut absolument associer à ce processus électoral.

Le ministre a également mis en exergue l'importance de l'implication inclusive devant regrouper l'ensemble des représentants de la société, qu'il s'agisse de citoyens, de société civile, de syndicats, de patronats et de partis politiques agréés, dans le processus référendaire afin de les sensibiliser aux enjeux politiques de cette échéance électorale qui répond aux aspirations légitimes du peuple algérien dans la construction de la nouvelle Algérie.

A ce sujet, le Pr. Belhimer a notamment rappelé la volonté du président de la République de promouvoir le rôle de la société civile et le raffermissement de ses liens avec les institutions de l'Etat, dans le cadre de la démocratie participative au service de l'intérêt général du pays.

Un débat s'est ouvert avec l'ensemble des présents autour des préparatifs de cette échéance électorale, ce qui a permis à chaque responsable de présenter son organigramme et son agenda de production pour répondre au mieux aux exigences d'une couverture exceptionnelle, en mettant à disposition les moyens les plus adéquats et les plus performants. Rompue à l'organisation de rendez-vous électoraux, l'agence Algérie Presse Service a établi un schéma et une feuille de route qui couvrent toute la durée de cette consultation populaire, a relevé son Directeur Général, M. Fakhreddine Beldi.

NÂAMA

Plus de 280 millions DA pour l'aménagement de la zone d'habitations rurales du groupement Harchaia

Une enveloppe budgétaire de 280 millions DA a été dégagée pour les travaux d'aménagement urbain de la nouvelle zone d'habitation rurale, le groupement "Harchaia" relevant de la commune de Nâama, a annoncé samedi le Président de l'Assemblée populaire communale (P/APC) Benkhedda Bekacem.

Cette somme a été dégagée dans le cadre du budget de la Direction de l'urbanisme, de la construction et de l'architecture, avec le soutien de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales et du PCD de la commune de Nâama. Elle est destinée à la réalisation de plusieurs opérations continues au niveau de cette nouvelle zone d'habitation qui abrite quelque 1.055 logements ruraux regroupés et leur raccordement aux différents réseaux (eau, assainissement, électricité et gaz), a indiqué le même responsable. Les travaux ont été divisés en plusieurs lots et ont atteint "des taux d'avancement encourageants", notamment



en ce qui concerne les réseaux d'assainissement, d'AEP, d'électricité et de gaz.

Les travaux portent également sur la réalisation d'un château d'eau, la réfection des routes, la mise en place de l'éclairage public, la pose

des trottoirs et de leurs pavés, la plantation d'arbres au niveau des espaces verts tout au long des bordures des routes, selon la même source. Les services concernés ont entamé, depuis deux années, le programme d'aménagement de

la zone d'habitation en question qui s'étendant sur une superficie de 23 hectares au nord de la commune de Nâama. Le plan directeur d'aménagement urbain concerne la réalisation des différents réseaux pour accueillir, dans l'avenir, près de 10.000 habitants, selon la même source. Par ailleurs, le lancement des opérations d'intégration des équipements publics et des structures administratives nécessaires, dont les écoles primaires, l'annexe communale, le dispensaire et le stade de proximité en tartan, a été programmé dans le cadre des prochains programmes de développement, a-t-on indiqué de même source.

BAC À TIZI-OUZOU

Plus de 15 000 candidats attendus

Quinze mille sept cent soixante-trois (15 763) candidats se présenteront dimanche aux épreuves du baccalauréat session septembre 2020 à Tizi-Ouzou, selon la direction locale de l'Éducation, qui rassure élèves et parents, impactés par la crise sanitaire, du bon déroulement de cet examen suivant un protocole sanitaire préventif.

Sur les 15 763 candidats, 11 557 sont des candidats scolarisés, 4.206 libres et 51 issus du milieu carcéral, a-t-on appris de la même direction. Ces bacheliers, parmi lesquels 57,67%, soit 9 090, sont des filles, seront répartis à travers les 65 centres réservés à cet effet à travers la wilaya et encadrés par pas moins de 5 000 fonctionnaires de l'éducation et d'autres secteurs. Côté dispositions sanitaires préventives de la pandémie de la Covid-19, "toutes les mesures ont été prises pour assurer le bon déroulement de cet examen suivant les recommandations du protocole édicté par la commission sanitaire", a souligné le premier responsable de la DE, Ahmed Lalaoui. M. Lalaoui a, par ailleurs, indiqué que pas moins de 55,5% des candidats à cet examen avaient suivi les cours de révision organisés au niveau des établissements scolaires depuis fin du mois d'août dernier.

Des dispositifs d'accompagnement et d'assistance sont, également, mis en oeuvre par différents services de l'Etat, notamment, la santé, la protection civile et les services de sécurité, pour garantir le bon déroulement de ces épreuves. L'année

dernière, ils étaient quelque 18 331 candidats à examiner à travers 70 centres à travers la wilaya qui avait enregistré un taux de réussite de 71,60%, la classant pionnière à l'échelle nationale pour la douzième fois consécutive.

Élèves et parents, entre stress et volonté

Côté candidats, c'est un rendez-vous décisif qui conjugue stress, tract et volonté de décrocher le sésame, après une rupture d'un semestre avec les bancs d'écoles imposée par la crise sanitaire qui a sévit.

C'est le cas du jeune Abdellah Hamoumène, du lycée El Khensa, qui passe son Bac pour la première fois, en filière technique-mathématiques, qui affirme ressentir du stress même s'il s'est bien préparé. "Je me suis bien préparé, mais je suis tout de même stressé comme tout le monde", lâche-t-il, comme pour rendre compte d'une ambiance générale qui règne parmi les candidats qui, affirment-ils, "paniquent tous même s'ils ont bien révisé".

Pour Abdellah, l'annonce, en mai dernier, du report de l'examen a u mois de septembre avait "freiné" son élan et "chamboulé" le rythme des préparations entamées. "ça nous avait freiné, car septembre était loin et ça ne servait donc à rien de continuer à se préparer pendant tout ce temps", a-t-il soutenu.

Alors, et pour ne pas se fatiguer, il décide de marquer une pause jusqu'à fin juin où il s'inscrit à des cours particulier

à raison de 2 cours par semaine. Là aussi, fait-il remarquer, "c'était juste pour maintenir le fil, car, septembre était encore loin, et avec l'été, ce n'était pas évident malgré le confinement et l'absence d'une quelconque autre occupation ou de vacances". Lors des révisions organisées fin août dernier au niveau des établissements scolaires, il affirme y avoir été pour "quelques leçons en matières principales de sa filière avec mes enseignants et après j'ai renoncé à y aller", préférant réviser à son rythme chez lui.

Par ailleurs, plus que le risque coronavirus, c'est l'examen en soi qui stress. Pour Abdellah, "c'est normal d'avoir peur du coronavirus mais pas trop" estimant les dispositions préventives mises en place au niveau de son établissement lors des séances de révisions "suffisantes" pour les prémunir.

Plus que les élèves, c'est les parents qui appréhendent cet examen. "La longueur de la suspension des cours, la période de confinement et la privation de tout loisir, a influé sur lui et rendu les révisions longue et lourdes" pour les élèves, relève Kamel, père de Abdellah. Attentif à l'état d'esprit de son fils dont il a supervisé les révisions, il affirme qu'il "ressent son stress même s'il apparaît serein et qu'il s'est donné à fond dans ses révisions". "Parfois, il est nerveux à cause de ces révisions" soutient-il, indiquant lui avoir "conseillé depuis quelques jours d'arrêter et de se relaxer un peu histoire d'évacuer son stress".

KHENCHELA

Distribution de 8000 bavettes aux candidats du baccalauréat



Un quota de 8.000 bavettes a été remis samedi aux services de la Direction de l'éducation de la wilaya de Khenchela en vue de sa distribution aux candidats du baccalauréat à l'initiative de la Direction opérationnelle locale de télécommunication (DOT) d'Algérie Télécom (AT) et la Chambre locale de l'artisanat et des métiers (CAM). Conformément à la convention signée entre la Direction générale d'Algérie Télécom (DGAT) et la Chambre nationale de l'artisanat, il a été procédé au financement d'un atelier de confection de bavette, a indiqué à l'APS la responsable de l'information auprès de la DOT d'Algérie Télécom, Nadia Charabane.

Elle a dans ce sens détaillé que le financement a concerné l'acquisition des machines à coudre et la fourniture de divers équipements pour les mettre à la disposition des artisanes chargées de la confection des bavettes.

Plusieurs dizaines d'artisanes se sont portées volontaires pour fabriquer près de 11.000 bavettes, remises à la Direction de l'éducation en vue de renforcer le protocole préventif sanitaire lors des examens de fin d'année scolaire, a indiqué le directeur local de la CAM de Khenchela, Kamel Sayad, saluant l'initiative de la société d'Algérie Télécom.

De son côté, le directeur de l'éducation, Mourad Messibah, a valorisé l'initiative des responsables d'Algérie Télécom, assurant que ce lot de bavettes permettra de couvrir les besoins pour l'application des mesures préventives de lutte contre le Covid-19 lors des épreuves du baccalauréat.

TINDOUF

Plusieurs actions pour la préservation de l'arganier

Une série de mesures et d'actions visant la préservation de l'arganier et l'extension des superficies consacrées à cette espèce arboricole a été lancée dans la wilaya de Tindouf par la Conservation des forêts dans le cadre de la préservation et de la valorisation de cet arbre endémique, a-t-on appris samedi des responsables de la Conservation des Forêts. Des suggestions ont été adressées par les services des forêts de cette wilaya frontalière aux instances centrales en vue de mettre en place une cellule chargée de la protection et du développement de l'arganier et la mise en défense des zones de son peuplement à travers la promulgation de lois à même de résoudre le problème de l'impossibilité d'une double classification

en tant que réserves du parc naturel de Tindouf et des zones endémiques de l'arganier dans la région, a expliqué le conservateur des forêts par intérim, Abdelmoumene Mouzaoui. Cette espèce demeure aussi en quête d'une étude phytosanitaire pour remédier aux maladies parasitaires affectant cet arbre, en plus de l'encouragement de l'investissement dans son développement par la multiplication de pépinières pour l'extension des superficies de l'arganier, ainsi que le soutien de la femme rurale dans les activités d'extraction, de manière traditionnelle, de l'huile d'arganier en vue de développer l'écotourisme, a-t-il ajouté. Selon une étude de la Conservation des forêts datant de 2013, le territoire de l'arganier, qui s'étend sur

plus de 672 hectares, dans une zone localisée à 110 km au Nord-ouest de Tindouf, est peuplé de 5.257 arbres, soit une densité de huit (8) arganiers à l'hectare, répartis entre les zones de Touïref-Bouâm, Merkala et Targuanet. Cette plante est connue pour sa grande capacité d'adaptation aux conditions climatiques et éco-systémiques de la région, en plus de constituer un moyen de lutte contre la désertification et un moyen de développement du couvert végétal, en sus de ses retombées socio-économiques, dont l'extraction de l'huile d'arganier aux grandes vertus thérapeutiques et aux propriétés entrant dans la fabrication de produits cosmétiques. Les efforts de protection et de valorisation de cet arbre endémique ont

également donné lieu à la réalisation d'un point de contrôle et d'observation pour les gardes forestiers chargés de la protection des forêts, notamment la lutte contre l'arrachage illicite et la déforestation, ainsi que la réalisation de forages et la plantation de cinq (5) ha de plants d'arganier, a-t-on ajouté à la Conservation des Forêts. La Conservation a procédé, au titre de l'exploitation agricole de cet arbre en tant que brise-vents, à la remise aux agriculteurs de plus de 900 arbustes de cette espèce à planter sur une superficie de neuf (9) ha, une opération renouvelable chaque année sur des superficies allant de quatre (4) à six (6) hectares.

TRAVAUX PUBLICS

Chiali : "l'Algérie œuvre à l'exportation des services de travaux publics en Afrique"

Le ministre des Travaux publics, Farouk Chiali a indiqué, samedi à Alger, que l'Algérie œuvrait à l'exportation des services et produits de son secteur notamment aux marchés africains.

Intervenant à l'ouverture du Colloque national sur "l'exportation dans le secteur des travaux publics", M. Chiali a rappelé que le pays recensait plusieurs bureaux d'études et entreprises compétentes qui exportent leurs services actuellement, ajoutant que leurs nombre reste minime par rapport aux potentialités offertes. A cette occasion, le ministre a mis en avant "l'énorme potentiel" dont disposent les entreprises ayant réalisé des autoroutes, des barrages et des tunnels et qui ont la même compétence que les entreprises étrangères, voire mieux". La rencontre constituait une opportunité pour prendre connaissance des problématiques auxquelles sont confrontés les opérateurs pendant l'exportation et s'employer à en trouver des solutions rapides, a-t-il dit, ajoutant que les exportations dans son secteur étaient nettement faibles, d'où la nécessité de les diversifier et de les promouvoir dans le cadre des priorités du Gouvernement. Bâtir une forte économie avec des ressources diversifiées est la base de la nouvelle approche économique dont les contours ont été définis par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a-t-il mis en avant, soulignant que "l'exécutif s'emploie à sa concrétisation en assurant les conditions favorables et accompagnant les entreprises exportatrices pour obtenir de la devise". Le Gouvernement entend mettre en place, en coordination avec l'Association algérienne des routes, un cadre facilitant les services en Travaux publics, notamment l'activation des capacités de l'Algérie en la matière, à savoir les laboratoires, les études ou les travaux, rappelant l'existence de plusieurs entreprises algériennes performantes.

M. Chiali a salué l'engagement des membres du Gouvernement qui ont assisté au colloque et leur soutien aux objectifs du secteur en offrant les facilités nécessaires aux entreprises et bureaux d'études pour se lancer dans l'exportation. Par ailleurs, il a fait état d'une rencontre, tenue la semaine passée avec le Gouverneur de la Banque d'Algérie, lors de laquelle ont été passés en revue les problèmes qui entravent ces initiatives et qui "requièrent des solutions efficaces dans les plus brefs délais". Le ministre a également évoqué le rôle important des assurances et des banques, ainsi que le rôle du secteur du Commerce dans la coordination des efforts en parvenant à la complémentarité dans la sphère des exportations. Il faudra, pour ce faire, élaborer un cahier de charges en collaboration avec les représentations diplomatiques, afin de faciliter le travail des sociétés algériennes à l'étranger, a-t-il ajouté assurant que "l'Etat s'occupera de plusieurs tâches afin d'apporter le plein soutien aux entreprises". Pour sa part, le ministre délégué chargé du Commerce extérieur, Aïssa Bekkaï a précisé que son secteur avait entamé "l'inventaire" pour pouvoir définir l'ensemble des entreprises actives dans le secteur des Travaux publics. Une stratégie nationale des exportations a été récemment lancée par le ministère du Commerce, avec l'étude d'un éventuel financement par les produits de la finance islamique, a-t-il poursuivi. Ont été introduits dans le domaine des exportations également l'industrie pharmaceutique, l'agriculture et la numérisation. Quant à l'exportation des matériaux de construction, le ministre délégué s'est félicité du niveau de production, citant, à titre d'exemple, le cas des 24 usines de ciment qui enregistrent un excédent de production.

ARACHIDES - PRODUCTION

El-Oued: une récolte prévisionnelle de plus de 130 000 quintaux d'arachides cette saison

Une récolte prévisionnelle de plus de 130.000 quintaux d'arachides est attendue cette saison à travers la wilaya d'El-Oued, ont estimé dimanche les responsables de la Chambre locale de l'Agriculture.

La campagne de récolte, qui a débuté ce mois pour se poursuivre jusqu'à la fin octobre prochain, cible une superficie cultivée de l'ordre de 4.000 hectares, en hausse de 17% par rapport à celle de l'an dernier (3.000 ha), a indiqué le secrétaire général de la Chambre agricole, Ahmed Achour.

Une hausse de la production de 15%, comparativement à l'an dernier, est aussi prévue cette saison par les services agricoles qui l'imputent à l'extension des superficies dédiées à la culture d'arachides, après la réussite de l'expérience dans six (6) communes de la

wilaya (Hassi-Khelifa, Trifaoui, Sidi-Aoun, El-Magrane, Reguiba et Ourmès), réputées pour leurs terres fertiles permettant des rendements atteignant souvent les 30 quintaux (qx) à l'hectare, a-t-il expliqué.

Les statistiques de production de l'an dernier placent El-Oued en tête des wilayas productrices d'arachide avec une capacité de production de 110.000 qx/an, soit 60% de la production nationale, faisant de cette wilaya le plus grand marché national d'arachides, selon la même source.

La superficie globale consacrée aux activités agricoles dans la wilaya d'El-Oued atteint les 4.458.680 hectares, avec 120.000 ha en irrigué dont 40.000 ha (soit 46%) dédiés à la seule culture de la pomme de terre, a fait savoir la même source.

EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

Djerad : "toutes les entraves aplanies et toutes les facilitations accordées au profit des entreprises"

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a réaffirmé samedi à Alger la détermination du gouvernement à encourager les exportations hors hydrocarbures, à travers la prise de toutes les mesures à même d'aplanir les entraves et restrictions bureaucratiques, et à accorder toutes les facilitations nécessaires au profit des entreprises productrices et exportatrices.

"Le gouvernement prendra toutes les mesures à même d'aplanir les obstacles et restrictions bureaucratiques entravant la valorisation des grandes expertises nationales et l'exportation des services", a indiqué M. Djerad dans une allocution, lue par le ministre délégué chargé du commerce extérieur, Aïssa Bekkaï, à l'ouverture du colloque national sur "l'exportation dans le secteur des travaux publics".

"Il est plus que nécessaire d'emprunter une stratégie aux contours clairs dans le cadre de la relance économique, basée sur l'optimisation des procédures juridiques et réglementaires relatives à l'opération d'exportation, avec la garantie de mesures incitatives financières, bancaires, fiscales, douanières et commerciales, outre l'activation du rôle des représentations diplomatiques à l'étranger et des conseils d'affaires", a-t-il soutenu.

Lors de ce colloque, organisé par le ministère des travaux publics, en présence de membres du gouvernement et d'acteurs du



secteur, le Premier ministre a appelé à œuvrer au renforcement du cadre institutionnel et administratif en vue d'inciter les entreprises nationales à exporter et à investir les marchés internationaux.

Pour M. Djerad, œuvrer à la promotion des exportations hors hydrocarbures constitue "un choix stratégique" dans le cadre du nouveau modèle économique, étant l'un des principaux mécanismes permettant l'augmentation des taux de croissance du produit intérieur brut (PIB), à travers l'extension du

champ des exportations.

Pour atteindre ces objectifs, a-t-il dit, il faut déployer des efforts supplémentaires considérables afin d'instaurer un écosystème propice et un climat d'affaires adéquat et insuffler une nouvelle dynamique à même d'encourager les exportations et de libérer les initiatives" dans le cadre de la consécration du principe d'égalité des chances entre tous les opérateurs économiques, aussi bien publics que privés".

Selon M. Djerad, il est impératif d'inciter et d'encourager les opérateurs

économiques à asseoir la culture de l'exportation et de croire aux capacités compétitives de leurs produits et services, insistant sur la nécessité d'une bonne prise en charge par les institutions administratives professionnelles des préoccupations soulevées par ces opérateurs et de trouver les meilleures solutions pour leur traitement.

La responsabilité collective impose aux secteurs une action commune et efficace, a-t-il estimé, soulignant que le secteur des travaux publics constitue l'un des secteurs vitaux à même de contribuer fortement à l'exportation, au vu des fortes chances de réussite détenues par ses entreprises économiques et leur expérience avérée en matière de maîtrise des différentes étapes de réalisation des projets, en l'occurrence la participation aux appels d'offres, aux transactions, à la mise en œuvre des travaux, à la livraison et à la réception des projets dans les délais fixés, conformément aux normes de qualité internationales.

IMPORTATIONS

La facture des services importés s'élève à 12 milliards de dollars (ministre des Finances)

La facture des services importés dans plusieurs secteurs s'élève à 12 milliards de dollars par an, a indiqué samedi à Alger le ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane.

S'exprimant à l'ouverture des travaux du colloque national sur "l'exportation dans le secteur des travaux publics", le ministre a déclaré que l'orientation vers une nouvelle économie doit reposer sur la réduction de la dépendance de l'étranger dans les différents domaines, y compris les services. Le secteur s'attèle à revoir "le

plus tôt possible" une série de mesures et de textes de loi encadrant les activités d'exportation dans le secteur des travaux publics, a-t-il fait savoir. Cette étape est "cruciale dans la mise en œuvre du programme du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant le passage du pays à une politique économiquement indépendante", a souligné le ministre. La Banque d'Algérie s'attèle de son côté à revoir le système régissant la politique de change pour qu'elle favorise l'exportation", a-t-il

poursuivi. Dans ce cadre, des mesures pratiques incitatives à l'exportation seront prises. "Il est temps pour que l'Algérie se fraye une place dans les marchés extérieurs", a-t-il soutenu.

Ce colloque se veut un espace pour favoriser cette orientation, notamment dans le domaine d'exportation, et ce dans les meilleurs délais en vue de devenir un pays exportateur, au regard des atouts et hautes qualifications des entreprises nationales publiques et privées", a estimé M. Benabderrahmane.

ACIER - EXPORTATION

Oran: 18000 tonnes de rond à béton exportées vers le Canada

Une cargaison de 18.000 tonnes de rond à béton, issue du Complexe Tosyali de Béthioua (Oran), a été exportée, lundi, vers le Canada, a-t-on appris auprès de la cellule de communication de cette entreprise.

La cargaison, cinquième du genre pour l'année en cours, a été expédiée ce lundi à partir du port de Mostaganem en direction du port d'Oshawa au Canada, a-t-on précisé de même source.

L'usine Tosyali a exporté, durant l'exercice en cours du rond à béton vers la Grande-Bretagne (3.050 tonnes), le Canada (18.000 T) et les Etats-Unis (10.000 T), tandis que quelque 3.000 tonnes de tubes en acier ont été expédiées vers l'Angola, a-t-on rappelé.

Les responsables du Complexe de Béthioua tablent sur l'exportation, avant la fin de l'année en cours, de 180.000 tonnes de différents types d'acier d'une valeur globale de 85 millions de dollars, a-t-on



signalé de même source. Pour l'année 2021, l'entreprise cible l'exportation de 500.000 tonnes de différents types de produits d'une valeur d'environ 250 millions de dollars, et ce, à la faveur des mesures incitatives offertes par l'Etat aux investisseurs et opérateurs économiques, a-t-on indiqué.

BREXIT

Johnson accuse l'UE de menacer l'Irlande du Nord d'un "blocus"

Le Premier ministre britannique, Boris Johnson, a défendu samedi son intention de revenir en partie sur l'accord du Brexit face à la "menace" que l'UE instaure un "blocus" alimentaire en Irlande du Nord, dangereux pour "la paix" et "l'unité" du Royaume-Uni.

Le gouvernement britannique a présenté mercredi au Parlement un projet de loi sur le marché intérieur qui lui donne la possibilité de prendre des décisions unilatéralement sur des sujets relatifs au commerce avec la province d'Irlande du Nord.

Ce texte, qui contredit en partie l'accord encadrant sa sortie de l'UE, complique les discussions entamées depuis mars pour négocier un accord sur la future relation entre le Royaume-Uni et l'UE.

Dans un texte publié dans le journal britannique "Daily Telegraph", Boris Johnson explique avoir été contraint à cette extrémité, qu'il reconnaît être une violation du droit international.

"A moins que nous n'acceptons les conditions de l'UE, l'UE utilisera une interprétation extrême du protocole de l'Irlande du Nord pour



imposer une frontière commerciale complète le long de la mer d'Irlande", qui sépare la province du reste du royaume, écrit-il. "On nous dit que l'UE n'imposera pas seulement des droits de douane sur les marchandises transitant de la Grande-Bretagne vers l'Irlande du Nord, mais qu'elle pourrait en fait arrêter le transport de produits ali-

mentaires de la Grande-Bretagne vers l'Irlande du Nord", poursuit-il.

"Je dois dire que nous n'avons jamais sérieusement cru que l'UE serait capable d'utiliser un traité, négocié de bonne foi, pour instaurer un blocus sur une partie du Royaume-Uni ou qu'ils menaceraient réellement de détruire l'intégrité économique et territo-

riale du Royaume-Uni", écrit-il.

"Une telle interprétation mettrait sérieusement en danger la paix et la stabilité" dans cette province britannique qui s'est trouvée ensanglantée par trois décennies de "Troubles" jusqu'à la signature de l'accord de paix du Vendredi saint en 1998, explique Boris Johnson.

M. Johnson appelle les députés conservateurs à soutenir son projet de loi, qui sera débattu lundi au parlement, alors que certains d'entre eux ont exprimé leur malaise de voir leur pays revenir sur ses engagements.

"Nous ne pouvons pas laisser le pouvoir théorique de diviser notre pays entre les mains d'une organisation internationale", a expliqué Boris Johnson, affirmant à destination des députés qu'il était "vital" d'adopter ce texte pour "mettre fin à cette possibilité".

UE - ALLEMAGNE - CHINE Réunion UE-Chine sur les investissements

Les chefs de l'UE, la chancelière allemande et le président chinois Xi Jinping vont tenter lundi, par visioconférence, d'avancer dans la négociation d'un accord sur les investissements.

Initialement prévue avec les 27 dirigeants des pays de l'UE sous forme de sommet extraordinaire en septembre à Leipzig (Allemagne), cette rencontre se fait en format réduit pour cause de pandémie.

Lors de cette réunion virtuelle, présidée par Charles Michel, chef du Conseil européen (qui représente les Etats membres), se retrouvent face à Xi, seulement la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen et la chancelière allemande Angela Merkel, dont le pays assure la présidence semestrielle de l'UE.

Au programme des discussions figure notamment l'accord sino-européen sur les investissements, dont la conclusion d'ici la fin de l'année est jugée "possible" par Pékin.

Chinois et Européens négocient depuis sept ans cet accord sur la protection des investissements étrangers entre l'UE et le géant asiatique, qui aborde la propriété intellectuelle, la fin des transferts de technologie imposés aux firmes étrangères en Chine et les subventions aux entreprises publiques chinoises. "Nous voulons garantir l'accès au marché chinois pour nos entreprises, nous voulons des règles de concurrence équitables, nous exigeons la réciprocité" en termes d'ouverture, souligne un responsable européen sous couvert d'anonymat.

La tâche s'annonce délicate: "On espère s'entendre lundi sur une feuille de route pour aplanir nos différends", mais "même si l'objectif politique est d'accélérer les négociations et de conclure d'ici fin 2020, on n'acceptera un accord seulement s'il vaut le coup", insiste-t-il. Aucun progrès majeur ou déclaration commune n'est attendu lundi, mais du côté de l'UE, on espère persuader Xi Jinping de donner une impulsion décisive en accordant une marge de manœuvre accrue aux négociateurs chinois.

Autre dossier, le climat: alors que l'UE se donne un objectif de neutralité carbone pour 2050, les Européens veulent pousser Pékin à muscler ses ambitions en visant une neutralité carbone en 2060, un pic d'émissions de CO2 dès 2025 et en cessant la construction de centrales à charbon.

"Ordinaire, nos amis chinois ne veulent pas promettre trop et ne pas tenir entièrement leurs engagements. Mais l'heure n'est plus à faire preuve de prudence excessive", s'agace une source européenne.

BRÉSIL - USA La Brésil prolonge son exemption tarifaire sur l'éthanol américain

Le Brésil va renouveler pour trois mois une exemption tarifaire sur les importations américaines d'éthanol arrivée à expiration le 30 août, a fait savoir vendredi soir le Bureau du représentant américain au commerce (USTR).

Cette exemption, qui porte sur un volume maximum de 750 millions de litres d'éthanol importé par an, prendra effet à partir de lundi, date à laquelle le Brésil et les Etats-Unis doivent entamer des négociations bilatérales sur le commerce d'éthanol et de sucre. Le pays sud-américain avait rétabli la semaine dernière un droit de douane de 20% sur les importations d'éthanol américaines, ce qui avait alors constitué un revers pour l'administration du président Donald Trump, qui exerçait une forte pression pour le maintien d'une exemption favorable à cette industrie américaine d'importance politique. Les discussions qui débute la semaine prochaine ont pour but "d'améliorer l'accès au marché pour l'éthanol et pour le sucre au Brésil et aux Etats-Unis" et "d'accroître l'accès au marché pour le maïs dans les deux pays", indique l'USTR.

L'éthanol, utilisé comme biocarburant, est un produit d'exportation agricole essentiel pour l'Iowa, Etat du Midwest américain et terrain clé des élections de novembre prochain. Au Brésil, l'éthanol constitue un marché juteux pour les producteurs de canne à sucre dans les Etats du nord-est et du sud-est, au poids politique important. Ces derniers font également campagne pour obtenir un accès exempté de taxes au marché américain du sucre. Le Brésil et les Etats-Unis sont les leaders mondiaux de la production d'éthanol, représentant ensemble près de 85% de l'approvisionnement. Les Etats-Unis ont exporté plus de 1,25 milliard de litres d'éthanol au Brésil et importé 738 millions de litres d'éthanol brésilien l'an dernier.

Les producteurs des deux pays sont confrontés à la dégringolade de la demande de carburant sur leur territoire en raison de la pandémie de coronavirus et cherchent à stimuler les exportations.

APS

Berlin met en garde Londres des conséquences d'un "no-deal"

Le ministre allemand des Finances, Olaf Scholz, a mis en garde samedi le Royaume-Uni contre les conséquences d'un échec des négociations avec l'UE sur un accord commercial après le Brexit.

Une situation pas du tout réglementée aurait des "conséquences très significatives pour l'économie britannique", a-t-il estimé, lors d'un point presse à Berlin, à l'issue d'une réunion des ministres des Finances de l'UE.

En revanche, il s'attend à ce que l'Europe soit en mesure d'y faire face "après les préparatifs qui ont déjà été

faits". Le ministre allemand a toutefois affirmé toujours espérer que les discussions avec Londres "parviennent à un bon résultat".

Quant au Commissaire européen aux Affaires économiques, Paolo Gentiloni, également présent à Berlin, il a déclaré que c'était à Londres de "rétablir la confiance", avec l'UE.

"En tous les cas, nous sommes préparés à faire face à tout résultat négatif extraordinaire de cette discussion", a ajouté l'ex-Premier ministre italien.

Après la sortie formelle du

Royaume-Uni de l'UE le 31 janvier dernier, les Britanniques et l'Union ont entamé des négociations sur leur future relation commerciale et sécuritaire. Mais les pourparlers piétinent depuis des mois et l'accord commercial entre les deux parties, qui devrait permettre d'éviter la réintroduction de droits de douane, semble bien difficile à atteindre.

Alors que ces tractations pour éviter un "no deal" au 1er janvier restent dans l'impasse, Londres a imputé à Bruxelles l'origine de la dispute qui a envenimé la semaine dernière une nouvelle session de négociations.

AFRIQUE

Les PDG africains pensent que le commerce intra-africain augmentera au cours des 12 prochains mois

Plus de 70% des PDG africains estiment que le commerce intra-africain augmentera au cours des 12 prochains mois, selon une enquête publiée jeudi.

L'enquête "Africa CEO Trade Survey 2020" montre que, contrairement à d'autres régions du monde, le commerce intra-africain reste très faible à 15%, laissant davantage de marge de croissance.

"La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) pourrait également servir de catalyseur opportun pour stimuler le commerce intra-africain", indique l'enquête, menée par le Comité panafricain du commerce et de l'investissement du secteur privé (PAFTRAC) et Afreximbank. Les PDG

africains pensent que la ZLECA crée des conditions d'échelle et devrait permettre d'améliorer la compétitivité et la productivité, ce qui accélérera la transformation des économies africaines pour une meilleure intégration dans l'économie mondiale.

L'enquête souligne également que le secteur privé africain reste optimiste quant au commerce international, plus de 50% des PDG africains estiment que le commerce mondial augmentera au cours des 12 prochains mois.

Selon les résultats de l'enquête, bien que plus de 80% des PDG africains rencontrent plusieurs difficultés dans le commerce mondial et intra-africain, ils croient toujours fermement au pouvoir du com-

merce qui a été le principal moteur de la croissance et des transferts de technologie et reconnaissent également que le commerce a été très important pour leur entreprise. L'analyse montre que plus de 75% des entrepreneurs africains ont rencontré des difficultés dans le commerce. D'après l'enquête, les principales contraintes pour les entreprises commerciales sont les barrières tarifaires et non tarifaires dans le commerce international, le manque d'accès aux capitaux et aux devises, les transports et les infrastructures logistiques inadéquats, le manque de transparence des règles et réglementations, les lacunes en matière d'information commerciale ainsi que

l'asymétrie des subventions publiques.

En dépit de toutes les réserves, indique l'enquête, les PDG africains sont toujours très optimistes quant aux systèmes commerciaux multilatéraux.

Ainsi, plus de 50% des PDG africains estiment que le système commercial multilatéral se renforcera dans les années à venir.

D'après l'enquête, alors que le monde redéfinit le multilatéralisme et les structures des institutions mondiales et les règles qui sous-tendent le commerce, la coopération et l'investissement mondiaux, l'Afrique doit s'assurer d'avoir une voix forte dans la définition du nouvel agenda mondial et de ses structures.

SOUK AHRAS

Lancement de 155 projets dans les zones d'ombre

Pas moins de 155 projets sur 507 inscrits au bénéfice de 251 régions d'ombre de la wilaya de Souk Ahras ont été lancés en vue de répondre aux préoccupations des citoyens dans plusieurs domaines, a-t-on appris samedi du chef de l'exécutif local Lounes Bouzegza.

Sur ce total, 49 projets portant sur le renforcement de l'AEP et des prestations de services de Santé, le raccordement aux réseaux d'électricité et du gaz, la réfection des routes et l'amélioration des conditions de scolarisation, ont été réceptionnés, a précisé le wali en marge d'une visite d'inspection des régions d'ombre de la daïra de Lahdada regroupant la commune éponyme, Lakhdara et Ouled Moumen. La livraison des projets restants, inscrits dans le cadre du programme de développement des régions d'ombre, devra se faire "avant la fin de l'année en cours", a indiqué Lounes Bouzegza, ajoutant que ces projets ont mobilisé une enveloppe financière de 4 milliards de dinars. S'entretenant avec les habitants de la région de Lafouid, dans la commune d'Ouled Moumen, sur leurs difficultés à accéder à l'eau potable, le wali a fait savoir que les régions d'ombre de la wilaya ont bénéficié de 380 millions de dinars pour la réalisation de 56 projets d'AEP, dont la réalisation de puits et de réservoirs d'eau en plus de l'extension du réseau de distribution d'eau potable.

M. Bouzegza a souligné, à cet effet, que la meilleure solution pour mettre fin au problème d'eau dans cette région passe par la concrétisation du projet de transfert des eaux à partir de la retenue collinaire de Bir Louhichi (commune de Lahdada) dont le taux de réalisation a atteint les 50 %, suggérant d'approvisionner temporairement les habitants en eau potable par camions citernes. Le wali de Souk Ahras, par ailleurs, affirmé la nécessité de donner la priorité dans les régions d'ombre aux projets d'AEP, au raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz, au désenclavement et à l'amélioration du cadre de vie. De son côté, le chef de service d'évaluation des ressources hydriques à la Direction des ressources en eau, Salah Eddine Ouadi, a fait savoir que le bassin aquatique de Bir Louhichi comporte actuellement trois puits profonds exploités par l'Algérienne des eaux (ADE).

Afin d'alimenter les habitants de la région de Lafouid, un quatrième puits vient d'être inauguré, selon le même responsable qui a expliqué que les eaux de ces puits seront stockées dans un réservoir de 2000 m3 pour être ensuite réparties sur les foyers de Lahdada et les régions entourant la commune de Sidi Fredj.

Un puits profond a également été réalisé dans la commune de Lakhdara pour renforcer l'AEP dans la région de Lafouid, a-t-il dit.

FEMME - PROMOTION

Ouargla: 750 femmes ont bénéficié des programmes de l'Agence de développement social

Pas moins de 750 femmes dans la wilaya d'Ouargla ont bénéficié des différents programmes de l'Agence de développement social (ADS) visant à prendre en charge cette catégorie sociale et améliorer ses conditions de vie, a-t-on appris dimanche des responsables de l'Agence.

Visant l'insertion socioprofessionnelle de cette frange de la société, ces programmes ont permis à 26 femmes de bénéficier du programme de promotion des activités de la femme rurale et d'appui à la famille productrice, à travers l'octroi d'équipements et moyens de production, dans les domaines de la couture, du tissage et de la cuisine, susceptibles d'aider la femme à s'assurer un revenu, a expliqué le directeur de l'ADS d'Ouargla, Mohamed Bekki. Le même responsable a fait également part de la prise en charge psycho-médicale de 321 femmes, des divorcés, des veuves et des adolescentes en détresse, en vue de leur venir en aide et leur permettre de s'insérer socialement. Au moins 98 femmes se sont vues accorder, au titre des programmes de l'ADS, des prêts pour l'acquisition d'équipements et matériels pour des microprojets et la contribution à l'amélioration de leurs conditions de vie. Le programme de l'ADS a organisé, par ailleurs, des campagnes de sensibilisation en direction de 245 femmes sur l'importance de la mission et des devoirs de la famille dans le soutien des enfants, notamment à l'adolescence. Au titre du même programme, ont été également organisées des campagnes de dépistage précoce du cancer du sein au profit de 200 femmes issues de zones enclavées et reculées. Ce programme a été concrétisé avec le concours de nombreuses associations actives dans divers domaines, ainsi que des cellules de proximité relevant du secteur de la solidarité nationale chargées du recensement des femmes ayant besoin de soutien et d'accompagnement, a indiqué le responsable de l'ADS d'Ouargla.

ZAOUIAS

Laghouat : "zaouïas et associations religieuses doivent investir les réseaux sociaux pour la préservation du référent religieux"

Le Conseiller du Président de la République, chargé des zaouïas et associations religieuses, Aissa Belakhdar, a appelé samedi depuis Laghouat les associations religieuses à investir les réseaux sociaux pour lutter contre les informations et Fetwas tendancieuses diffusées via ces supports et visant à déstabiliser le pays et ternir l'image des zaouïas.

S'exprimant lors d'une rencontre de concertation, M. Belakhdar a indiqué que "des parties, qui ne veulent pas de bien à l'Algérie, ont profité de l'absence de défenseurs du véritable référent religieux sur les réseaux sociaux pour diffuser leur haine destructrice", face à laquelle il appartient, a-t-il dit, de "réagir et de corriger les concepts, selon le référent national et le rite Malékite en vigueur en Algérie." Les zaouïas assument, en outre, une mission importante dans les zones d'ombre en tant que protectrices (du référent religieux), ancrant les notions



pédagogiques et spirituelles, tout en accompagnant les projets de développement de l'Etat visant à soutenir ces régions", a ajouté M. Belakhdar. Cette rencontre a permis, par ailleurs, au conseiller du Président de la République chargé des zaouïas et associations religieuses de s'enquérir des préoccupations soulevées par les Imams, Houyoukh de zaouïas et hommes de culte, allant dans le sens du développement de la mission de l'institution de la mosquée, des zaouïas et des écoles coraniques, afin d'assurer leur rôle dans le cadre de la réforme sociale.

CHASSE

Réouverture de l'activité de chasse à partir du 15 septembre

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhamid Hamdani a annoncé samedi à Alger, la réouverture officielle de la chasse à partir du 15 septembre jusqu'au 15 février, après plus de 25 ans de suspension en raison de la situation sécuritaire qu'a connue le pays durant les années 1990.

M. Hamdani a affirmé que la reprise et l'organisation de l'activité de chasse étaient à même de "contribuer à la préservation de l'équilibre écologique et biologique et des richesses naturelles, à lutter contre la chasse anarchique ainsi qu'à la promotion de cette activité et la consécration de son rôle dans le développement de l'économie nationale". L'annonce de la réouverture de la chasse a eu lieu au ministère de l'Agriculture, en présence de membres de la Fédération nationale des

chasseurs, des fédérations de wilayas et de cadres de la Direction générale des forêts (DGF), ainsi que des médias. Le ministre a rappelé que la suspension de l'activité de chasse, depuis plusieurs années, "a permis la prolifération des espèces animales, la mise en place de dispositifs législatifs et réglementaires appropriés à cette activité en vue de garantir une meilleure protection de la nature, consacrer le principe de la chasse durable à travers une organisation optimale de la chasse et réduire la chasse illégale ou le braconnage". Selon M. Hamdani, l'activité de la chasse est régie par la loi 04-07 du 14 août 2004, fixant les principes d'orientation liés aux modalités de livraison et de validation des permis de chasse, à l'organisation administrative, aux conditions de la chasse touristique et à la lutte contre le braconnage. Le ministre

a assuré que la réouverture de la chasse "permettra, sans doute, d'éliminer le fléau du braconnage et amorcer un nouveau souffle pour le secteur en reprenant sa place sur le terrain et en veillant à la protection, au développement durable, à la rationalisation des ressources de la chasse ainsi qu'à l'organisation des chasseurs appelés à faire montre d'efficacité et de maîtrise du patrimoine cynégétique".

M. Hamdani a mis l'accent sur "le rôle environnemental important qu'accomplissent les chasseurs" qui participent fortement à la protection des richesses cynégétiques et contribuent efficacement à la protection des bois contre les incendies.

De même qu'il a mis l'accent sur le rôle économique de leur activité rentable pour l'Etat eu égard aux redevances dues au leasing des aires.

5.000 permis de chasse déjà octroyés (DGF)

Le directeur général des forêts (DGF), Ali Mahmoudi, a annoncé l'attribution de 5.000 permis d'habilitation à la chasse dans le cadre de la réouverture officielle de cette activité, annoncée samedi par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhamid Hamdani.

"Nous avons octroyé 5.000 permis à des chasseurs que nous avons formés nous même et nous comptons délivrer 7.000 permis supplémentaires à d'autres chasseurs", a déclaré M. Mahmoudi à l'APS, en marge de la cérémonie consacrée à l'annonce officielle de

l'ouverture de cette activité, après 25 ans de rupture.

Le premier responsable de la DGF a fait savoir que son institution a procédé à la formation de 13.000 chasseurs pour l'obtention du permis d'habilitation à la chasse.

Selon ses précisions, la formation porte notamment sur la manipulation correcte du permis de chasse, les critères permettant de distinguer les espèces ciblées, quand et comment les abatte, la biologie des espèces et enfin le maniement des armes pour sécuriser le chasseur et son environnement et éviter ainsi les acci-

dents qui pourraient se produire en cas de mauvaise manipulation du fusil de chasse. Il s'est réjoui du fait que les chasseurs ont pris conscience de la nécessité de s'organiser en associations et en fédérations au niveau des communes et des wilayas pour promouvoir leur activités et lutter contre le braconnage et la chasse anarchique. M. Mahmoudi a annoncé par ailleurs l'installation très prochaine du Conseil supérieur de la chasse, affirmant qu'un grand chantier attend sa direction pour traiter des terrains à amodier pour la chasse et l'oc-

trois des licences de chasse. Il a affirmé que la saison de chasse pour cette année débutera à partir du 15 septembre en cours et s'étalera au 15 février prochain, précisant que c'est la meilleure période pour la chasse de certains animaux tels le perdrix, le lièvre et certains pigeons. Quant au grand gibier nuisible à l'agriculture et au secteur forestier, notamment le sanglier, M. Mahmoudi a affirmé que c'est le wali qui est habilité à délivrer un arrêté pour permettre aux associations de chasser cet animal au cours d'une période déterminée.

SÛRETÉ - DGSN

"Lutter fermement contre toute tentative d'atteinte à la sécurité et la quiétude du citoyen"

Le Directeur général de la Sécurité nationale, Khelifa Ounissi a mis l'accent, samedi à Alger, sur "la nécessité de poursuivre la lutte contre la criminalité, sous toutes ses formes, et faire face avec fermeté à toute tentative d'atteinte à la sécurité et à la quiétude du citoyen, a indiqué un communiqué de la Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN).

Présidant une rencontre d'évaluation et d'orientation avec les chefs de Sécurité et chefs de services régionaux des wilayas du Centre en présence des directeurs centraux de la Sécurité nationale, M.

Ounissi a souligné "la nécessité de

poursuivre la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes et faire face à toute tentative d'atteinte à la sécurité et la quiétude du citoyen".

Il a appelé à "consentir davantage d'efforts en matière de lutte contre le crime urbain et les phénomènes des agressions contre personnes, atteinte aux biens et port d'armes prohibées".

Cette réunion s'inscrit dans le cadre des rencontres régionales d'évaluation générale des activités des services de la Sécurité nationale pour l'exercice 2019-2020.

Le DGSN a donné, à cette occasion, des orientations opérationnelles relatives aux

préparatifs de la Sécurité nationale à court et moyen termes, pour la sécurisation des différentes occasions et échéances nationales à l'image des rentrées sociale, scolaire et universitaire 2020-2021 ainsi que les épreuves de l'examen du BAC. M. Ounissi a également salué les efforts des éléments de la Police en matière de lutte et de prévention contre la criminalité tout en veillant au respect des mesures préventives décidées par les hautes autorités du pays face à la propagation de la pandémie avec les différents partenaires, à savoir la société civile et les médias nationaux.

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Les années 2030 seront pires que les années 2020

Les années 2030 seront nettement pires que les années 2020 en matière de réchauffement climatique, selon des scientifiques qui prévoient davantage de catastrophes.

"Les années 2030 seront nettement pires que les années 2020?", assure Kim Cobb climatologue à Georgia Tech, dans un communiqué repris par la revue FuturaScience.

"Et d'ici 30 ans, nous devrions avoir à subir des catastrophes climatiques deux fois plus nombreuses et plus intenses que celles que nous vivons aujourd'hui", selon la même source.

La revue rappelle que cette année 2020 a commencé avec des incendies en Australie.

"Nous avons eu des records de températures, 38 C en Sibérie.

L'Amazonie a elle aussi connu des incendies d'une ampleur qui n'avait pas été vue depuis une quinzaine d'années", ajoute la revue.

Dans l'Atlantique, ce ne sont pas moins de 17 tempêtes tropicales qui ont déjà été nommées depuis le début de cette



saison des ouragans. Certains annoncent même que, dans les jours qui viennent, quatre de ces tempêtes pourraient sévir en même temps. Au Japon et en Corée du Sud, c'est le typhon Haishen qui a fait de

sévères dégâts ces derniers jours, alors que la Californie et tout l'ouest des Etats-Unis sont toujours en proie aux flammes. Et que le Colorado a connu une chute de température de 30 C en seulement 24

heures. La plupart de ces catastrophes naturelles sont imputables, au moins en partie, au réchauffement climatique, "les choses vont encore empirer... dramatiquement?", prévient Kim Cobb.

"Il me semble que ce qui arrive aujourd'hui correspond bien à ce que nous avions annoncé il y a dix ans?", rappelle de son côté Kathie Dello, climatologue de l'Etat de Caroline du Nord.

A l'époque, difficile de s'imaginer une telle réalité.

Tout comme il est difficile d'envisager aujourd'hui, malgré les prévisions des scientifiques, que les choses vont encore empirer.

Nous avons injecté plus d'énergie dans le système qu'il ne pouvait en absorber", ajoute Petteri Taalas, le secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale (OMM).

EMISSIONS DE CO2

Bruxelles va rehausser son objectif pour 2030

Bruxelles compte rehausser son objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre de l'UE pour 2030, actuellement fixé à -40% par rapport au niveau de 1990, à -55%, a indiqué samedi une source européenne.

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, doit dévoiler ce chiffre lors de son discours de l'état de l'Union, au parlement européen la semaine prochaine.

Il était question jusqu'ici d'une fourchette entre 50 et 55%.

Cet objectif pour 2030 s'inscrit dans le projet plus vaste de la "loi Climat", présentée le 4 mars dernier par l'exécutif européen, qui fixe à 2050 l'objectif de neutralité

carbone pour l'UE --c'est-à-dire l'équilibre entre les émissions de gaz à effet de serre et leur absorption (par des procédés de capture et séquestration)--.

Pour atteindre cet objectif de 2030, plusieurs pistes sont envisagées et les différents secteurs de l'économie seront mis à contribution.

Conséquence pour l'industrie automobile: il se pourrait que les normes environnementales européennes soient encore renforcées pour les nouvelles voitures mais c'est seulement en 2021 que la Commission européenne compte décider, a indiqué la source européenne citée par l'AFP. L'an passé, l'UE avait déjà décidé de durcir ses

normes, exigeant une réduction de 37,5% des émissions de Co2 à l'horizon 2030 par rapport à 2021. Un objectif critiqué par les constructeurs automobiles européens, le jugeant trop ambitieux, tandis que les défenseurs de l'environnement le trouvaient trop limité. L'objectif serait désormais une réduction de 50% à l'horizon 2030 par rapport à 2021, a ajouté la source européenne, confirmant un article du quotidien allemand Süddeutsche Zeitung.

Mais, selon cette source, il y aurait plusieurs moyens de parvenir à ce chiffre, comme de nouveaux carburants plus écologiques, ou l'arrivée sur le marché de davantage de voitures électriques.

ENVIRONNEMENT - ANIMAUX

Panama: un champignon tueur menace d'exterminer un tiers des amphibiens

Les quelque 200 grenouilles dorées vivent dans des aquariums, confinées dans des conteneurs: à l'état naturel, elles ne survivraient pas à un champignon tueur qui menace d'exterminer un tiers des espèces d'amphibiens au Panama.

Au Smithsonian Tropical Research Institute (STRI), sur le canal Gamboa, au nord de la ville de Panama, un système d'irrigation, des roches et de la végétation reproduisent leur habitat naturel dans un bain de lumière ultraviolette et une température idéale.

Depuis 11 ans maintenant, et malgré le fait qu'elle soit endémique au Panama, aucune grenouille dorée n'a été observée dans son habitat naturel.

La plupart, environ 1.500, se trouvent dans des zoos aux Etats-Unis pour assurer leur reproduction. Mais ces rares grenouilles tachées de noir et mesurant 8 centimètres à peine ne sont pas les seules menacées par le champignon tueur qui se répand dans l'eau: crapauds et salamandres sont également en danger. "Au Panama, nous pouvons dire qu'environ un tiers des 225 espèces d'amphibiens sont menacées", alerte Roberto Ibañez, un chercheur du STRI titulaire d'un doctorat en zoologie

de l'université du Connecticut (Etats-Unis).

"C'est un superfongue" qui "peut même affecter d'autres espèces qui ne sont pas des amphibiens", explique-t-il.

Le Chytrid Fungus s'incruste dans la peau de l'animal et l'infecte, l'empêchant d'échanger des sels et de l'eau avec son environnement. L'invasion cause des dommages irréparables à leurs fonctions vitales et l'animal meurt, comme asphyxié.

"C'est une maladie assez dramatique et douloureuse", déclare Angie Estrada, docteure en biologie et administratrice du jardin botanique de Panama. Les experts affirment que le champignon, détecté au XXe siècle dans la péninsule coréenne, s'est déjà propagé dans le monde entier.

Cet agent pathogène, arrivé au Panama au début des années 1990, n'a cessé de faire des ravages depuis.

Il est responsable de la chytridiomycose, une maladie infectieuse qui a déjà provoqué la disparition de 30 espèces.

"Partout dans le monde où il y a des amphibiens, il y a déjà le Chytrid Fungus", dit Mme Estrada. Malgré ce sombre scénario, une lumière illumine le bout du tunnel. Au cours des dernières années, certaines

espèces considérées comme disparues ont été repérées. "Certaines grenouilles reviennent, elles ont trouvé le moyen de se défendre" contre le champignon. "Il y a de l'espoir", veut croire Mme Estrada.

Au STRI, quelque 2.000 spécimens et 12 espèces de grenouilles sont préservées dans l'espoir de pouvoir les relâcher un jour, une fois la parade trouvée contre le Chytrid Fungus.

"L'idée n'est pas de garder ces animaux en captivité pour toujours. Nous voulons pouvoir un jour rendre ces populations à leur habitat naturel", explique M. Ibañez.

Gina Della Togna, docteure en biologie moléculaire et cellulaire de l'université du Maryland, mène au Panama un projet de reproduction assistée des amphibiens et congèle du sperme pour ensuite pouvoir féconder des femelles.

Parfois, elle injecte avec précaution des hormones à de minuscules grenouilles qui semblent se perdre dans la paume de sa main.

"De tous les animaux, les amphibiens sont l'espèce la plus menacée au monde", déplore-t-elle. Pour eux, "la situation est critique". Selon un rapport du Fonds mondial pour la nature (WWF), publié cette semaine, le

monde a perdu plus des deux tiers de ses vertébrés en moins de 50 ans. La réalité est particulièrement dramatique dans les zones tropicales d'Amérique centrale et du Sud, où la perte est de 94%.

VENEZUELA

Marée noire après une fuite sur un oléoduc

Une marée noire a touché la côte ouest du Venezuela à la suite d'une fuite sur l'oléoduc transportant du brut vers la principale raffinerie du pays, a indiqué samedi l'entreprise nationale Petroleos de Venezuela (PDVSA).

La firme a précisé avoir réalisé des travaux "d'assainissement" dans cette zone située près de Miranda, dans l'Etat de Falcon (nord-est), après avoir réparé la fuite.

La fourniture de brut au centre de raffinage de Paraguana (nord-est), d'une capacité de 950.000 barils par jour, n'est pas affectée, selon PDVSA.

Le pays, qui traverse une profonde crise économique, connaît également une pénurie d'essence en raison d'une faute de raffineries opérationnelles. L'opposition et les organisations de défense de l'environnement ont dénoncé dès jeudi l'existence d'une marée noire sur les côtes de Falcon. La commission de l'environnement

AUSTRALIE

Arrestation de manifestants opposés aux restrictions contre le coronavirus

La police australienne a arrêté dimanche à Melbourne plus de 70 personnes qui avaient enfreint les ordres de demeurer chez eux pour manifester contre les mesures de restriction contre le coronavirus. Quelque 250 personnes ont pris part à cette manifestation illégale, répondant à un appel lancé sur les réseaux sociaux par des groupes de personnes.

Ils ont ignoré les avertissements officiels et la réglementation de santé publique pour se rassembler au sein du marché de Queen Victoria, dans le centre de la deuxième ville du pays, afin d'appeler à la levée de plusieurs semaines de confinement.

Les manifestants ont été accueillis par un important dispositif policier et des échouffouées avec les forces anti-émeute ont éclaté dans les allées du marché.

La police a arrêté 74 personnes et en a verbalisé 176 autres, affirmant dans un communiqué que "de nombreux manifestants étaient agressifs et avaient proféré des menaces à l'encontre de la police".

Le week-end dernier, des rassemblements avaient eu lieu à travers l'Australie dans le cadre de ce mouvement nommé "Jour de la Liberté" afin de protester contre ce que certains estiment être une réponse excessive du gouvernement face à la pandémie. Cette manifestation à Melbourne intervient à la veille d'un assouplissement à compter de lundi des mesures les plus strictes en vigueur dans la ville, avec un couvre-feu commençant une heure plus tard à 21h00, une permission de deux heures pour faire du sport ainsi que la création de petites "bulles sociales" pour les personnes vivant seules.

Le premier ministre de l'Etat de Victoria, Daniel Andrews, qui avait auparavant qualifié les manifestants d'"égoïstes", a affirmé dimanche que son Etat ne pouvait pas se permettre de rouvrir trop rapidement. "Nous ne pouvons pas ouvrir maintenant et demeurer ouverts. Ce ne serait pas sûr, ce ne serait pas intelligent", a-t-il souligné. Les mesures de couvre-feu, de restrictions des visites ainsi l'interdiction des déplacements de plus de cinq kilomètres resteront en vigueur au moins jusqu'au 26 octobre. En dépit de cette deuxième vague qui touche l'Etat de Victoria, l'Australie a plutôt bien géré l'épidémie de coronavirus, ce qui a permis à certaines régions de lever les mesures en vigueur. Le pays, qui compte 25 millions d'habitants, a enregistré quelque 26.600 cas et 810 décès, la plupart à Melbourne et dans sa périphérie.

VENEZUELA

Marée noire après une fuite sur un oléoduc

Une marée noire a touché la côte ouest du Venezuela à la suite d'une fuite sur l'oléoduc transportant du brut vers la principale raffinerie du pays, a indiqué samedi l'entreprise nationale Petroleos de Venezuela (PDVSA).

La firme a précisé avoir réalisé des travaux "d'assainissement" dans cette zone située près de Miranda, dans l'Etat de Falcon (nord-est), après avoir réparé la fuite.

La fourniture de brut au centre de raffinage de Paraguana (nord-est), d'une capacité de 950.000 barils par jour, n'est pas affectée, selon PDVSA.

Le pays, qui traverse une profonde crise économique, connaît également une pénurie d'essence en raison d'une faute de raffineries opérationnelles. L'opposition et les organisations de défense de l'environnement ont dénoncé dès jeudi l'existence d'une marée noire sur les côtes de Falcon. La commission de l'environnement

S A N T É - A L G É R I E

EXAMEN DU BACCALAURÉAT À L'OUEST DU PAYS Des mesures rigoureuses de prévention du virus corona

Les candidats à l'examen du Baccalauréat (session de septembre 2020) de l'ouest du pays passent les épreuves de ce concours dans des conditions marquées par des mesures rigoureuses, selon le protocole sanitaire de prévention adopté contre le virus corona (covid-19).

Dans la wilaya d'Oran, quelque 20.939 candidats à cet examen ont été recensés, dont 5.923 candidats libres, et répartis entre 68 centres d'examen pour lesquels 1.141 salles ont été réservées, soit une moyenne de 20 candidats par classe et 27.601 encadreurs ont été mobilisés pour garantir la bonne marche de l'examen.

Un protocole de prévention contre le virus corona a été mis en place au niveau de tous les centres d'examen, comprenant de larges opérations de stérilisation de toutes les infrastructures de ces centres, ainsi que la fourniture de bavettes et du désinfectant alcoolique, la disposition des tables et des chaises selon un schéma garantissant la distanciation entre les candidats.

Des affiches ont été apposées à l'entrée de chaque centre sur les moyens de prévention devant être suivis par les candidats, a constaté l'APS au centre d'examen du lycée "Colonel Lotfi", au centre-ville.

Dans une déclaration à l'APS, Moumen Benatallah, le directeur de ce centre d'examen qui réunit 465 candidats, a indiqué que "l'examen se déroule dans d'excellentes conditions, dans le respect du protocole de prévention, à l'ombre de la situation sanitaire exceptionnelle actuelle".

Dans le cadre de ce protocole, les candidats et les encadreurs ont subi le test de température avant leur entrée au centre, sachant que chaque salle d'examen comprend 20 candidats, a-t-il ajouté. De son côté, le réseau "Maram", une association à caractère social, a participé à l'opération en offrant 15.000 masques de protection aux candidats et a également participé à la stérilisation de 10 centres d'examen. Dans la wilaya de Mascara, l'examen du BAC concerne 11.191 candidats, répartis sur 42 centres d'examen, selon les statistiques fournies par la Direction de l'éducation, marqué par un respect total du protocole sanitaire de la part des élèves et des encadreurs. Dans le même sillage, la Direction de l'éducation a reçu 8.000 masques de protection destinés aux candidats de la part de l'unité opérationnelle d'Algérie Télécom, dans le cadre de l'accord conclu entre cette entreprise publique et les chambres de l'artisanat et des métiers visant la création de 56 ateliers de confection de masques de protection à travers les wilayas du pays.

Pour ce qui est de la wilaya de Tissemsilt, le nombre des candidats à cet examen a atteint 5.382 dont 1.995 candidats libres, dispatchés à travers 27 centres d'examen, alors que dans la wilaya de Nâama 4.385 candidats ont été répartis sur 22 centres.

Dans le cadre de la participation dans la réussite du protocole sanitaire spécialement mis en place pour cet examen, l'unité d'Algérie Télécom a remis à la Direction de l'éducation de Nâama 4.000 masques de protection. Dans la wilaya de Mostaganem, le nombre des candidats s'élève à 9.662, dont 7.175 scolarisés et 2.487 candidats libres, répartis sur 37 centres d'examen, avec la mobilisation de 5.245 encadreurs garantissant le bon déroulement des épreuves, et une application rigoureuse du protocole sanitaire de prévention contre le virus corona.

Enfin à Tlemcen, 15.000 candidats ont été recensés pour la session de septembre du Baccalauréat, répartis sur 56 centres, alors que 1.506 candidats ont été portés absents à cet examen.

247 nouveaux cas, 162 guérisons et 7 décès

Deux cents quarante sept (247) nouveaux cas confirmés de Coronavirus, 162 guérisons et 7 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué dimanche à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 48 254, dont 247 nouveaux cas, soit 0,6 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, celui des décès à 1612 cas, alors que le nombre des patients guéris est passé à 34037, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de la Covid-19.

En outre, 21 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 10 cas, 10 autres ont enregistré plus de dix cas, tandis que 17 wilayas n'ont enregistré aucun cas.

Par ailleurs, 29 patients sont actuellement en soins intensifs, a-t-il également fait savoir. Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.



SANTÉ - SOLIDARITÉ Biskra : arrivée d'une caravane médicale pour la prise en charge des habitants des zones d'ombre

Des équipes de 150 médecins spécialistes composant une caravane médicale bénévole sont arrivées samedi à Biskra et se sont dirigées vers les zones d'ombre.

Organisée à l'initiative du réseau algérien des jeunes, cette caravane, lancée depuis le siège de la wilaya en présence des autorités locales, vise à "apporter aide et assistance aux habitants des zones d'ombre notamment dans cette conjoncture sanitaire exceptionnelle marquée la lutte contre la Covid-19", a affirmé le président de ce réseau, Adel Gana.

Composés de praticiens locaux, ainsi que d'autres issus de plusieurs wilayas, les staffs médicaux de cette caravane ont pour mission d'assurer des consultations en médecine générale, cardiologie, diabétologie, ophtalmologie et en pédiatrie, a précisé le même responsable.



Les praticiens bénévoles s'emploieront, en coordination avec les services de la Direction locale de la santé, à assurer des examens et consultations médicales au profit des patients habitant dans des zones enclavées et ce, en vue de rapprocher le service public de santé des citoyens, a fait savoir la même source, soulignant que cette caravane est dotée

d'un laboratoire d'analyses médicale qui permettra aux médecins bénévoles d'offrir un service de qualité et aux personnes malades de ces régions d'effectuer les analyses nécessaires.

La caravane médicale bénévole qui sillonnera plusieurs localités de la wilaya de Biskra fera une première halte de cinq (5) jours à Zeribet El Oued (80 km à

l'Est de Biskra), avant de se diriger vers Tolga (40 km à l'Ouest de Biskra), a indiqué M. Gana, ajoutant que les habitants de ces localités bénéficieront de services médicaux programmés à raison de 200 consultations /jour. Cette initiative ciblera "le grand nombre possible de citoyens avec la possibilité de fournir des soins médicaux au niveau des établissements hospitaliers spécialisés pour les cas qui nécessitent un suivi", selon M. Gana.

Devant sillonner sept (7) wilayas des Hauts plateaux et du Sud du pays, la caravane qui se poursuivra jusqu'au 14 novembre prochain, a fait une première halte dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj et devra se déplacer dans les prochains jours vers les wilayas de M'sila, Djelfa, Laghouat, El Bayadh et Naâma, selon les organisateurs de cette initiative.

EHU D'ORAN Reprise totale des activités médico-chirurgicales après des mois d'arrêt

Les différents services de l'Établissement hospitalo-universitaire (EHU) d'Oran ont repris de façon normale leurs activités médico-chirurgicales après plusieurs mois de lutte contre le Covid-19, a-t-on appris auprès de cet établissement de santé publique.

A l'exception des services de réanimation, le service spécial Covid-19 au sein de la maternité et le centre de tri qui activent toujours dans la lutte contre la pandémie, tous les autres services ont repris leur travail habituel de consultations et d'interventions chirurgicales, dont le service de pneumologie qui était le dernier à reprendre ses activités normales après la sortie jeudi passé de la dernière patiente guérie.

La baisse du nombre de patients atteints par Covid-19 dans la wilaya d'Oran les derniers temps, a permis la

reprise progressive des activités de l'ensemble des services de l'EHU d'Oran. Cette semaine tous les services ont repris leur activité habituelle. Depuis le début de la pandémie, dix (10) services de cet établissement désigné Centre Covid-19 étaient impliqués dans la prise en charge des cas atteints par le coronavirus, a-t-on rappelé, notant que les services de chirurgie cardiaque et de chirurgie orthopédique, ont repris en juin dernier.

Les services qui restaient impliqués dans la lutte contre Covid-19, sont celui de la pneumologie, ORL, la médecine interne, la chirurgie maxillo-faciale, la gastro-entérologie, la réanimation, ainsi que l'espace dédié aux femmes enceintes atteintes par la Covid-19.

Les patients diagnostiqués positifs à la Covid-19 sont orientés vers l'hôpital de 120 lits de Haï Nedjma dédié exclusivement à la prise en charge des



patients atteints par le Virus, seuls les cas graves nécessitant une réanimation sont traités à l'EHU d'Oran, a-t-on précisé de même source.

P A N D É M I E D E C O R O N A V I R U S

LA PANDÉMIE DANS LE MONDE Au moins 921.097 morts

La pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 921.097 morts dans le monde depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre, selon un bilan établi à partir de sources officielles dimanche.

Plus de 28.819.490 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie, dont au moins 19.133.300 sont aujourd'hui considérés comme guéris.

Ce nombre de cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'une fraction du nombre réel de contaminations.

Certains pays ne testent que les cas graves, d'autres utilisent les tests en priorité pour le traçage et nombre de pays pauvres ne disposent que de capacités de dépistage limitées. Sur la journée de samedi, 4.806 nouveaux décès et 284.827 nouveaux cas ont été recensés dans le monde. Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont l'Inde avec 1.114 nouveaux morts, le Brésil (814) et les Etats-Unis (523). Les Etats-Unis sont le pays le plus



touché tant en nombre de morts que de cas, avec 193.705 décès pour 6.486.401 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins.

Au moins 2.434.658 personnes ont été déclarées guéries. Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le

Brésil avec 131.210 morts pour 4.315.687 cas, l'Inde avec 78.586 morts (4.754.356 cas), le Mexique avec 70.604 morts (663.973 cas), et le Royaume-Uni avec 41.623 morts (361.474 cas). Parmi les pays les plus durement touchés, le Pérou est celui qui déplore le plus

grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 93 décès pour 100.000 habitants, suivi par la Belgique (86), l'Espagne (64), la Bolivie (63), et le Chili (62). La Chine (sans les territoires de Hong Kong et Macao) a officiellement dénombré un total de 85.184 cas (10 nouveaux entre samedi et dimanche), dont 4.634 décès (0 nouveaux), et 80.399 guérisons. L'Amérique latine et les Caraïbes totalisaient dimanche à 11h00 GMT 309.317 décès pour 8.229.215 cas, l'Europe 221.146 décès (4.471.410 cas), les Etats-Unis et le Canada 202.916 décès (6.622.504 cas), l'Asie 114.518 décès (6.445.438 cas), le Moyen-Orient 39.829 décès (1.671.988 cas), l'Afrique 32.501 décès (1.348.379 cas), et l'Océanie 870 décès (30.563 cas).

ONU - CHINE - VIRUS La Chine rejette les accusations américaines sur sa gestion du COVID-19

La Chine a rejeté vendredi les accusations des Etats-Unis concernant sa gestion de l'épidémie de nouveau coronavirus. Dans une explication de vote après l'adoption par l'Assemblée générale des Nations Unies d'une résolution sur la lutte contre ce virus, un diplomate américain a affirmé que la Chine, au stade précoce de l'épidémie, avait "caché au monde la vérité sur l'épidémie et empêché les chercheurs d'accéder à des informations vitales", ce que le conseiller de la Mission permanente de la Chine auprès des Nations Unies, Xing Jisheng, a catégoriquement rejeté.

"Depuis l'apparition du virus, la Chine a partagé des informations avec la com-

munauté internationale de manière ouverte, transparente et responsable", a-t-il déclaré, ajoutant que dès le 3 janvier dernier, la Chine avait commencé à transmettre des mises à jour régulières aux Etats-Unis. Dans le même temps, les médias ont montré que les Etats-Unis étaient conscients du danger du virus à un stade très précoce, mais qu'ils l'ont délibérément minimisé pour "éviter la panique".

"Alors, qui cache la vérité? Pourquoi les Etats-Unis, qui possèdent la technologie médicale et le système de soins de santé les plus avancés au monde, ont-ils le plus de cas confirmés? (...) La communauté internationale possède des

réponses très claires", a dit M. Xing. "Si les Etats-Unis veulent vraiment lutter contre le coronavirus, ils devraient se concentrer sur la protection de la vie et de la santé de leur population au lieu d'être occupés à lancer des accusations", a-t-il ajouté. La pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 916.372 morts dans le monde depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre, selon un bilan établi à partir de sources officielles samedi à 11h00 GMT.

Plus de 28.534.330 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie, dont au moins 19.016.500 sont aujourd'hui considérés comme guéris.

IRAN Le bilan dépasse les 400.000 cas

L'Iran a signalé dimanche 2.089 nouveaux cas d'infection au nouveau coronavirus (Covid-19) au cours des dernières 24 heures, portant le nombre total à 402.029, selon le ministère de la Santé.

Durant la journée écoulée, 956 Iraniens ont été hospitalisés pour des

complications liées au nouveau coronavirus, a déclaré Sima Sadat Lari, porte-parole dudit ministère, lors d'un point-presse quotidien.

La pandémie a jusqu'à présent fait 23.157 morts en Iran, soit une hausse de 128 en 24 heures, a-t-elle dit.

En outre, 346.242 personnes se

sont rétablies, tandis que 3.791 sont toujours en soins intensifs.

En date de dimanche, 3.559.565 tests de dépistage du Covid-19 ont été effectués en Iran, a indiqué la porte-parole, ajoutant que 13 provinces sont toujours considérées comme étant à haut risque.

EMIRATS ARABES UNIS Plus de 1.000 nouveaux cas de coronavirus en une journée

Les Emirats arabes unis ont indiqué samedi que 1.007 cas de nouveau coronavirus ont été enregistrés en une journée, un record dans ce pays du Golfe qui fait face à une résurgence de l'épidémie sur son sol.

Depuis le début de la pandémie, 78.849 cas de nouveau coronavirus, dont 399 décès, ont été officiellement enregistrés aux Emirats, pays de neuf millions d'habitants.

Les autorités ont tiré jeudi la sonnette d'alarme, le nombre de nouveaux cas quotidiens ayant été multiplié par cinq par rapport au mois précédent, et pressé les habitants à respecter les mesures destinées à freiner la propagation de la maladie.

"Ceux qui ne respectent pas les mesures préventives (...) seront tenus responsables", a déclaré Farida al-Hosani, des services de santé émiratis.

Mme Hosani expliquait la forte augmentation des cas par le non-respect des mesures de distanciation physique et du port du masque, déplorant que la population continue à se rassembler en grand nombre dans les maisons, les magasins et les restaurants. Selon elle, 12% des cas concernent des personnes revenant de l'étranger. Les autres cas sont de s personnes infectées lors d'événements familiaux, de contacts sur le lieu de travail ou lors d'autres rassemblements. Le pays, un ensemble de sept émirats, a appliqué un confinement strict en mars.

Les restrictions ont ensuite été assouplies, en particulier à Dubaï.

La capitale Abou Dhabi exige toujours un test négatif pour les personnes qui veulent s'y rendre.

Le précédent record quotidien de nouvelles contaminations avait été établi le 22 mai, culminant à 994 avant de

décliner progressivement.

Le nombre de nouveaux cas augmente de nouveau depuis un mois.

IRAN Un vaccin iranien bientôt en phase-test sur l'homme (autorité sanitaire)

Un membre du comité anti-coronavirus de Téhéran a annoncé samedi que la procédure de production du vaccin anti-COVID-19 avait dépassé le stade des essais sur les animaux, et que les universitaires de Téhéran lanceront bientôt des essais humains. Cité par l'agence de presse iranienne (Irna), Jalil Koohpayehzadeh a déclaré que "le vaccin anti-coronavirus avait différents types, certains d'entre eux étant fabriqués à partir de virus tués et d'autres à partir de virus recombinants". Il a ajouté que des chercheurs iraniens travaillaient à la production d'un vaccin anti-coronavirus. Auparavant, l'ambassadeur iranien en Russie Kazem Jalali et le PDG du

GRANDE BRETAGNE-VACCIN Reprise des essais cliniques au Royaume-Uni et au Brésil

Le bilan mondial des victimes du Covid-19 a continué à augmenter samedi mais une bonne nouvelle est intervenue sur le front des recherches d'un vaccin: la reprise des essais cliniques par le groupe pharmaceutique AstraZeneca au Royaume-Uni et au Brésil.

Ces tests, effectués sur des dizaines de milliers de volontaires au Royaume-Uni, au Brésil, en Afrique du Sud et aux Etats-Unis, avaient été interrompus mercredi après l'apparition d'une "maladie potentiellement inexplicable" - peut-être un effet secondaire grave - chez un participant au Royaume-Uni. Mais la firme pharmaceutique a fait savoir samedi soir qu'elle reprendrait ses tests "lundi prochain" au Brésil après avoir reçu le feu vert des autorités sanitaires locales. Idem en Grande-Bretagne où un comité indépendant, mis en place pour évaluer les risques liés au vaccin, a lui aussi donné son feu vert, selon AstraZeneca, associé dans ses recherches à la prestigieuse université d'Oxford.

Celle-ci a confirmé samedi la reprise des essais, soulignant que "dans des tests de grande ampleur comme celui-ci, on s'attend à ce que certains participants soient malades". Charlotte Summers, professeur de médecine en soins intensifs à l'université de Cambridge, a salué la reprise des essais. "Pour s'attaquer à la pandémie mondiale de Covid-19, nous devons mettre au point des vaccins et des thérapies que les gens se sentent à l'aise d'utiliser", a-t-elle déclaré, jugeant qu'il était "donc vital pour maintenir la confiance du public que nous nous en tenions aux preuves".

L'OMS a recensé 35 "candidats vaccins" évalués dans des essais cliniques sur l'homme à travers le monde. Neuf en sont déjà à la dernière étape, ou s'apprentent à y entrer. L'Agence européenne du médicament (EMA) estime "que cela pourrait prendre au moins jusqu'au début 2021 pour qu'un vaccin contre le Covid-19 soit prêt à être approuvé et disponible en quantité suffisante" pour un usage mondial.

Selon un bilan établi samedi à partir de sources officielles, la pandémie a fait en six mois au moins 916.372 morts dans le monde.

Plus de 28.534.330 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie, dont au moins 19.016.500 sont aujourd'hui considérés comme guéris.

Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 193.016 décès pour 6.445.800 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins.

Au moins 2.417.878 personnes ont été déclarées guéries. Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 131.210 morts pour 4.315.687 cas, l'Inde avec 77.472 morts (4.659.984 cas), le Mexique avec 70.183 morts (658.299 cas), et le Royaume-Uni avec 41.614 morts (361.677 cas).

En France, le cap symbolique des 10.000 nouveaux cas en 24 heures a été franchi samedi, un record depuis le lancement des tests à grande échelle dans le pays.

Face à des chiffres inquiétants, les pays multiplient les initiatives censées protéger leurs populations.

TROUBLES BIPOLAIRES COMMENT RÉUSSIR LA DURÉE ET L'INTENSITÉ DES CRISES

Souvent diagnostiqué avec retard, ce trouble de l'humeur se soigne pourtant d'autant mieux qu'il est pris en charge de façon précoce. Avoir une vie normale quand on est bipolaire, c'est possible ! Le point avec le Dr Raphaël Gourevitch, psychiatre à l'hôpital Sainte-Anne à Paris.

Qu'est ce qu'un trouble bipolaire ?

Des sautes d'humeur, qui n'en a jamais ressenties ? En raison d'un événement heureux ou malheureux, du temps qu'il y a fait, de la période du mois ou de l'année... Assez banales, elles sont rarement pathologiques. « En revanche, explique le Dr Raphaël Gourevitch, psychiatre à l'hôpital Sainte-Anne à Paris, si ces variations de l'humeur sont si intenses et prolongées qu'elles interfèrent avec le reste de la vie ou si les émotions qu'elles provoquent entraînent des répercussions majeures dans les relations avec les autres, cela devient pathologique. Dès lors que ces émotions gagnent en intensité au point de perdre ses capacités d'adaptation en fonction des circonstances ou de l'interlocuteur, il devient urgent de consulter. » Surtout si cette situation se prolonge plus de 15 jours. Il s'agit peut-être d'un trouble bipolaire, appelé autrefois psychose mania-co-dépressive (PMD). Dans sa forme la plus typique, ce trouble de l'humeur se caractérise par une alternance de phases de dépression marquées par une humeur intense et triste, un grand ralentissement psychique et moteur, une grande inhibition avec perte d'intérêt et de plaisir pour les activités habituelles, une douleur morale pouvant aller jusqu'à des projets suicidaires...

Bipolaire : phases dépressives et euphoriques alternent

Pratiquement en miroir, on constate des phases de l'humeur pathologique qualifiées de maniaques, caractérisées par une humeur euphorique, une agitation, une accélération des processus de pensée, une augmentation de l'estime de soi pouvant aller jusqu'à une mégalomanie délirante... qui peut avoir des réper-



ussions comportementales et sociales majeures. Les formes atténuées de ces dernières sont appelées hypomaniaques, elles ne sont pas toujours repérées comme pathologiques et les patients en gardent même souvent un souvenir nostalgique !

En réalité, l'alternance des phases maniaques et dépressives n'est pas toujours aussi marquée. D'où un retard et un sous-diagnostic très fréquent, surtout qu'entre les crises, les malades ont une vie psychique et sociale normale dans la plupart des cas, au moins au début. « Il faut en moyenne une dizaine d'années et 4 ou 5 médecins différents avant que le trouble bipolaire ne soit identifié », précise le Dr Gourevitch. La maladie est donc très souvent diagnostiquée à un stade relativement avancé, alors que les personnes ont déjà mis à mal leurs relations personnelles, sociales et professionnelles.

« Bien que l'on n'en connaisse toujours pas la cause, il existe des facteurs génétiques associés à la maladie et les patients présentent probablement une fragilité intrinsèque », précise le spécialiste. Sur ce terrain vulnérable, cer-

tains événements de la vie, heureux ou malheureux, mais aussi le décalage horaire, la prise de certains médicaments (corticoïdes, antipaludéens ou anti-hypertenseurs), la consommation de drogues ou d'alcool, voire la privation de sommeil, peuvent déclencher une première crise dépressive ou maniaque plus ou moins marquée. Parfois aussi, il n'existe ni facteur déclenchant manifeste, ni antécédents familiaux. Un seul épisode maniaque devrait pourtant suffire à poser le diagnostic de trouble bipolaire chez un patient. Et faire consulter un médecin généraliste d'abord, puis éventuellement un spécialiste, un psychiatre, qu'il relève du secteur libéral ou d'un Centre médico-psychologique (CMP) de secteur*, afin de bénéficier d'un avis médical et d'une orientation appropriée le cas échéant.

Bipolaire : Les traitements

Si l'on ne peut jamais prévoir le déclenchement d'une première crise, en revanche, le dépistage précoce permet de traiter en route rapidement un traitement adapté. « Les régulateurs de l'humeur, ou thymorégulateurs,

permettent de réduire la fréquence, la durée et l'intensité des épisodes maniaques ou dépressifs, et d'améliorer la qualité de vie entre les crises », poursuit le Dr Raphaël Gourevitch.

« Parmi ces médicaments, le lithium reste la molécule de référence. Utilisé depuis les années 60, le traitement nécessite un bilan préalable, une prise très régulière et des dosages sanguins répétés afin de contrôler le taux de lithium dans le sang et l'absence d'effets secondaires, notamment sur le rein et la glande thyroïde. « La plus grande difficulté, c'est que ce taux sanguin doit se trouver dans une fourchette étroite pour que ce médicament soit efficace, précise le spécialiste. En deçà, il est inefficace et au-delà, il peut entraîner des tremblements, des douleurs abdominales, des diarrhées, une confusion... » Un déséquilibre qui peut être provoqué par la déshydratation (fièvre, diarrhée, fortes chaleurs...) ou l'interaction avec d'autres médicaments (anti-inflammatoires, diurétiques...).

« Chez les patients ne supportant pas le lithium ou présentant des contre-indications, et même de plus en plus souvent en première intention, d'autres médicaments qui agissent sur l'humeur sont proposés : des antiépileptiques comme le valproate (Dépakote®), la carbamazépine (Tégrétol®) ou la lamotrigine (Lamictal®) ; des antipsychotiques dits atypiques comme l'olanzapine (Zyprexa®) ou la rispéridone (Risperdal®). Leur efficacité sur la prévention des rechutes ne peut être évaluée qu'après plusieurs mois de traitement.

« En phase aiguë, d'autres médicaments sont associés aux thymorégulateurs : des antidépresseurs (avec prudence), des somnifères, des anxioly-

tiques...

« En cas de complications comportementales ou de risque suicidaire, l'hospitalisation peut être envisagée. Et dans ce contexte, l'électroconvulsivothérapie (ECT) – qui consiste à provoquer une crise convulsive sous anesthésie générale – est réservée aux cas les plus sévères.

« Certains malades n'ont besoin que d'un soutien psychologique, d'autres d'une prise en charge très formalisée de type cognitivo-comportementale, parfois analytique, explique le Dr Raphaël Gourevitch. Si besoin, une psychothérapie familiale peut être envisagée, les troubles bipolaires ayant souvent un retentissement sur la famille. De même, un accompagnement sociothérapeutique permet de favoriser l'insertion ou la réinsertion sociale et professionnelle. »

Bipolaire : aide psychologique et hygiène de vie sont indispensables

D'abord développée pour les maladies physiques chroniques (diabète, asthme...), l'éducation thérapeutique trouve sa place dans le traitement des troubles bipolaires. « Grâce à elle, les patients peuvent devenir acteurs de leur prise en charge, insiste le spécialiste. C'est l'occasion de leur expliquer les manifestations de la maladie, l'intérêt du traitement, de son suivi, mais aussi de leur apprendre à repérer leurs propres symptômes annonciateurs de crise aiguë... et à mettre en œuvre les règles d'hygiène de vie qui leur permettent de se prémunir des stress du quotidien. » Un travail au jour le jour qui les aide à gérer leur vulnérabilité et, à long terme, leur permet d'arriver à contrôler la plupart de leurs fluctuations d'humeur. Et donc de vivre le plus normalement possible.

LES SYMPTÔMES S'AGGRAVENT PENDANT LES RÈGLES

Selon une nouvelle étude américaine, les symptômes associés aux troubles bipolaires seraient plus sévères avant et pendant les règles chez les femmes. Explications.

En France, les troubles bipolaires toucheraient environ 2 % de la population adulte, soit 1,3 million de personnes. Ces troubles de l'humeur se caractérisent par une alternance de phases dépressives et de phases d'exaltation (dites « maniaques ») qui entraînent des troubles importants, notamment au niveau des émotions et du comportement. Les troubles

bipolaires peuvent aussi être l'origine de troubles du sommeil, d'addictions, de troubles cognitifs... et de tentatives de suicide. Selon une nouvelle étude menée par la University of Illinois à Chicago (aux États-Unis), les symptômes associés aux troubles bipolaires s'aggravaient de manière significative chez les femmes pendant leurs règles et une semaine avant celles-ci. Pour en arriver à cette conclusion, les chercheurs (dont les travaux ont été publiés dans la revue spécialisée Psychological Medicine) ont travaillé avec un groupe de 310 femmes

âgées de 18 à 45 ans, parmi lesquelles 17 volontaires souffraient de troubles bipolaires. Les participantes ne prenaient ni médicaments, ni contraception. Elles ont été suivies quotidiennement durant 35 jours. Verdict ? Au terme de l'observation, les chercheurs ont découvert que les femmes atteintes de bipolarité présentaient, en moyenne, des symptômes plus sévères une semaine avant leurs règles et durant celles-ci : la gravité des symptômes était accentuée de 30 % environ. Les scientifiques expliquent cette découverte par une probable sensibilité plus

importante aux changements hormonaux : les troubles bipolaires admettent en effet des taux hormonaux « normaux ».

« C'est une découverte importante parce que nous savons que les femmes souffrant de troubles bipolaires présentent un risque de suicide plus élevé que la moyenne, explique Tory Elenchok-Antol, principal auteur de ces travaux. En période prémenstruelle et durant les règles, ces femmes devraient donc être suivies avec plus d'attention par le corps médical. »

Espérance de vie : les troubles bipolaires accélèrent le vieillissement cellulaire

D'après une nouvelle étude britannique, les personnes non-malades qui ont, dans leur famille proche, une personne qui souffre de bipolarité auraient une espérance de vie moins importante que la moyenne.

Les troubles bipolaires touchent entre 0,4 % et 1,6 % de la population adulte en France, soit environ 600 000 personnes. Cette pathologie, qui comporte généralement une phase dépressive et une phase dite « maniaque », est malheureusement mal diagnostiquée en France : il faut en moyenne 10 à 12 ans et 4 à 5 médecins différents avant qu'elle soit officiellement reconnue. Les experts estiment même que 40 % des dépressifs sont en réalité des bipolaires qui s'ignorent.

D'après une nouvelle étude menée par le King's College London (en Grande-Bretagne), les personnes non-malades qui ont, dans leur famille, un individu touché par des troubles bipolaires, subiraient un vieillissement cellulaire accéléré.

Pour arriver à cette conclusion, les scientifiques britanniques ont travaillé avec un panel de 217 sœurs : 63 personnes atteintes de bipolarité, 74 personnes ayant dans leur famille proche (au premier degré) une personne touchée par les troubles bipolaires et 80 individus « témoins » non-concernés par la maladie.

LE TRAITEMENT AU LITHIUM A UNE INFLUENCE SUR L'ESPÉRANCE DE VIE

Première découverte : les personnes bipolaires bénéficiant d'un traitement à base de lithium présentent des télomères plus longs que les personnes bipolaires non-traitées avec ce métal fréquemment utilisé pour lutter contre les troubles nerveux. Les télomères, ce sont les « capuchons » qui se trouvent au bout des chromosomes : d'après certaines études, plus ceux-ci sont longs, plus l'espérance de vie est élevée. D'où la conclusion des chercheurs : le traitement au lithium est bénéfique aux personnes souffrant de bipolarité.

Deuxième découverte : au contraire, les personnes ayant dans leur famille proche une personne souffrant de bipolarité présenteraient, elles, des télomères sensiblement plus courts que la moyenne, ce qui correspond à un vieillissement cellulaire prématuré.

« Des facteurs environnementaux et génétiques peuvent influencer l'espérance de vie des sujets sains » concluent les chercheurs, qui ont publié leurs travaux dans la revue *Neuropsychopharmacology*.

BIPOLAIRES LE DIAGNOSTIC PRÉCOCE POUR ÉVITER LE RISQUE DE SUICIDE

Pour éviter les complications et les suicides dus aux troubles bipolaires, la Haute Autorité de Santé (HAS) émet des recommandations auprès des professionnels de santé.

Le trouble bipolaire est l'une des pathologies psychiatriques les plus graves qui débute le plus souvent à l'adolescence et qui nécessite une prise en charge à vie. Il est essentiel de favoriser le diagnostic précoce de ce trouble pour éviter les complications et le risque de suicide. Pour ce faire, la Haute Autorité de Santé (HAS) vient de publier ses recommandations dans des fiches techniques et un guide pratique.

ÊTRE ATTENTIF AUX CHANGEMENTS DE COMPORTEMENTS À L'ADOLESCENCE

Les troubles bipolaires débutent majoritairement dans les dernières années de l'adolescence entre 15 et 19 ans. Même si à cet âge les variations d'humeur peuvent être courantes et non pathologiques, les médecins et parents doivent être attentifs aux changements de comportements en rupture avec le fonctionnement habituel de l'adolescent (repli sur soi, décrochage scolaire, conduites à risque, prises de substances psychoactives...).

Rechercher les antécédents

Les troubles bipolaires sont difficiles à diagnostiquer. C'est



pourquoi les professionnels de santé doivent toujours y penser face à la dépression. Ils doivent rechercher des antécédents de manies ou d'hypomanie et certains indicateurs de bipolarité comme une survenue de dépression avant 25 ans, des antécédents familiaux de trouble bipolaire, un changement brutal dans le fonctionnement psychique, plus de 3 antécédents d'épisodes dépressifs, des

symptômes dépressifs atypiques, des tentatives de suicides répétées ou encore une réaction anormale à un traitement antidépresseur.

METTRE EN PLACE UNE PRISE EN CHARGE ADAPTÉE

Dans ce cas, le médecin traitant doit réaliser un entretien et un examen clinique pour établir un diagnostic, se mettre en contact avec un psychiatre afin de confirmer le diagnostic, prescrire le traitement

adapté et mettre en place un suivi conjoint.

« Le trouble bipolaire est l'une des pathologies psychiatriques les plus graves, qui conduit à des tentatives de suicide : 1 malade sur 2 fera au moins une tentative de suicide dans sa vie et 15 % décéderont par suicide. En France, on estime qu'entre 1 et 2,5 % de la population est touchée par ce trouble, mais ce chiffre serait sous-évalué » rappelle l'organisme de santé.

UN TEST SANGUIN POUR DIAGNOSTIQUER DES TROUBLES BIPOLAIRES ?

Des chercheurs de l'Ohio State University ont découvert que les enfants atteints de trouble bipolaire avaient des taux sanguins plus élevés d'une protéine associée à la vitamine D par rapport aux enfants sans troubles de l'humeur.

Un test sanguin pourrait avoir le potentiel d'accélérer le diagnostic précis et le traitement approprié, du trouble bipolaire chez les enfants, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale *Translational Psychiatry*. Le trouble bipolaire est une maladie qui toucherait 1 à 2 % des personnes adultes en France.

UN BIO MARQUEUR INDICHERAIT LA BIPOLARITÉ

Des chercheurs de l'Université d'État de l'Ohio aux États-Unis ont mené une étude avec 36 jeunes (13 enfants sans troubles de l'humeur, 12 enfants atteints de trouble bipolaire diagnostiqué et 11 enfants souffrant de trouble dépressif majeur) et ont constaté que les niveaux de la protéine liant la vitamine D étaient de 35 % plus élevés chez les personnes atteintes de trouble bipolaire que chez celles sans trouble de l'humeur.

« Trouver un test sanguin pour confirmer le trouble bipolaire pourrait améliorer les soins et réduire le délai moyen de dix ans entre le début et le diagnostic », a déclaré Ouliana Zisovnikova, auteur principal de l'étude et professeur agrégé de nutrition hu-



maine à l'Ohio State. De nouvelles études sont nécessaires pour confirmer l'importance du marqueur sanguin mais cette découverte apporte de nouveaux espoirs. Un diagnostic rapide et un traitement approprié atténuent les souffrances de l'enfant et de la famille et peuvent potentiellement réduire le risque de suicide.

Des biomarqueurs sensibles et spécifiques pourraient donner aux cliniciens plus de confiance dans le choix du traitement le plus

approprié et réduire les retards dans le diagnostic. Si d'autres recherches confirment les résultats, développer un test sanguin serait une proposition assez simple et relativement peu coûteuse.

Cette étude semble établir les mêmes conclusions que celle des chercheurs de la University College London en Angleterre. Ils ont établi pouvoir prévenir les troubles bipolaires dès l'âge de 9 ans grâce à une simple prise de sang.

CÔTE D'IVOIRE-PRÉSIDENTIELLE L'ancien président Henri Konan Bédié officiellement investi par son parti

L'ancien président Henri Konan Bédié, 86 ans, chef du principal parti d'opposition ivoirien a été officiellement investi samedi candidat de son parti à la présidentielle du 31 octobre, lors d'un meeting qui a rassemblé plusieurs dizaines de milliers de militants à Yamoussoukro (centre).

Il avait déjà été désigné candidat de son parti le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) lors de d'une convention fin juillet et il avait déposé sa candidature en personne le 27 août à la commission électorale indépendante (CEI). "Je réaffirme solennellement que j'accepte d'être candidat à l'élection du 31 octobre 2020 (...) Je vais avec l'opposition remporter cette élection présidentielle afin de réussir une mission de salut public pour le bonheur de tous, en particulier des jeunes, filles et garçons des nouvelles générations", a affirmé M. Bédié, 86 ans devant une foule en liesse, agitant des petits drapeaux à son effigie.

"J'invite toutes les formations politiques qui le désirent à soutenir ma candidature à l'élection présidentielle" a ajouté M. Bédié, qui entend être le principal adversaire du président Alassane Ouattara, candidat à un troisième mandat controversé.

M. Bédié a estimé que cette candidature était "une violation" par le président Ouattara "de la Constitution". Comme la précédente, la Constitution de 2016 limite à deux les mandats présidentiels. Mais les partisans de M. Ouattara affirment que le changement de Constitution a remis le compteur à zéro.

M. Bédié ambitionne de revenir au pouvoir plus de vingt ans après avoir été renversé par un coup d'Etat qui a mis fin à sa présidence (1993-1999). Ce meeting dans la capitale politique ivoirienne et ville natale de Félix Houphouët-Boigny, président de la république de 1960 à 1993 et fondateur du parti, se voulait une démonstration de force alors que la campagne électorale n'est pas commencée. "Soyons déterminés et engagés car la victoire à cette élection est à notre portée" a-t-il notamment lancé aux responsables des autres formations politiques présentes à Yamoussoukro. Des délégations du Front populaire ivoirien (FPI) de l'ex-président Laurent Gbagbo et de Génération et peuples solidaires (GPS), de l'ex-chef rebelle et ancien Premier ministre Guillaume Soro.

Ces deux poids-lourds, qui sont à l'étranger, ont vu des proches déposer leurs candidatures respectives à la présidence mais celles-ci devraient être invalidées par le Conseil constitutionnel en raison de condamnations par la justice ivoirienne, selon des sources judiciaires. M. Bédié retrouvera comme en 2010 au premier tour le président Alassane Ouattara, avec qui il avait scellé une alliance jusqu'à leur divorce en 2018.

L'annonce de la candidature de M. Ouattara a provoqué des manifestations qui ont dégénéré en violences ayant fait une quinzaine de morts en août.

LIBYE

Un nouvel ambassadeur tunisien à Tripoli, poste inoccupé depuis 2014

Le diplomate Lassaad Ajili a été désigné au poste d'ambassadeur de la République tunisienne en Libye, devenant ainsi le premier responsable à ce poste, convoqué pour se rendre à Tripoli, depuis 2014, a indiqué samedi le ministère tunisien des Affaires étrangères.

Selon la même source, cette nomination est intervenue dans le cadre du mouvement annuel des chefs de missions diplomatiques et consulaires. Le président tunisien Kais Saïed, a révélé le ministère dans un communiqué, a décidé de procéder à des nominations comprenant 26 ambassadeurs et huit consuls. Pour rappel, l'ambassade de Tunisie dans la capitale libyenne, Tripoli, est restée sans ambassadeur depuis juillet 2014, lorsque le ministère tunisien des Affaires étrangères a convoqué l'ambassadeur Ridha Boukadi, suite à



l'enlèvement d'un diplomate tunisien en Libye, à l'époque. A noter que le mouvement diplomatique annuel de la Tunisie a inclut la nomination du diplomate Tarek al-Adab en tant que représentant de la Tunisie auprès de l'Organisation des Nations-Unies à New York, pour succéder à Kais al-Qabtni, sachant que la Tunisie fut élue en juin 2019 membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU. L'ex-directeur général de la sécurité nationale, Tarek Guizani, a été également désigné comme ambassadeur à La Haye.

CONCERTATIONS AU MALI

Les participants s'engagent à une transition de 18 mois

Les participants aux travaux des concertations nationales au Mali, ont adopté au terme de trois jours de débats "une charte" instaurant une période de transition de 18 mois à l'issue de laquelle doit être rétabli le pouvoir civil, ont rapporté des médias.

"Nous prenons l'engagement devant vous de ne ménager aucun effort dans la mise en oeuvre de l'ensemble de ces résolutions dans l'intérêt exclusif du peuple malien", a déclaré le colonel Assimi Goïta, chef du "Comité national pour le salut du peuple" (CNSP). Il s'est engagé à instituer un gouvernement pour rétablir un pouvoir civil dans les 18 mois, après l'adoption d'une "charte" de transition.

Des experts désignés par la junte qui a renversé le 18 août le président Ibrahim Boubacar Keïta, ont adopté cette "charte" au terme de trois jours de discussions à Bamako avec la participation de quelque 500 participants (partis politiques, presse, syndicats, société civile, diaspora) répartis sur 5 groupes.

"Nous demandons et espérons la compréhension l'appui et l'accompagnement de la communauté internationale dans cette mise en oeuvre diligente correcte de la charte et de la feuille de route de la transition", a-t-il ajouté.

Les participants ont débattu aussi la question du futur président de la transi-

tion. Cette Charte propose que soit nommé un civil ou un militaire à la tête de la transition. Le document détermine aussi, les organes devant constituer cette transition, sa durée ainsi que le profil de la personne qui doit la diriger.

Les dirigeants de l'organisation ouest-africaine qui ont imposé au Mali un embargo sur les flux commerciaux et financiers, continuent d'exiger que le président et le Premier ministre de la transition soient des "personnalités civiles" qui doivent être désignées d'ici le 15 septembre

prochain. Quant à la durée de la transition, estiment-ils, elle ne doit pas dépasser une année.

Le respect de ces dispositions constitue la condition de la levée des sanctions de la Cédéao. Les travaux de la concertation nationale au Mali, initiés par le CNSP, créé par les militaires mutins, ont débuté jeudi à Bamako pour discuter de la transition après le changement inconstitutionnel, ayant conduit à la démission forcée de l'ex-président Ibrahim Boubacar Keïta.

MALI

Reprise des cours après plusieurs mois de fermeture

Les élèves maliens (tous paliers confondus), vont regagner les bancs de l'école dès lundi, sur toute l'étendue du territoire du Mali, après plusieurs mois de fermeture des classes à cause de l'épidémie du nouveau coronavirus (Covid-19) et de la grève des enseignants, ont rapporté des médias locaux. Dès lundi, 13 septembre, il y aura une reprise effective des cours dans les écoles de l'enseignement secondaire, fondamental et de l'éducation préscolaire et spéciale, après de longs mois de grève des enseignants pour des revendications sociales. La synergie des syndicats de l'éducation et le Comité national pour le salut du peuple (CNSP) sont parvenus à un accord vendredi dernier après plusieurs rounds de négociations. A l'issue de la rencontre, chaque partie, CNSP et syndicats de l'éducation, a paraphé et signé le document, selon le procès verbal de négociation entre les deux parties.

BÉNIN

5.188 entreprises créées au 2^e trimestre de l'année

Au deuxième trimestre 2020, 5.188 entreprises réparties en 88 auto-entrepreneurs, 4.443 établissements et 657 sociétés ont été créées, selon la note conjoncturelle du second trimestre de l'année en cours publiée samedi à Cotonou.

Cette note réalisée par la direction des Affaires économiques du ministère béninois de l'Economie et des Finances indique que pour le compte du trimestre considéré, 27,6% de ces entreprises opèrent dans la catégorie du "transfert d'argent via réseaux mobiles", 10% travaillent dans "l'Achat et vente de produits GSM" et 59,2% interviennent dans des activités diverses.

D'après l'Agence de promotion des investissements et des exportations (APIEX), cet engagement pour la création d'entreprises au Bénin résulte des facilités accordées aux investisseurs par le gouvernement béninois dans le cadre de sa politique de réformes. Ainsi, explique l'APIEX, parmi ces nouvelles mesures incitatives, on peut notamment citer : "Mon entreprise", une plateforme de création et de formalisation en ligne des entreprises au Bénin l'e-service impôt, une autre plateforme

qui permet aux entreprises de procéder à la déclaration ainsi qu'au paiement des cotisations de sécurité sociale et des impôts en ligne et enfin la gratuité du raccordement à l'électricité pour les PME/PMI de 140 à 160 KVA au Bénin.

En dehors de ces mesures visant à proposer un cadre plus sain pour l'investissement et faciliter les partenariats public-privé, d'après l'APIEX, le gouvernement béninois a également pris une nouvelle mesure destinée à lever les obstacles liés au foncier dans les initiatives entrepreneuriales, en décidant de surseoir à la perception des droits d'enregistrement de 5% prévus par la loi des finances exercice 2020, sur les mutations foncières au nom des sociétés commerciales et industrielles pour des transactions de valeur inférieure ou égale à 25.000.000 FCFA, soit environ 41.129 dollars.

APSA

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (RDC) L'ONU réaffirme son soutien pour instaurer la paix dans l'est du pays

Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a réaffirmé le soutien et l'engagement de l'ONU pour la paix en République démocratique du Congo (RDC), après une série d'attaques contre les civils dans l'est du pays. "Le Secrétaire général exprime son inquiétude face à la violence continue dans le territoire d'Irumu, notamment à la frontière de l'Ituri et du Nord Kivu", a indiqué son porte-parole dans une déclaration de presse publiée dans la nuit de vendredi à samedi. Les attaques récentes dans cette région de l'est de la RDC ont une fois de plus causé la mort de nombreux civils. Cette zone continue de subir des violences intercommu-



nautaires tout en demeurant la cible de membres des Forces démocratiques alliées (ADF), un groupe armé qui y sévit. Par la voix de son porte-parole, M. Guterres a réitéré le soutien de l'ONU aux autorités congolaises pour traduire en justice les auteurs d'attaques contre des civils, les forces

de sécurité nationales et les Casques bleus de la Mission des Nations Unies (MONUSCO) en RDC. Le Secrétaire général a réaffirmé "l'engagement des Nations Unies à soutenir le peuple et le gouvernement de la RDC dans leurs efforts pour instaurer la paix et la stabilité dans l'est du pays".

AFGHANISTAN

Guterres salue le début des négociations entre le gouvernement afghan et les talibans

Le secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, a salué samedi le début des négociations entre le gouvernement afghan et les talibans à Doha, au Qatar.

"Le début des négociations de paix inter-afghanes aujourd'hui à Doha entre la République islamique d'Afghanistan et les talibans constitue une occasion majeure de concrétiser les aspirations à la paix du peuple afghan, formulées de longue date", a-t-il déclaré dans un message vidéo. Les Afghans eux-mêmes doivent déterminer le contenu et la nature des négociations. Un processus de paix inclusif, dans lequel les femmes, les jeunes et les victimes du conflit sont représentés de manière significative, offre le meilleur espoir d'une solution durable, a-t-il déclaré. Toutes les parties doivent faire leur part pour s'assurer que les femmes jouent

divers rôles et que le processus de paix reflète les expériences et l'expertise des femmes afghanes dans toute leur diversité. J'ai été encouragé par les deux cessez-le-feu de cette année. Alors que les négociations commencent, je demande instamment que l'on redouble d'efforts pour protéger les civils et désamorcer le conflit, afin de sauver des vies et de créer un environnement propice aux pourparlers. J'espère que les progrès vers la paix pourront conduire au retour de millions d'Afghans déplacés à l'intérieur et au-delà des frontières, dans leurs foyers, en toute sécurité, dans la dignité et dans l'ordre", a déclaré M. Guterres. Il est d'une importance cruciale



que tous les dirigeants afghans et les membres de la communauté internationale fassent tout leur possible pour faire de la paix une réalité, a-t-il dit, en promettant que les Nations Unies sont prêtes à soutenir le processus de négociations de paix inter-afghanes et le développement durable du pays.

ONU/MISSIONS DE PAIX

Le Bangladesh premier contributeur mondial aux missions de maintien de la paix de l'ONU

Le Bangladesh est de nouveau le premier contributeur mondial aux missions de maintien de la paix des Nations Unies, a déclaré samedi dans un communiqué le service de communication du ministère de la Défense ISPR. "Un total de 6.731

Casques bleus bangladais sont actuellement déployés dans les missions de maintien de la paix des Nations Unies", a précisé l'ISPR. Avec 6.662 Casques bleus, l'Éthiopie est désormais en deuxième position, selon le communiqué de l'ISPR. Le Bangladesh

est déjà le plus grand contributeur aux missions de maintien de la paix de l'ONU en 2011, 2014 et 2015. Les Casques bleus bangladais, hommes et femmes, sont actuellement déployés dans huit des 13 missions de maintien de la paix de l'ONU.

MÉDITERRANÉE

Le navire de recherche turc décrié rentre au port d'Antalya

Le navire de recherche déployé par Ankara dans une zone disputée de la Méditerranée orientale riche en gaz naturel, suscitant des tensions avec la Grèce, est rentré dans un port turc, a rapporté dimanche un quotidien turc.



La Turquie avait déployé le 10 août le navire de recherche sismique Oruc Reis dans des eaux proches d'une île grecque. Elle a prolongé la mission à trois reprises malgré les appels répétés de l'Union européenne et de la Grèce d'y mettre fin. La découverte d'importants gisements gaziers ces dernières années en Méditerranée orientale a ravivé des disputes anciennes entre la Grèce et la Turquie à propos de leurs frontières maritimes.

Safak, qui précise que l'Oruc Reis est rentré au port d'Antalya (sud).

La décision de ne pas prolonger sa mission est vue comme "une étape pour donner sa chance à la diplomatie", écrit le journal qui établit un lien avec des tentatives de lancer des pourparlers entre la Grèce et la Turquie.

La mission du navire qui arrivait à son terme samedi n'a pas été prolongée par les autorités turques, selon le journal pro-gouvernemental Yeni

L'Otan a annoncé que les deux pays avaient accepté d'entamer des "pourparlers techniques" avec pour objectif de

prévenir des incidents entre leurs flottes en Méditerranée orientale. Athènes a démenti cette information, mais le ministre turc de la défense a déclaré jeudi que des négociations avaient commencé entre des délégations militaires des deux pays au siège de l'Otan à Bruxelles.

La Turquie a indiqué à plusieurs reprises être prête au dialogue sans conditions, mais la Grèce affirme que des pourparlers ne pourront avoir lieu

que quand Ankara cessera ses "menaces". Le fait qu'il n'y ait pas de nouvelle notice maritime sur Navtex est positif. Nous en prenons acte et suivons la situation", a réagi dimanche le porte-parole du gouvernement grec Stelios Petas sur la chaîne de télévision Skai TV. Les navires de recherche sismique ont pour mission de repérer d'éventuels gisements sous-marins.

Signe de l'escalade des tensions, des manœuvres militaires rivales, incluant d'un côté des navires de guerre turcs et américains, et de l'autre des bâtiments grecs, chypriotes, français et italiens, ont eu lieu récemment en Méditerranée orientale. Jeudi, sept dirigeants de pays du sud de l'UE ont agité la menace de sanctions européennes contre la Turquie si elle ne mettait pas un terme à ses "activités unilatérales" en Méditerranée orientale.

FRANCE

Retour des "Gilets jaunes", 200 interpellations à Paris (médias)

Des dizaines de personnes ont été interpellées samedi, lors de la première manifestation nationale de rentrée des Gilets jaunes à Paris, ont rapporté des médias français.

La préfecture de police, a annoncé sur son compte Twitter avoir procédé à 15h00 à 200 interpellations à Paris, où 160 motos des brigades de la répression de l'action violente (BRAV-M) ont été mobilisées. Alors que plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées place Wagram, dans l'ouest de la capitale, d'où devait partir à 13h00 l'une des deux manifestations autorisées, la police a procédé à des tirs de gaz lacrymogène pour disperser des manifestants qui tentaient de s'écarter selon elle du parcours du cortège, qui devaient rejoindre le Sacré-Coeur.

Une seconde manifestation autorisée - entre la place de Bourse, dans le centre de Paris, et porte de Champerret - rassemblait dans le calme plusieurs centaines de personnes également.

"Il ne peut pas y avoir sur les Champs de destruction et de chaos", avait déclaré auparavant sur BFMTV le préfet de police Didier Lallemand, appelant à la "sérénité" alors que l'activité des commerces de l'avenue a été fortement perturbée lors des précédentes éditions de ces manifestations, émaillées de violences et de destructions. Les commerçants situés sur les Champs-Élysées, où tout rassemblement est interdit, avaient ainsi été appelés samedi à fermer leur devanture entre 08h00 et 12h00.

Alors que d'autres rassemblements sont également prévus en province, le ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin, avait présenté la veille les grandes lignes de "la nouvelle doctrine de maintien de l'ordre du gouvernement", qui doit permettre de garantir à la fois la sécurité et le droit de manifester.

Dès ce samedi, les forces de l'ordre utiliseront ainsi une nouvelle grenade défensive, dite de désencerclement (GMD), censée être moins dangereuse que la précédente et dont l'emploi sera encadré par des "superviseurs". L'Inspection générale de la police nationale (France), s'est vue confier 1.460 enquêtes par la justice en 2019, selon son rapport 2019 dévoilé. Sur ce total, 868 portaient sur des violences volontaires, un nombre en hausse de 41 % par rapport en un an. Une grande partie de cette hausse tient au mouvement de contestation des "gilets jaunes".

CHILI-47E ANNIVERSAIRE DU COUP D'ETAT D'AUGUSTO PINOCHET

Un mort et 108 arrestations suite à des violences

Des incidents ayant éclaté au Chili en marge de la commémoration, dans la nuit de vendredi à samedi, du 47e anniversaire du coup d'Etat du 11 septembre 1973 qui avait renversé le président socialiste Salvador Allende, ont fait un mort et 108 arrestations, ont annoncé samedi les autorités chiliennes.

1.746 en région métropolitaine de Santiago et 4.056 à travers le pays et ont procédé à l'arrestation de 108 personnes, dont 80% en région métropolitaine de Santiago. De même, deux civils ont été blessés, un mineur et une jeune femme décédée des suites de l'impact d'une balle perdue, alors qu'au moins 19 véhicules de police et trois commissariats ont été attaqués, faisant 16 blessés parmi les forces de l'ordre.

En outre, les manifestants ont brûlé six véhicules privés qui se trouvaient sur la voie publique, a ajouté le général Ynaez. Vendredi, le Chili a commémoré le 47e anniversaire du coup d'Etat du 11 septembre 1973 contre le président Salvador Allende et l'instauration de la dictature d'Augusto Pinochet (1973-1990). La commémoration a rendu hommage aux mémoires des 3.200 morts et disparus de la dictature, ainsi que des 38.000 personnes torturées pendant cette période.



APS

USA - ÉDITION

Trump tempête contre le livre explosif qu'il a alimenté

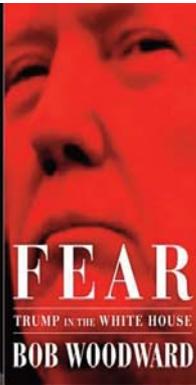
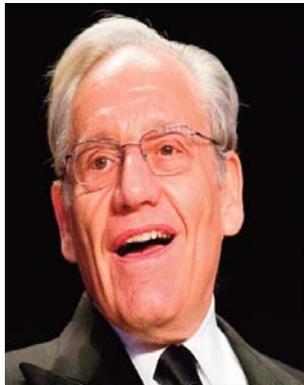
Tweets colériques à l'appui, Donald Trump tentait vendredi de clore la polémique née de la série d'entretiens accordés au journaliste Bob Woodward, auteur d'un nouveau livre explosif le visant.

A 53 jours de l'élection où il affrontera le démocrate Joe Biden, la pandémie du Covid-19 terrain sur lequel il est peu à l'aise - est de fait redevenue le thème central de la campagne.

Au lendemain de la publication d'extraits de "Rage", qui doit sortir mardi, le président américain s'en est pris à son auteur, rendu célèbre pour avoir révélé, avec Carl Bernstein, le scandale du Watergate dans les années 70.

"Bob Woodward avait mes déclarations depuis plusieurs mois", a-t-il souligné dans un tweet, reprenant à son compte les critiques qui visent le célèbre journaliste, figure de Washington. "S'il pensait qu'elles étaient graves ou dangereuses, pourquoi ne les a-t-il pas publiées immédiatement afin d'essayer de sauver des vies?", a-t-il poursuivi. Le président américain a accordé, entre décembre 2019 et juillet 2020, 18 interviews à Bob Woodward. Par téléphone, ou en face-à-face dans le Bureau ovale ou dans son club de Mar-a-Lago en Floride.

Le milliardaire républicain ne pouvait pourtant pas espérer un éclairage positif sur son mandat de la part de l'auteur de "Peur, Trump à la Maison Blanche", livre publié il y a deux ans dressant le portrait d'un président inculte, colérique et paranoïaque. "Depuis le début,



Donald Trump est son propre directeur de la communication", résumait David Axelrod, qui fut conseiller de Barack Obama pour les campagnes victorieuses de 2008 et 2012. Sa décision d'essayer d'amadouer Bob Woodward à travers 9 heures d'échanges réparties en 18 interviews (...) pourrait être la plus coûteuse politiquement de sa présidence.

Karl Rove, ancien stratège de campagne de George W. Bush, formulait lui une observation en guise d'avertissement: "Si le président ne se concentre pas (...) l'occupant du Bureau ovale pourrait bientôt

changer". "J'ai voulu toujours minimiser (le danger)", déclarait le président dans un échange avec Bob Woodward le 19 mars.

Or, plusieurs semaines plus tôt, le 7 février, il expliquait au même journaliste combien le Covid-19 était "un truc mortel".

La gestion de l'épidémie, qui a fait plus de 190.000 morts aux Etats-Unis, vaut à Donald Trump de très vives critiques, de la part de ses adversaires mais aussi de scientifiques et de certains élus de son propre camp.

Il est accusé d'avoir envoyé des signaux contradictoires et confus, mais aussi d'avoir manqué de compassion face aux

ravages provoqués par ce virus.

Sondage après sondage, une très large majorité d'Américains jugent sévèrement son action sur ce front "Je ne veux pas que les gens aient peur, je ne veux pas créer de panique": l'argument mis en avant mercredi pour expliquer sa réaction a surpris de la part d'un président qui agit depuis plusieurs semaines le spectre d'une Amérique plongée dans "l'anarchie" si Joe Biden l'emportait.

Interrogé jeudi matin sur Fox News, il a encore alimenté les prédictions apocalyptiques.

"Je peux vous dire une chose avec certitude: si Biden remporte cette élection, la Chine finira par prendre le contrôle des Etats-Unis", a-t-il affirmé.

"Je vais vous dire autre chose: si jamais cela arrivait, vous assisteriez à un krach boursier comme vous n'en avez jamais vu". Toujours plutôt discret en campagne, Joe Biden n'avait aucun événement prévu jeudi à l'exception d'une réunion virtuelle de lever de fonds.

Donald Trump, lui, devait participer à un meeting de campagne dans le Michigan.

Selon le dernier sondage CBS News, il accuse un retard de 6 points (44% contre 50%) face à Joe Biden dans cet Etat qu'il avait emporté en 2016 d'extrême justesse face à Hillary Clinton.

ONU - MÉDIAS - VIOLENCE Le SG de l'ONU condamne les attaques visant les journalistes

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a condamné vendredi le nombre croissant d'attaques visant les journalistes, a déclaré son porte-parole, Stéphane Dujarric, se disant "consterné".

Il a souligné dans un communiqué que le récent assassinat de Julio Valdivia Rodriguez, un journaliste mexicain, constituait un nouvel exemple des conditions dangereuses et difficiles dans lesquelles de nombreux journalistes travaillent dans le monde.

A ce titre, M. Guterres a demandé aux autorités concernées de veiller à ce que ces assassinats "fassent l'objet d'une enquête approfondie" et que "leurs responsables rendent des comptes". M. Guterres a réitéré son appel selon lequel une presse libre est essentielle pour la paix, la justice, le développement durable et les droits de l'Homme.

Aucune démocratie ne peut fonctionner sans la liberté de la presse, qui est la pierre angulaire de la confiance entre les populations et leurs institutions, selon le communiqué.

"Lorsque des employés de médias sont pris pour cible, les sociétés dans leur ensemble en paient le prix".

APS

AUSTRALIE - ARCHÉOLOGIE

Démision du patron de Rio Tinto après la destruction d'un site aborigène en Australie

Le patron de Rio Tinto, le Français Jean-Sébastien Jacques, et deux hauts dirigeants ont démissionné vendredi à la suite du dynamitage en mai par le géant minier d'un site ancien aborigène, destruction qui a suscité l'émoi en Australie.

Après une enquête du conseil d'administration sur cet incident, son président Simon Thompson a annoncé le retrait, "d'un commun accord", de M. Jacques, du chef de la division "Minerai de fer" Chris Salisbury et de la cheffe de la communication Simone Niven. C'est pour agrandir une mine de minerai de fer que le groupe anglo-australien avait détruit l'explosif le 24 mai la grotte de Juukan Gorge, en Australie occidentale, un des sites de peuplement les plus anciens du pays. "Ce qui s'est passé à Juukan est une faute et nous sommes déterminés à faire en sorte que la destruction d'un site patrimonial d'une importance archéologique et culturelle aussi exceptionnelle ne se reproduise plus jamais lors d'une opération de Rio Tinto", a déclaré M. Thompson dans un com-

munié. "Nous avons écouté les préoccupations de nos actionnaires selon lesquelles un manque de responsabilité individuelle compromet la capacité du Groupe à reconstruire cette confiance et à aller de l'avant pour mettre en oeuvre les changements ciblés par le Conseil d'Administration", a-t-il expliqué.

Jean-Sébastien Jacques restera dans ses fonctions jusqu'à ce qu'un successeur soit nommé ou jusqu'au 31 mars, et les deux autres dirigeants quitteront l'entreprise dès le 31 décembre, a-t-il également précisé.

Les trois dirigeants avaient déjà dû renoncer fin août à des bonus, s'élevant notamment pour M. Jacques à 3 millions d'euros.

L'enquête interne a montré que Rio Tinto avait bien obtenu les autorisations légales pour détruire le site mais que, ce faisant, le groupe n'avait pas respecté ses propres standards.

Elle a estimé que ce dynamitage n'était pas le résultat d'une seule cause ou d'une seule

erreur", mais "le résultat d'une série de décisions, d'actions et d'omissions sur une longue période".

Rio Tinto avait initialement défendu la destruction du site en affirmant qu'elle avait été approuvée par le gouvernement de l'Etat en 2013.

Mais l'émoi créé au sein des responsables aborigènes, qui avaient dit avoir été informés de cette destruction trop tard pour l'en empêcher, avait poussé le groupe à présenter ses excuses.

L'importance culturelle du site avait été établie par des fouilles réalisées un an après que Rio Tinto eut obtenu l'autorisation de le détruire.

Ces fouilles avaient permis de découvrir l'outil en os le plus ancien découvert à ce jour en Australie, réalisé il y a 28.000 ans avec un os de kangourou. Des analyses ADN avaient établi un lien entre le peuplement du site et des personnes habitant toujours dans la zone. L'Etat d'Australie occidentale est en train de réexaminer les lois régissant les activités minières près des sites du patrimoine aborigène.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIÈRE «OPGI EL-OUED»

NIF:098539019038609

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES DEUXIÈME FOIS N° 11/2020

L'Office de Promotion et de Gestion Immobilière d'El-Oued, dont le siège social sis à la cité 19 mars wilaya d'El-Oued lance un Avis d'Appel d'Offres ouvert avec exigence de capacités minimales relatif à la réalisation des lots cités ci-dessous :

Projet	Programme	Localité	Lot	Catégorie de qualification
Réalisation d'achèvement de 02/10/723		Dehbia	Lot 04 : primaire Bilaia Bachir	
Réalisation d'achèvement de 05/15/723		Sidi Aoun	Lot 05 : primaire Ladjal Ali Chaaban	
Réalisation de 02/39/723		Robbah	Lot 02 : primaire Halji Saad Messoud	
Réalisation de 02/26/723			Lot 08 : primaire Naouli Omar	
Réalisation d'achèvement de 02/26/723	Programme 723 LOGTS destinés à l'éducation	Djamaa	Lot 09 : primaire Mekadem Nadjet	Catégorie 01 et plus activée principale ou secondaire Bâtiment
Réalisation d'achèvement de 02/14/723			Lot 10 : primaire Ben Sottit Abd Razag	
Réalisation d'achèvement de 03/08/723		El Mechaier	Lot 01 : primaire Bel Rachad Abed Razag 01	
Réalisation d'achèvement de 03/19/723		Sidi Khalil	Lot 06 : primaire Cité Salama	

Condition minimales d'éligibilités sont fixés comme suit :
- Disposer d'un certificat de qualification et classification professionnelle dans le domaine de Bâtiment activité principale ou secondaire, catégorie 1 ou plus.
- Seules les entreprises répondants aux conditions minimales d'éligibilités citées ci-dessus peuvent retirer le cahier des charges auprès du **DRC Direction de l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière (OPGI) d'El Oued.**

Adresse: Cité 19 mars wilaya d'El Oued, contre paiement des frais de reproduction fixés à **Trois Mille (3000,00 DA)**, à partir de la date de la première parution de l'avis d'appel d'offres dans, les quotidiens nationaux ou le BOMOP ou le portail des marchés publics.
Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière. (Selon l'article 03 de l'instruction aux soumissionnaires)
Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » ou « offre financière », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée, anonyme et fermée porte la mention et l'adresse suivante

A Monsieur le Directeur Général de l'Office de promotion et de Gestion Immobilière d'El Oued Cité 19 mars
« Avis d'appel d'offres »
OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES DEUXIÈME FOIS N° 11/2020
la réalisation de
LOT:

La durée de préparation de offres est fixée à **15 Jours**, à compter de la 1^{re} première parution de l'avis d'appel d'offres dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP ou le portail des marchés publics.
La date de dépôt des offres est fixée au 15ème jour de **08h00 à 12h00** au niveau du secrétariat de la **direction générale de**

L'OPGI d'El Oued cité 19 Mars El Oued Wilaya d'El Oued.

L'ouverture des plis est prévue le même jour de dépôt des, offres à **14h00mn**, quatorze heures. Les soumissionnaires ont invités à y assister.

Si la date de dépôt et d'ouverture coïncide avec un jour férié ou un jour de weekend celle-ci est reportée au jour ouvrable suivant aux mêmes horaires.
Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une période égale à la durée de préparation des offres augmentée de **02 mois** à partir de l'appel d'offres, dans le cas de l'entreprise attributaire d'un marché public, le délai de validité des offres est prorogé systématiquement, d'un mois supplémentaire, et conformément à l'article 99 du décret présidentiel n°25-247 du **16 septembre 2015** portant la réglementation des marchés publics.

NB : Le soumissionnaire peut soumissionner pour un ou plusieurs lots, mais ne peut plus que dans la même commune.

USA - ARMÉE - INFORMATIQUE Le Pentagone réaffirme son choix de Microsoft pour son mégacontrat de cloud

Le ministère de la Défense américain maintient sa décision d'attribuer son mégacontrat de cloud (informatique à distance) à Microsoft et non à Amazon, malgré les accusations de favoritisme de la part du président Donald Trump et l'intervention de la justice.

Le Pentagone "a terminé sa réévaluation complète des offres pour le contrat JEDI (Joint Enterprise Defense Infrastructure) et a déterminé que celle de Microsoft continue d'être la meilleure option pour le gouvernement", fait savoir un communiqué vendredi.

Dès la conclusion de l'appel d'offres cet automne, Amazon, initialement considéré comme favori, avait vivement remis en cause le choix du ministère. Le géant du commerce en ligne et des technologies accuse notamment Donald Trump d'avoir piloté le choix du Pentagone parce qu'il déteste Jeff Bezos, le fondateur et patron du groupe.

En février, une juge américaine a accepté la requête d'Amazon d'ordonner la suspension du contrat d'une valeur de 10 milliards de dollars.

En mars, le gouvernement a demandé au tribunal de renvoyer le problème au ministère "pour 120 jours afin de reconsidérer cer-

tains aspects de la



décision contestée".

"La mise en oeuvre du contrat ne va pas commencer immédiatement à cause de l'injonction temporaire de la cour fédérale du 13 février, mais le ministère de la Défense est pressé d'apporter ces capacités technologiques à nos hommes et femmes en uniforme", a ajouté le Pentagone vendredi.

Ce mégacontrat d'une durée de 10 ans vise à moderniser la totalité des systèmes informatiques des forces armées américaines dans un système géré par intelligence artificielle.

"Nous apprécions que le ministère ait confirmé, après une réévaluation minutieuse, que nous proposons la bonne technologie au meilleur prix", a réagi un porte-parole de Microsoft.

"Le président Trump a démontré maintes fois sa volonté d'utiliser sa qualité de chef des Armées pour interférer avec des fonctions gouvernementales, y compris l'attribution de contrats fédéraux, à des fins personnelles", avait déclaré en février un porte-parole de

la division Amazon Services (AWS).

Il faisait notamment référence à des propos rapportés par James Mattis.

L'ancien secrétaire d'Etat américain à la Défense avait indiqué que Donald Trump lui avait dit "d'envoyer paître Amazon" lors d'une discussion sur ce contrat.

Jeff Bezos est la cible fréquente d'attaques virulentes de la part du président républicain, notamment en raison de son investissement dans le Washington Post, un des journaux parmi les plus critiques de M. Trump et de son gouverne-

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'HABITAT DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
WILAYA D'ADRAR
DIRECTION DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS
N.I.F : 000201015000581

AVIS D'APPEL D'OFFRE OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N° 31 / 2020

Le Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la ville représenté par le Directeur des Equipements Publics de la wilaya d'Adrar lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales pour la prise en charge des lots suivants :

- Lot N°01: Bloc pédagogique Partie A + Partie B
- Lot N°02: Bloc pédagogique (Partie C) + 02 salles polyvalentes
- Lot N°03: Cuisine et réfectoire
- Lot N°04: VRD + Mur de clôture + Poste transformateur + Aménagement intérieur et extérieur
- Lot N°05: Réalisation d'un terrain de sport. (Micro entreprise).
- Lot N°06: Réalisation de 07 logements d'astreinte type (04 F3+02 F4+01 F5)
- Lot N°07: Réalisation d'une Salle de sport.

Dans le cadre de l'opération: Etude, suivi et réalisation d'un (01) lycée TYPE 1000 au niveau du site des 9000 logements habitat rural à la commune de Ksar Kaddour, wilaya d'Adrar. (Cités habitat intégrées 2019)

Les entreprises intéressées Par le présent avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales et ayant :

- Pour LOT N°01 et LOT 02**
- Avoir la qualification dans le domaine du bâtiment comme activité principale catégorie Quatre (IV) ou plus.
- Attestation de bonne exécution délivré durant les 10 dernières années par les maîtres d'ouvrages publics dont le montant est égale ou supérieur à 70 000 000.00 DA catégorie C ou D (domaine bâtiment)
- Pour LOT N°03, LOT N°06 et LOT N°07:**
- Avoir la qualification dans le domaine du bâtiment comme activité principale catégorie Trois (III) ou plus.
- Attestation de bonne exécution délivrée durant les 10 dernières années par les maîtres d'ouvrages publics dont le montant est égal ou supérieur à 20 000 000.00 DA catégorie A, B, C ou D (domaine bâtiment)
- Pour LOT N°04 :**
- Avoir la qualification dans le domaine du bâtiment comme activité principale ou secondaire catégorie Quatre (IV) ou plus.
- Attestation de bonne exécution délivrée durant les 10 dernières années par les maîtres d'ouvrages publics dont le montant est égal ou supérieur à 70 000 000.00 DA (travaux VRD)
- Pour LOT N°05 :**
- Avoir la qualification dans le domaine du bâtiment comme activité principale ou secondaire catégorie UNE (I) ou plus destinés exclusivement aux micros entreprises avec justification délivrée par les services du (ANSEJ/ ANEM/ CNAC)

Peuvent retirer le cahier des charges auprès de la Direction des Equipements Publics de la wilaya d'Adrar près de l'hôtel des finances à Adrar, le cahier des charges doit être retiré par le soumissionnaire ou son représentant dûment désigné.

La date de dépôt des offres est fixé au 15eme jour, à compter de la date de la première parution du présent avis sur les quotidiens nationaux, ou le B.O. M.O.P. jusqu'à 12h00mn. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date de dépôt des offres sera reportée au jour ouvrable suivant à la même heure 12h00mn.

Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière et qui sont aussi insérés dans des enveloppes séparées et cachetés, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'avis d'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » et « Offre financière », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention suivante :

A MONSIEUR LE Directeur des équipements PUBLICS Wilaya D'Adrar
AVIS D'APPEL D'OFFRE Ouvert AVEC Exigence DE CAPACITES Minimales N°31/2020

- Lot N°01: Bloc pédagogique Partie A + Partie B
- Lot N°02: Bloc pédagogique (Partie C) + 02 salles polyvalentes
- Lot N°03: Cuisine et réfectoire
- Lot N°04: VRD + Mur de clôture + Poste transformateur + Aménagement intérieur et extérieur
- Lot N°05: Réalisation d'un terrain de sport. (Micro entreprise).
- Lot N°06: Réalisation de 07 logements d'astreinte type (04 F3+02 F4+01 F5)
- Lot N°07: Réalisation d'une Salle de sport.

Dans le cadre de l'opération: Etude, suivi et réalisation d'un (01) lycée type 1000 au niveau du site des 9000 logements habitat rural à la commune de Ksar Kaddour, wilaya d'Adrar. (Cités habitat intégrées 2019)

« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

Les offres doivent être accompagnées des pièces
DK NEWS

- suivantes :
- A/ Le dossier de candidature contient**
- 1- Une déclaration de candidature (Remplie, signée et cachetée)
- 2- Une déclaration de prohibé (Remplie, signée et cachetée)
- 3- Les statuts pour les sociétés.
- 4 - Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise
- 5-Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires

5-a/ capacités professionnelles :
Pour LOT N°01 et LOT N°02

-Avoir la qualification dans le domaine du bâtiment comme activité principale catégorie Quatre (IV) ou plus.

-Attestation de bonne exécution délivrée durant les 10 dernières années par les maîtres d'ouvrages publics dont le montant est égal ou supérieur à 70 000 000.00 DA catégorie C ou D (domaine bâtiment)

Pour LOT N°03, LOT N°06 et LOT N°07:

-Avoir la qualification dans le domaine du bâtiment comme activité principale catégorie Trois (III) ou plus.

-Attestation de bonne exécution délivrée durant les 10 dernières années par les maîtres d'ouvrages publics dont le montant est égal ou supérieur à 20 000 000.00 DA catégorie A, B, C ou D (domaine bâtiment)

Pour LOT N°04:

Avoir la qualification dans le domaine du bâtiment comme activité principale ou secondaire catégorie Quatre (IV) ou plus.

Attestation de bonne exécution délivrée durant les 10 dernières années par les maîtres d'ouvrages publics dont le montant est égal ou supérieur à 70 000 000.00 DA (travaux VRD)

Pour LOT N°05:

Avoir la qualification dans le domaine du bâtiment comme activité principale ou secondaire catégorie UNE (I) ou plus destinés exclusivement aux micros entreprises avec justification délivrée par les services du (ANSEJ/ ANEM/ CNAC).

5-b/ capacités financières : moyens financiers justifiés par les bilans ou attestations d'activité des trois (03) dernières années et les références bancaire approuvées par les services des impôts.

5-c/ Capacités techniques :

- c -1 Liste des moyens humains
- c -2 Liste des moyens matériels.
- c -3 références professionnelles avec justification nécessaire pour les lots (01,02, 03, 04, 06 et 07)

B - L'OFFRE Technique CONTIENT :

- 1 - Une déclaration à souscrire (Remplie, signée et cachetée).
- 2-Tout document permettant d'évaluer l'offre technique, une mémoire technique justificative et tout autre document exigé en application des dispositions de l'article 78 du décret présidentiel n°15/247 de la 16/09/2015 portant réglementation des marchés public et des délégations de service public:

- Les délais d'exécution.
- Les délais de garantie pour Lot N°05
- Les moyens humains et matériels mis à la disposition du projet avec justifications nécessaires.

3- cahier des charges portant à la dernière page la mention manuscrite « lu et accepté »

C - L'Offre Financier Contient :

- 1- la lettre de soumission (Remplie, signe et cachetée).
- 2- le bordereau des prix unitaires (BPU) (Rempli, signé et cacheté).
- 3- le détail quantitatif et estimatif (DQE) (Rempli, signé et cacheté).

Présentation des offres cachetés et sellés : le dossier de candidature l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant :

- La dénomination de l'entreprise
- La référence et l'objet de l'avis d'appel d'offre
- La mention (dossier de candidature) ou (offre technique) ou (offre financière) selon le cas.

Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention :

(A ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres)

- La référence et l'objet de l'avis d'appel d'offres
- Et sera déposée par porteur à l'adresse: Direction du Equipements Publics de la Wilaya d'Adrar.

Les offres resteront valides pendant une période équivalente à la durée de la préparation des offres augmentée de 03 mois à compter de la date de dépôt des offres.

Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis qui se fera le jour correspondant à la date de dépôt des offres à 14h30mn au siège de la Direction des Equipements Publics de la Wilaya d'Adrar, près de l'hôtel des finances. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou jour de repos légal, l'ouverture des plis sera reportée au jour ouvrable suivant à la même heure « 14h30mn ».

N.B : Les pièces accompagnants les soumissions doivent être lisibles et en cours de validité.

Anep : 2016014720 du 14/09/2020

CHINE - ESPACE

La sonde chinoise Chang'e-4 redémarre pour son 22^e jour lunaire

L'atterrisseur et le rover de la sonde Chang'e-4 ont repris le travail pour le 22e jour lunaire sur la face cachée de la Lune, a rapporté samedi l'Agence Chine nouvelle. "L'atterrisseur s'est réveillé samedi à 5h15 (heure de Pékin), et le rover Yutu-2, ou Lapin de jade-2, a repris ses fonctions vendredi à 11h54", ont indiqué des sources du Centre de l'exploration lunaire et du programme spatial de l'Administration spatiale nationale de Chine.

Lancée le 8 décembre 2018, la sonde Chang'e-4 a effectué le 3 janvier

2019 le premier atterrissage en douceur dans le cratère von Carmen, dans le bassin Pôle Sud-Aitken, sur la face cachée de la Lune.

Un jour lunaire équivaut à 14 jours sur la Terre, et une nuit lunaire possède la même durée.

La sonde Chang'e-4, qui passe en mode veille pendant la nuit lunaire en raison du manque d'énergie solaire, a survécu environ 618 jours terrestres sur la Lune.

Selon le centre, Yutu-2 se déplace vers la zone de basalte ou les cratères d'impact avec une haute réflectivité

dans le nord-ouest durant le 22e jour lunaire.

Des instruments scientifiques, dont un appareil photo panoramique, un spectromètre d'imagerie infrarouge, un détecteur d'atome neutre et un radar lunaire à bord du rover, mèneront une détection scientifique, selon la même source.

Le rover à énergie solaire a dépassé de loin sa durée de vie de conception de trois mois, devenant le rover lunaire fonctionnant depuis le plus longtemps.

APS

Mots fléchés géants de force 1 à 3 n°1251

écouter l'artiste	attaquant	prière fervente	enzymes stomac-	bêtes de scène	sous- vêtement	planta- tions de
théories pour tous	produits de volcar	365 jours	caux	pilliers carrés	collant	saules dégarnies
tranche épaisse			grande école		causée par	
alerte			manche		monnaie vivante	
		bâtiment de verre				
morceau de verre		liquide bucal		point cardinal		posses- sif
mena la vie dure				attribuée		militaire U.S.
			grand nombre		il vaut l'argent	
	choisies		émous- sons		vieille	interdit
difficul- tés	indispem- sable			secoue		
			paisible mont de Jérusa- lem	couches d'air		cham- pion
agitation bouche de moineau					cours sibérien	
		mustères			négligée	arrêt sanguin
		centre de soin	musique de boîte			partie de squelette
roue à gorge			quart de tourisme		mois estival	brava le danger
vile				antique centaure		
				bizarres		
maisons de mon- tagne	paysage			ébahis- sais		t'harmo- niseras
	élevée			musette		
				dame de paveur		deuxième degré
ça fait mal!			rétablira	citron- nelle		fleur de gerbe
rigoureux			corrom- pue			
		trempe				troupe du passé
		person- nel				ne devoi- les pas
bout de mamelle				charges de ballon		
outil de dessin				qaz de pub		bouscu- lade
		enduis d'huile				
		vilain rongeur			éclaircit	
					un peu gris	
imitateur emplumé	bonnes brises					la moitié de deux
	lumière d'Égypte			rapport de cercle		écoutoir
		équilibres des conti- nents		mot pour amis		
place de feu			moderne			
					marraine de contes	

Solution

Sudoku n° 2551

6	6	1	9	7	8	3	4	2	9	1	8	4	7	3	6	2	5			
3	7	8	2	4	6	9	1	5	2	7	4	6	6	1	9	3	8			
9	2	4	3	1	6	6	7	8	6	5	3	8	9	2	4	7	1			
6	1	7	8	2	3	4	5	9	4	3	2	9	1	7	8	5	6			
4	8	3	5	9	1	7	2	6	8	6	1	5	3	4	2	9	7			
2	9	5	7	6	4	8	3	1	7	9	5	2	8	6	3	1	4			
8	3	6	1	5	7	2	9	4	6	1	5	3	8	7	1	6	9	5	4	2
7	5	2	4	8	9	1	6	3	7	8	2	5	4	9	7	2	8	1	6	3
1	4	9	6	3	2	5	8	7	3	4	9	1	2	6	3	4	5	7	8	9
					6	4	5	8	3	7	2	9	1							
					9	7	1	5	2	4	8	6	3							
					3	2	8	1	9	6	7	5	4							
9	5	4	7	2	1	8	3	6	9	5	1	4	7	2	3	6	5	8	1	9
1	7	2	3	8	6	4	5	9	2	7	3	6	1	8	9	2	7	4	3	5
3	8	6	4	5	9	7	1	2	4	6	8	9	3	5	8	1	4	7	6	2
5	1	7	9	4	3	6	2	8				2	4	7	5	9	6	3	8	1
2	6	3	8	7	5	1	9	4				3	6	9	4	8	1	5	2	7
4	9	8	6	1	2	3	7	5				5	8	1	7	3	2	6	9	4
8	3	1	5	9	4	2	6	7				1	5	3	6	7	9	2	4	8
6	4	9	2	3	7	5	8	1				8	2	4	1	5	3	9	7	6
7	2	5	1	6	8	9	4	3				7	9	6	2	4	8	1	5	3

- Mots Croisés n° 2551**
- Horizontalement**
 1: Enormément - 2: Toréera - IR - 3: Rue - Située
 4: Averse - Set - 5: Né - Ai - Base - 6: Gaulleras
 7: Lune - Ur - Vu - 8: Existe - CO
 9: Entola - 10: Résisteras
- Verticalement**
 A: Etrangleur - B: Nouveaux - C: Orée - Unies
 D: Ré - Rales - E: Messie - Tés - F: Erié - Ruent
 G: Mat - Bar - Te - H: Usas - Cor
 I: Niées - Vola - J: Tréteau

Grille géante n° 1251

•	A	•	A	•	C	•	A	•	S	•	B	•	O
•	V	•	U	•	L	•	G	•	A	•	R	•	N
•	D	•	I	•	V	•	E	•	S	•	E	•	N
•	T	•	E	•	S	•	S	•	A	•	T	•	R
•	V	•	I	•	S	•	S	•	A	•	T	•	O
•	O	•	E	•	L	•	I	•	S	•	A	•	G
•	E	•	N	•	N	•	E	•	R	•	V	•	O
•	B	•	E	•	C	•	E	•	N	•	O	•	S
•	B	•	R	•	E	•	A	•	S	•	E	•	S
•	C	•	H	•	A	•	L	•	E	•	T	•	S
•	D	•	U	•	R	•	M	•	A	•	C	•	A
•	T	•	E	•	T	•	O	•	N	•	L	•	E
•	A	•	R	•	A	•	I	•	S	•	E	•	S
•	A	•	A	•	T	•	R	•	E	•	N	•	E

HAND/ MONDIAL-2021 (GR. F) L'Algérie débutera contre le Maroc le 14 janvier

L'Algérie entamera le mondial 2021 de handball (13-31 janvier) contre le Maroc le 14 janvier prochain à la salle de la nouvelle capitale égyptienne, selon le calendrier de la compétition publié ce jeudi par la Fédération internationale (IHF).

La sélection algérienne qui a hérité du groupe F, affrontera son homologue islandaise lors de la deuxième journée, le 16 janvier, avant de conclure le tour préliminaire face au Portugal, le 18 janvier. A l'occasion de cette 27^e édition, qui se jouera pour la première fois en présence de 32 nations, les trois premières équipes de chaque groupe se qualifieront au tour principal, qui se jouera en quatre groupes de six équipes. Les deux meilleures sélections de chaque poule se qualifient pour les quarts de finale. Pour rappel, c'est la deuxième fois que l'Egypte organise ce rendez-vous, après l'édition 1999. Les organisateurs ont retenu quatre sites pour abriter cette compétition : Alexandrie, Le Caire, Gizeh et la Nouvelle capitale. L'équipe nationale reste inactive depuis le début de la pandémie de coronavirus (Covid-19). Les joueurs ont été soumis la semaine dernière, par groupes, à des tests de dépistage au centre nationale de médecine du sport (CNMS) en vue de la reprise des entraînements, mardi 15 septembre à Seraïdi (Annaba) sous la conduite du sélectionneur français Alain Portes. Dès le tour principal, les deux équipes les mieux classées de chaque groupe se qualifient pour les quarts de finale à partir du 27 janvier. Les équipes qui n'atteindront pas le tour principal disputeront la Coupe du Président qui débutera le 20 janvier. Les matchs pour les médailles de bronze et d'or se joueront le 31 janvier au Cairo Stadium Sports Hall.

Calendrier des matchs du groupe F :

14 janvier 2021 :

Algérie- Maroc : Portugal-Islande

16 janvier 2021 :

Maroc- Portugal : Algérie- Islande

18 janvier 2021 :

Portugal- Algérie : Islande- Maroc.

AG ORDINAIRE DE LA FÉDÉRATION DE LUTTE

Adoption des bilans moral et financier de l'exercice 2019

Les membres de l'assemblée générale de la Fédération algérienne des luttes associées (FALA), réunis jeudi à Alger en session ordinaire (AGO), ont approuvé à l'unanimité les bilans moral et financier de l'exercice 2019 ainsi que le plan d'action de la saison 2020.

L'AG ordinaire a vu la présence de 28 membres sur les 39 que compte l'assemblée, sous la supervision du représentant du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS), Nadir Belayat. Les 18 membres présents ayant le droit de voter (12 ligues et 6 meilleurs clubs) ont adopté d'abord le bilan moral de l'exercice 2019 avec 16 voix oui contre 1 non et un bulletin nul, avant de passer au bilan financier, approuvé par 15 membres contre trois bulletins non. Ils ont également examiné et approuvé à l'unanimité le plan d'action et les prévisions de l'exercice 2020.

BLIDA Plusieurs opérations pour le réaménagement du stade "Mustapha Tchaker"

Le stade "Mustapha Tchaker" de Blida connaît actuellement plusieurs opérations de réaménagement visant l'amélioration de l'image de cette structure sportive qui a longtemps été témoin des victoires de la sélection nationale algérienne de football, a-t-on appris auprès du directeur de ce complexe olympique, Kamel Nacéri.

Dans un entretien avec l'APS, M. Nacéri a fait part du lancement dernièrement de travaux de réhabilitation et de réaménagement au profit du stade Tchaker, qui se poursuivront jusqu'à mars prochain, a-t-il dit.

Les travaux consistent notamment en la réfection de la pelouse naturelle du stade, le réaménagement des vestiaires, de la salle de presse, des couloirs des joueurs, et des commodités annexes, outre l'installation de portails électroniques et la réfection de l'espace d'hébergement des équipes sportives.

Une enveloppe de 10 millions de DA a été allouée à ce projet dans le cadre du Fonds national de promotion des initiatives de la jeunesse et des pratiques sportives, en vue de rendre ce complexe sportif digne de la réputation des champions d'Afrique de football, a ajouté le même responsable.

Selon M. Nacéri, l'enveloppe financière a été notamment destinée à la rénovation de la pelouse du stade, qui n'a pas été refaite depuis une dizaine d'années.

La rénovation de la pelouse se fera en coordination avec l'équipe technique du complexe sportif Mohamed Bou-diaf d'Alger et l'assistance de l'équipe du Centre technique national (CTN) de la Fédération algérienne de football (FAF).

Les travaux vont actuellement bon train, selon le constat fait sur place par l'APS.

Une nouvelle technique de pose de gazon y est prévue dans les prochains jours.

Elle consiste en l'utilisation d'une terre sableuse ramené de la wilaya d'Oued Souf.

"La pelouse sera fin prête à la fin janvier 2021 et sera conforme aux normes internationales en vigueur.

Nous œuvrons d'arrache pied pour répondre aux aspirations de la sélection nationale", a-t-il dit. Et d'ajouter



: "actuellement nous travaillons sans pression, notamment depuis le transfert de la rencontre de l'équipe nationale avec son homologue du Zimbabwe, prévue le 9 novembre, vers le complexe du 5 juillet".

Les autres travaux en cours visent le réaménagement et la modernisation de la salle de presse, des vestiaires et des salles d'eau, de manière à les mettre à niveau avec la réputation des champions d'Afrique, a observé M. Kamel Nacéri. A cela s'ajoute la dotation du stade d'équipements de pointe, tels que des alarmes, la réalisation de passages et couloirs pour l'accès aux vestiaires des équipes sportives, des travaux d'embellissement et d'aménagement de petites surfaces vertes derrière la surface du gardien du but, en vue d'éviter que la gazon ne soit envahi de mauvaises herbes, et la réparation des systèmes d'évacuation et d'irrigation.

Une autre dotation de huit millions de DA a été affectée à la réparation du vieux camp des équipes sportives, situé sous les gradins englobant 35 chambres dotées d'équipements modernes, a ajouté M. Nacéri, relevant que l'accueil des équipes sportives qui viendront se préparer à

Blida "va assurer des entrées financières au complexe "Tchaker".

Des portails électroniques pour organiser l'entrée de supporters

Un avis d'appel d'offres a été lancé, dernièrement pour l'installation de portails électroniques, en perspective de vente de billets électroniques aux supporters.

L'opération, qui a vu la participation d'un nombre appréciable d'entreprises spécialisées, a abouti à la désignation de deux entreprises dont une sera sélectionnée prochainement, après inspection de ses équipements par la commission technique de la wilaya en charge du contrôle de la conformité du matériel aux normes mondiales en vigueur, selon les explications de M. Nacéri.

Le projet a été doté d'une enveloppe de 50 millions de DA, a-t-il précisé.

Sur un autre plan, le même responsable a fait part de la destination d'une enveloppe de 400 millions de DA au profit du complexe Tchaker, dans le cadre des préparatifs de la Coupe d'Afrique des nations des locaux (CHAN), prévue initialement en Algérie pour 2022, avant que la Confédération africaine de football

(CAF) ne décide hier jeudi, son report à janvier 2023.

Selon le même responsable, un bureau d'études s'attelle actuellement à l'élaboration d'un cahier de charges pour réaliser de nombreuses opérations, dont des vestiaires, une tribune d'honneur et l'arrachage des cadres en fer pour leur remplacement par d'autres aux normes internationales, en consultation avec le ministère de la Jeunesse des Sports et de la FAF.

Le stade Tchaker a été désigné avec quatre autres stades (Annaba, Constantine, le 5 juillet et Oran) pour abriter cette compétition continentale.

M. Nacéri a invité la société de Blida et l'ensemble des entreprises économiques à contribuer au succès de cette fête africaine, attendue pour 2023.

Il a également exprimé la disponibilité de ses services à l'accueil des supporters de l'USMB et de toutes les équipes locales dans l'antre de Tchaker.

"Nous souhaitons la bienvenue aux supporters et à leurs équipes, pour tous les derbies locaux de l'USMB, Amel Labaâ, Widad Boufarik, et nous sommes au service du sport", a déclaré M. Nacéri.

FUSION ENTRE LE GSP ET LE MCA Echec de la première assemblée constitutive

L'assemblée générale constitutive, tenue jeudi à Alger, pour concrétiser la fusion entre le Groupement sportif des pétroliers (GSP) et Mouloudia club d'Alger (MCA), s'est vouée à l'échec, en attendant de relancer les discussions, a appris l'APS vendredi auprès d'une source autorisée. Les responsables du GPS et le Club sportif amateur (CSA) du MC Alger n'ont pas trouvé d'accord sur l'intégration de cinq représentants de la Sonatrach, actionnaire majoritaire du club, dans la composante de l'assemblée générale. Cette divergence a poussé les organisateurs à suspendre

les travaux de cette assemblée constitutive. D'autres réunions sont prévues entre les deux parties pour parvenir à un accord, en attendant de fixer une date pour la tenue d'une autre assemblée générale constitutive de 100 membres.

Pour rappel, le GSP et le MCA, se sont prononcés au cours de leurs assemblées générales extraordinaires (AGex), en faveur de la fusion, actant ainsi la réunification des deux clubs algérois.

Le GSP et le MCA ont accéléré les discussions en vue de cette fusion pour qu'elle coïncide avec le centenaire du "Doyen", fondé en 1921 et dont on souhaite

réunir à nouveau les membres au sein d'une seule et même famille. En juin 2008, la compagnie nationale des hydrocarbures Sonatrach s'était retirée du MCA, en créant sa propre association sportive, le GSP, tout en restituant au ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) le sigle du club. Rattaché au groupe Sonatrach, le GSP avait gardé 13 sections sportives, à l'exception du football, qui avait été restitué en 2001 à l'association El-Mouloudia. Avant cela, en 1977, le MJS avait confié la gestion du MCA à Sonatrach, dans le sillage des réformes sportives de l'époque.

CHAMPIONNAT SAOUDIEN Ahly Djeddah exige 4 millions d'euros pour céder Belaïli

Ahly Djeddah (Div.1 saoudienne de football), aurait fixé à 4 millions d'euros la clause libératoire de l'aïlier international algérien Youcef Belaïli, mis sur le marché des transferts pour n'avoir pas respecté son contrat professionnel, rapportent dimanche les médias locaux.

Selon la même source, le club saoudien veut vendre définitivement le contrat de Belaïli, et ne privilégie par l'option de prêt.

Le natif d'Oran avait rejoint Al-Ahly Djeddah en 2019 pour un contrat de trois saisons, en provenance de l'ES Tunis.

Le joueur ne manque pas de convoitises, puisqu'il a été approché notamment par son ancien club l'ES Tunis, mais également par la formation égyptienne d'Al-Ahly du Caire, dont la proposition serait la plus intéressante.

La décision de la direction saoudienne de se passer des services de l'international algérien intervient suite à son refus de rallier l'Arabie saoudite pour reprendre les entraînements sous la conduite de l'entraîneur croate Vladan Milojevic.

En compagnie de son coéquipier en équipe nationale Djamel Eddine Benlameri, qui a résilié son contrat avec Al-Shabab (Di v.1 saoudienne)



lundi dernier, Belaïli n'était pas au rendez-vous le mercredi 19 août, à l'aéroport international d'Alger, pour son vol spécial de rapatriement.

Une attitude qui a irrité les dirigeants des deux clubs saoudiens.

Le manager général du club saoudien Tarek Kial, a récemment critiqué Belaïli, soulignant qu'il n'était "pas sérieux" dans son comportement : "Le dossier de Belaïli est assez compliqué, le joueur n'est pas sérieux, même l'entraîneur (le

Croate Vladan Milojevic, ndr) n'a dit la même chose.

Nous ne voulons pas d'un joueur qui joue avec son nom seulement, mais nous voulons un élément combatif sur le terrain", a-t-il indiqué à la presse saoudienne.

GRÈCE

Soudani remporte la Coupe de Grèce avec l'Olympiakos



L'attaquant international algérien de l'Olympiakos (Div.1 grecque de football), Hilal Soudani, a remporté samedi soir la Coupe de Grèce, suite à la victoire de son équipe face à l'AEK Athènes (1-0), réalisant ainsi le doublé Coupe-Championnat.

L'unique but de la partie a été inscrit

par le Serbe Lazar Radeljovic, qui a surgi à la 10e minute de jeu pour offrir la victoire aux siens.

Soudani a suivi cette finale sur le banc des remplaçants. Après avoir remporté le titre de champion 2019-2020, le natif de Chlef a ajouté un deuxième trophée à son palmarès, le titre pour l'attaquant de 32 ans : Olympiakos (championnat, Coupe), Dynamo Zagreb (4 championnats, 3 Coupes), Victoria Guimaraes (1 Coupe) et enfin le titre de champion d'Algérie remporté avec l'ASO Chlef durant la saison 2010-2011.

Touché au genou en février dernier avec l'Olympiakos, Soudani avait subi avec succès une opération.

Le deuxième meilleur buteur activé de l'équipe nationale a décidé de prolonger son aventure avec le club grec qu'il avait rejoint en 2019 en provenance de Nottingham Forest (Angleterre).

Même si Soudani n'a pas connu une saison linéaire et due aux pépins physiques à répétition, il a tout de même des statistiques acceptables.

En championnat grec, il a trouvé le chemin des filets à 7 reprises et délivré 5 passes décisives en 19 apparitions.

Après avoir raté, pour une blessure, la dernière Coupe d'Afrique des nations CAN-2019, remportée par l'Algérie en Egypte, Soudani a été rappelé par le sélectionneur national Djamel Belmadi, à l'occasion de la réception de la Zambie (5-0) en novembre 2019, en ouverture des qualifications de la CAN-2021, un retour réussi puisqu'il avait contribué à la large victoire des "Verts" en marquant l'une des cinq réalisations.

PREMIER LEAGUE ANGLAISE - TRANSFERTS

Crystal Palace offre 21 millions d'euros pour Benrahma

Crystal Palace (Premier League anglaise de football), aurait offert 20 millions de livres (21 millions d'euros), pour s'attacher les services de l'attaquant international algérien de Brentford (Div.

2 anglaise) Said Benrahma, a annoncé samedi soir le tabloïd anglais The Sun.

La piste de Crystal Palace, même si elle est la plus sérieuse pour l'instant, n'est pas par contre la seule, puisque Aston Villa et West Ham, deux clubs de Premier League, suivent de près l'international algérien.

Le tabloïd anglais a indiqué que le manager de Palace, Roy Hodgson veut un renfort de qualité au niveau de la ligne offensive de son équipe et plus

d'option pour mettre de la pression sur Andros Townsend, avec l'arrivée de Benrahma qui sera un sérieux concurrent pour lui.

Le coach de Brentford, Thomas Frank, s'est exprimé, vendredi en conférence de presse, au sujet de l'avenir de Benrahma, et a ouvert la porte à un départ de l'ancien joueur de l'OGC Nice (Ligue 1/ France).

"J'ai dit la semaine dernière que si le prix était bon pour Ollie Watkins et Said Benrahma, nous étions prêts à le vendre. Le reste n'est pas à vendre". Les dirigeants des "Bees" attendent 25 millions de livres sterling (26 millions d'euros) pour libérer leur joueur. Pour rappel, Benrahma, auteur de 17 buts et



neuf passes décisives en 43 matches de championnat lors du précédent exercice avec Brentford, avait rejoint Brentford en 2018 en provenance de l'OGC Nice. Il possède trois

sélections en sélection nationale depuis ses débuts contre le Sénégal en amical en octobre 2015, mais n'a pas été avec le groupe qui a remporté le titre africain en 2019 en Egypte.

LIGUE 1 FRANÇAISE (PARIS SG) Mbappé refuse de prolonger et décide de partir en 2021

L'attaquant international français du Paris SG (Ligue 1 française de football), Kylian Mbappé, aurait refusé une prolongation de son contrat pour quitter le club de la capitale à l'été 2021, rapporte dimanche le site Maxi-foot.

Sous contrat jusqu'en juin 2022 avec le champion de France en titre, Mbappé (21 ans) aurait indiqué au directeur sportif brésilien du PSG Leonardo, son intention de quitter le club de la capitale au terme de la saison 2020-2021.

Dans l'euphorie du parcours du PSG en Ligue des Champions (finaliste face au Bayern Munich 0-1, ndr), en août dernier, le président parisien Nasser Al-Khelaïfi s'est emballé pour l'avenir de ses deux stars, Neymar et Kylian Mbappé. Mais visiblement, le Français n'a pas l'intention de "rester à vie" à Paris. Le champion de France en titre s'active pour prolonger le contrat, qui court jusqu'en juin 2022, de l'international tricolore.

Sauf que selon les informations du média britannique The Times ce dimanche, Mbappé a pris la décision de quitter le PSG l'été prochain.

Pour engager la jeune pépite, le Real Madrid, le FC Barcelone, Liverpool et Manchester United s'imposeraient comme de très sérieux prétendants, même si le PSG n'a pas dit son dernier mot.

Si cette information se confirme, les dirigeants parisiens vont forcément tout faire pour tenter de le retenir.

Avec sa situation contractuelle, Mbappé se trouve en tout cas en position de force pour imposer ses envies pour son futur, estime la même source. Kylian Mbappé avait rejoint le PSG en provenance de l'AS Monaco en 2017, d'abord sous forme de prêt, avant que les Parisiens ne décident de lever l'option d'achat en 2018, pour lui faire signer un contrat qui expire en 2022.

ITALIE

L'AC Milan officialise la signature pour cinq ans de l'attaquant Ante Rebic

L'AC Milan a officialisé samedi la signature pour cinq ans de l'attaquant Ante Rebic, prêté la saison dernière par l'Eintracht Francfort au club lombard. Arrivé d'Allemagne la saison dernière, l'international croate de 26 ans avait terminé meilleur buteur de l'AC Milan avec 12 buts en 30 apparitions. Dans un communiqué, le club a précisé que son contrat prendra fin le 30 juin 2025.

L'AC Milan, qui a terminé sixième de Serie A la saison passée, a récemment prolongé le contrat de Zlatan Ibrahimovic pour un an.

Le club lombard a également recruté le milieu italien Sandro Tonali (Brescia), tout comme Brahim Diaz, prêté par le Real Madrid.

ESPAGNE-ARGENTINE L'entraîneur argentin de l'Atlético Madrid Diego Simeone positif au nouveau coronavirus et en quarantaine

L'entraîneur argentin de l'Atlético Madrid Diego Simeone (50 ans) a été testé positif au nouveau coronavirus, a annoncé le club madrilène ce samedi soir dans un communiqué.

"L'équipe première, le staff technique et le personnel auxiliaire se sont tous soumis à des tests PCR hier vendredi dès leur retour du stage à Los Angeles de San Rafael (nord-ouest de Madrid) après qu'un cas positif a été détecté parmi les membres du voyage lors des examens passés jeudi", a écrit l'Atlético dans un communiqué diffusé samedi soir.

"L'analyse en laboratoire de ces nouveaux tests a montré que notre entraîneur, Diego Pablo Simeone, a obtenu un résultat positif au Covid-19.

Heureusement, notre technicien ne présente aucun symptôme, se trouve isolé à son domicile, et suit la quarantaine prévue après avoir été en contact avec l'équipe depuis lundi dernier", a précisé le club rojiblanco.

L'Atlético Madrid a interrompu son stage vendredi après la découverte d'un cas positif parmi le personnel auxiliaire, mais a repris l'entraînement ce samedi, sans Simeone.

Selon la presse, le résultat du nouveau test PCR de Simeone passé vendredi et obtenu samedi n'était pas concluant. Le technicien a donc dû passer un autre test samedi qui a confirmé le résultat positif au nouveau coronavirus.

L'entraîneur des Colchoneros devra donc respecter une période d'isolement de deux semaines, et ne devrait pas pouvoir revenir à la tête de son équipe avant l'entrée en lice des Madrilènes en Liga, prévue le week-end du 26-27 septembre à domicile contre Grenade.

L'équipe féminine de l'Atlético Madrid a déjà déploré beaucoup de cas positifs au nouveau coronavirus depuis la suspension du football en Espagne, mi-mars.

Au sein de l'équipe première masculine, cinq joueurs ont déjà été testés positifs au nouveau coronavirus : Renan Lodi, Angel Correa, Sime Vrsaljko, Diego Costa et Santiago Arias.

Presque toutes les équipes de Liga ont déploré des cas de joueurs contaminés, encore plus depuis la reprise des entraînements à la mi-août pour la plupart des formations. Au total, une soixantaine de joueurs ont été testés positifs au nouveau coronavirus en Liga.

ESPAGNE Messi reste capitaine du Barça

L'international argentin Lionel Messi continuera de porter le brassard de capitaine du FC Barcelone lors de la saison 2020-2021, a annoncé le Barça samedi sur son site officiel.

Quelques jours après la fin de l'épisode du vrai-faux départ de son maître à joueur argentin et l'incertitude qui régnait quant à son futur rôle dans l'équipe, le FC Barcelone a décidé de poursuivre comme l'an passé, et a ainsi choisi de conserver Lionel Messi dans le rôle de capitaine. Ce sera la troisième année de capitaine consécutif pour "La Pulga", qui avait repris le brassard après le départ d'Andrés Iniesta en 2018. Par ailleurs, le FC Barcelone indique que les trois autres capitaines suppléants, seront (dans l'ordre) : Sergio Busquets, Gerard Piqué et Sergi Roberto. Là encore, les choses ne changent pas par rapport à l'an passé.

Si la Liga reprend ce week-end, le Barça est quant à lui exempté et va se contenter d'un match amical face au club de Nastic.

Déjà une première opportunité pour Ronald Koeman et ses hommes de se jauger et voir si les deux dernières semaines de préparation auront eu un premier effet bénéfique dans la mise en place d'un renouveau du jeu catalan

APS

LIGUE 1 FRANÇAISE (3E JOURNÉE) 279 jours après, Atal a rejoué, Delort double passeur décisif

Le défenseur international algérien de l'OGC Nice Youcef Atal, éloigné des terrains depuis décembre dernier en raison d'une blessure, a retrouvé samedi la compétition, à l'occasion de la défaite concédée en déplacement face à Montpellier (3-1), dans le cadre de la 3e journée de la Ligue 1 française de football.

Titularisé, le latéral droit de l'équipe nationale a cédé sa place en fin de match (89e). Côté montpelliérain, l'attaquant international algérien Andy Delort, guéri du coronavirus (Covid-19), a signé son retour, s'illustrant notamment par deux passes décisives.

Il a également été remplacé en toute fin de partie (85e).

Atal (24 ans) s'était gravement blessé au genou lors du précédent exercice, lors de la réception du FC Metz (4-1) le 7 décembre 2019.

Il a effectué son retour durant l'intersaison, avant de contracter une blessure aux ischio-jambiers, lui qui a été titulaire durant quasiment tous les matchs de préparation de l'OGC Nice. En revanche, l'autre



joueur algérien de la formation azuréenne Hicham Boudaoui est toujours indisponible, en raison d'une lésion méniscale, contractée lors du stage précompétitif effectué en août en Autriche. Atal avait rejoint

l'OGC Nice en 2018 pour un contrat de cinq saisons, en provenance du KV Courtrai (Div.1 belge), qu'il avait rejoint sous forme de prêt du Paradou AC (Ligue 1/Algérie). L'OGC Nice, dont il s'agit de la première défaite

de la saison après deux victoires de suite contre le RC Lens (2-1) et le RC Strasbourg (0-2), garde provisoirement son fauteuil de leader avec 6 points, à une longueur des Girondins de Bordeaux.

COUPE D'ALLEMAGNE (PREMIER TOUR) Bensebaini contribue à la large victoire du Borussia Monchengladbach



Le défenseur international algérien Ramy Bensebaini, a contribué samedi à la large victoire décrochée par son équipe Borussia Monchengladbach, en déplacement face au FC Oberneuland, pensionnaire de la 5e division (8-0), dans le cadre du 1er tour de la Coupe d'Allemagne de foot-

ball. Le latéral gauche des Verts a surgi à la 25e minute de jeu pour marquer le quatrième but des siens.

L'ancien joueur du Stade Rennais (Ligue 1 française) a cédé sa place en seconde période (73e).

Le Bayern Munich, détenteur du trophée et récente vainqueur de la

Ligue des champions, entrera en lice le 15 octobre en déplacement face au FC Düren (5e division), alors que le club bavarois a bénéficié de quelques jours de repos supplémentaires.

Bensebaini (25 ans) avait rejoint Monchengladbach en 2019 pour un contrat de quatre saisons, en provenance du Stade Rennais.

Le natif de Constantine n'avait pas tardé à étaler son talent, devenant l'une des pièces maîtresses de l'entraîneur Marco Rose.

Le joueur algérien a terminé à la 4e place au classement des meilleurs joueurs de son équipe, pour la saison 2019-2020, obtenant 7,9% des voix, derrière la Français Marcus Thuram, élu meilleur joueur avec 43,7%, Yann Sommer (26,5 %) et Denis Zakaria (12,9 %). Pour un premier exercice réussi en Bundesliga, Bensebaini a été crédité de belles prestations durant la saison, avec à la clé 5 buts en 26 matches, toutes compétitions confondues.

Benlameri très convoité par des clubs du Golfe

Le défenseur international algérien Djamel-Eddine Benlameri, dont le contrat a été résilié à l'amiable avec Al-Shabab (Div.1 saoudienne de football), a reçu des "offres alléchantes" de la part de clubs saoudiens et émiratis, rapportent samedi les médias locaux.

Selon la même source, Benlameri (30 ans) est ciblé par Al-Nasr, Ittihad FC et Al-Ahly Djeddah qui se disputent les services de l'ancien joueur de la JS Kabylie notamment.

Un club émirati est également intéressé, dont l'identité n'a pas été dévoilée.

Le champion d'Afrique

2019 avec les "Verts" avait rejoint le championnat saoudien en 2016 en provenance de l'ES Sétif (Ligue 1/Algérie).

Après quatre ans passés au sein d'Al-Shabab, le défenseur central a émis le vœu de quitter Al-Shabab, tout en s'engageant à payer une indemnité au club, basé à Riyad.

Pour rappel, la direction d'Al-Shabab avait menacé fin août le défenseur international algérien Djamel Eddine Benlameri de sanctions, pour avoir brillé par son absence à l'aéroport d'Alger, pour son rapatriement en Arabie saoudite. Benlameri devait effec-



tuer le déplacement avec son coéquipier en équipe nationale et sociétaire du Ahly Djeddah, Youcef Belaïli, qui s'est également

absenté mercredi. Al'instar d'Al-Shabab, Al-Ahly Djeddah a menacé le natif d'Oran de sanctions selon le règlement en vigueur.

Le dilemme de Sergio Reguilon

Selon le quotidien madrilène AS, l'Espagnol Sergio Reguilon serait en plein doute concernant son avenir. Retourner en prêt à Séville ou voguer définitivement vers d'autres cieux ? Formé à la Casa Blanca, le jeune arrière gauche de 23 ans n'a toujours pas abandonné son rêve de s'imposer au Santiago-Bernabeu. Pourtant, Zidane ne compte pour le moment pas sur lui, si on en croit le média espagnol. Et la superbe saison de Ferland Mendy ne plaide également pas en faveur d'un retour.



JOÃO FÉLIX

DANS LA SHORT-LIST DE MANCHESTER UNITED

D'après le journal britannique Daily Star, Manchester United verrait João Félix comme une alternative en cas d'échec du dossier Jadon Sancho.

A Manchester, on commence à perdre patience. Alors qu'un accord semblait avoir été trouvé ces derniers jours avec l'entourage de l'ailier de Dortmund Jadon Sancho, la direction mancunienne pourrait, d'après le Daily Star, abandonner ce dossier et chercher d'autres pistes alternatives.

Et parmi la short-list du club anglais, figureraient notamment le jeune attaquant portugais João Félix. Auteur d'une première saison mitigée en Espagne, du côté de l'Atletico de Madrid, l'ancien joueur de Benfica aurait tout de même tapé dans l'œil des dirigeants de Manchester United, qui seraient prêts à casser la tirelire pour déloger le prodige du club qu'il a rejoint l'été dernier. L'attaquant du Real Madrid, Gareth Bale, et celui de la Juventus, Douglas Costa, ont également été cités comme possibles "plans B" à l'éventuel échec du dossier Jadon Sancho, qui reste cependant prioritaire dans le camp rouge de Manchester.

UN NOUVEAU RECORD POUR SALAH

Auteur d'un triplé précieux pour la victoire de Liverpool face à Leeds (4-3) ce soir, Mohammed Salah est entré un peu plus dans l'histoire du club.

Déjà considéré comme l'une des vedettes de l'histoire de Liverpool, Mohammed Salah ne s'arrête pas d'écrire de nouvelles pages. Ce samedi, en match comptant pour la première journée de Premier League, la star égyptienne a signé un triplé lors de la réception de Leeds (4-3). Une performance qui lui permet de commencer la saison avec un nouveau record.

Mohammed Salah est en effet devenu le premier joueur de l'histoire de Liverpool à marquer lors de la première journée d'une campagne de championnat pendant quatre années consécutives. Le «Pharaon» égyptien l'a fait en inscrivant un but face à Watford en 2017 (3-3). Pareil la saison suivante face à West Ham (4-0). Et enfin la saison dernière, contre Norwich City (4-1).

De Bruyne : «Il n'y a pas de plan B»

Kevin De Bruyne, le milieu belge de Manchester City, a parlé dans le Daily Mail de la façon de voir le football de son coach, Pep Guardiola. "La façon dont il (Pep Guardiola) regarde le football est différente de celle de beaucoup de gens. Il a sa philosophie, il la suit et ne change pas. Il y a un plan A et un plan B. Il n'y a pas de plan B. Pour beaucoup de gens, c'est difficile à comprendre. Cela peut arriver dans votre esprit (de vouloir jouer différemment), mais vous savez que le plan A fonctionne généralement pour nous. Je pense que tout le monde a vraiment confiance (dans le plan), même si vous allez toujours dire à un moment d'un match que vous voulez ceci ou cela. Ou bien nous devrions faire ça. Mais cela arrive dans tous les clubs." Avec ce plan A, Manchester City va affronter Wolverhampton le 21 septembre en Premier League.



MARCELO POURRAIT PRENDRE UNE DÉCISION FRACASSANTE !

Sous contrat jusqu'en Juin 2022, Marcelo serait prêt à écouter les propositions pour quitter le Real Madrid. La Juventus et l'Inter seraient à l'affût, prêts à profiter de la situation pour l'accueillir cet été. Selon les informations d'Esporte Interativo, Marcelo serait désormais ouvert à un départ du Real Madrid, à deux ans de la fin de son contrat. A en croire le média brésilien, l'ex-pensionnaire de Fluminense serait prêt à écouter les propositions d'autres clubs pour quitter le club merengue. Une indiscretion qui pourrait faire les affaires de la Juventus ou de l'Inter. En effet, Bianconeri et Nerazzurri seraient sur les traces de Marcelo, emballés par l'idée de le recruter lors du mercato estival.

BALE BRADÉ POUR MAN UNITED ?

Indésirable au Real Madrid sous les ordres de l'entraîneur Zinédine Zidane, l'ailier Gareth Bale (31 ans) se retrouve, encore une fois, poussé vers la sortie sur ce mercato d'été. Selon les informations du quotidien catalan Mundo Deportivo ce dimanche, le champion d'Espagne en titre n'a reçu aucune offre pour l'international gallois jusqu'à maintenant, mais espère une approche de Manchester United. Et pour faciliter les négociations et se débarrasser du salaire XXL de l'ancien joueur de Tottenham, les Merengues se montrent prêts à brader Bale avec un prix de départ fixé à seulement 20 millions d'euros. Reste à savoir si les Red Devils ont réellement l'intention de passer à

l'offensive sur le dossier du Madrilène dans les semaines à venir.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général, responsable de la publication **Abdelmadjid CHERBAL**

Directeur de la rédaction **A. CHERBAL**

RÉDACTION ADMINISTRATION

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

ALGÉRIE-DIPLOMATIE

Le Président Tebboune reçoit les lettres de créances de quatre ambassadeurs

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu dimanche au siège de la Présidence de la République les lettres de créances de quatre ambassadeurs en Algérie, selon un communiqué de la Présidence de la République.

"Une cérémonie a été organisée ce matin au siège de la présidence de la République au cours de laquelle le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu les lettres de créances de nombre d'ambassadeurs de pays amis en Algérie", lit-on dans le communiqué.

"Les nouveaux ambassadeurs accrédités sont : Son excellence M. Oumarou SADOU, ambassadeur de la République du Burkina-Faso Son excellence M. Sahi Alphonse VOHO, ambassadeur de la République du Côte-d'Ivoire Son excellence

M. Luiz Manuel DE MAGALHAES DE ALBUQUERQUE, ambassadeur de la République du Portugal Son excellence M. Jacob Gideon KINGU, ambassadeur de la République Unie de Tanzanie La cérémonie de présentation des lettres de créances s'est

déroulée en présence du directeur de cabinet de la Présidence de la République, et du ministre des Affaires étrangères qui ont assisté aux audiences accordées par le Président de la République à ces nouveaux ambassadeurs", selon la même source.

ALGÉRIE-BURKINA FASO

L'Algérie affiche sa disponibilité à accompagner le Burkina Faso dans la lutte contre le terrorisme (ambassadeur burkinabé)

L'ambassadeur de la République du Burkina-Faso, M. Oumarou Sadou, a souligné, dimanche à Alger, avoir reçu des assurances de la part du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, sur la "disponibilité" de l'Algérie à "accompagner" son pays dans la lutte contre le terrorisme. "Le Président Tebboune m'a rassuré quant à la disponibilité de l'Algérie d'accompagner mon pays en particulier et toute la région du Sahel dans la lutte contre le terrorisme qui demeure le défi essentiel", a déclaré M. Sadou à la presse à l'issue de l'audience que lui a accordée le président

Tebboune. M. Sadou qui remis au chef de l'Etat ses lettres de créances l'accréditant en tant que nouvel ambassadeur du Burkina Faso en Algérie, a ajouté avoir abordé avec le Président de la République la coopération bilatérale dont le volet économique, soulignant la volonté des deux pays d'oeuvrer pour faciliter leurs échanges. Par ailleurs, M. Sadou a indiqué avoir transmis, par la même occasion, "les salutations du peuple burkinabé au peuple algérien qui l'a accompagné dans tous les défis que nous avons connus que ce soit au niveau national ou au plan régional contre l'insécurité".

JUSTICE

Des peines de 10 et 12 ans de prison ferme requises à l'encontre des deux anciens ministres de la Solidarité Ould Abbas et Barakat

Le procureur de la République près le tribunal de Sidi M'hamed (Cour d'Alger) a requis dimanche des peines de 12 ans de prison ferme à l'encontre de Djamel Ould Abbas, et 10 ans de prison ferme à l'encontre de Saïd Barkat, poursuivis pour détournement et dilapidation de deniers publics, conclusion de marchés en violation de la législation, et abus de fonction lorsqu'ils étaient à la tête du ministère de la Solidarité nationale et de la famille.

Le procureur de la République a également requis une amende d'un (1) million de DA à l'encontre des deux anciens ministres avec confiscation de tous les revenus et fonds illégaux. Concernant l'accusé Hamza Chérif, chargé d'études et de synthèses (CES) au ministère et président de l'Organisation nationale des étudiants algériens, chargée en vertu d'une convention

contraire à la loi de superviser des opérations de solidarité, le représentant du parquet a sollicité 10 ans de prison ferme et une amende d'un (1) million de DA avec confiscation de tous les revenus et fonds illégaux. Des peines de 8 ans de prison et d'un (1) million de DA, ont été aussi requises à l'encontre de l'ancien Secrétaire général du ministère de la Solidarité nationale, Bouchenak Khaldi, et du Directeur du protocole de Djamel Ould Abbas, M. Dejeloulou Said. Les mêmes peines ont été requises à l'encontre de Ismail Benhabiles et Amer Sid Ahmed, des fonctionnaires au ministère, avec confiscation de tous leurs fonds illégaux. Concernant le fils de l'ancien ministre Djamel Ould Abbas (El Ouafi), en fuite et impliqué dans d'autres affaires de corruption, le procureur de la République a requis 10 ans de prison à son

encontre, avec émission d'un mandat d'arrêt international pour exploitation des fonds de la Caisse nationale de la solidarité dans les campagnes électorales. Le Procureur a également requis des peines d'emprisonnement de 2 à 3 ans et une amende allant de 500.000 à 1 million Da à l'encontre des autres accusés. Dans son plaidoyer, la partie civile a fait état d'un montant dépassant les 1850 milliards de centime, dont ont bénéficié 4 associations présidées par l'ancien ministre de la Solidarité, Ould Abbas, sachant que le recours à ces associations et organisations en tant qu'intermédiaires pour superviser l'acquisition des outils et les opérations de solidarité avait pour seul objectif d'éviter le recours aux marchés publics. Le montant couvrant l'acquisition des 1200 ordinateurs destinés aux lauréats du Bac, session 2008, a atteint 680 milliards de

centime, dont 226 appareils ont été remis à l'ONEC (Office national des examens et concours), et le reste distribué à des personnes qui n'ont aucun lien avec les catégories bénéficiant des aides de l'Etat. Quelque 1200 milliards de centime ont été dilapidés par l'Association de Solidarité, de paix et de perspectives (présidée par Ould Abbas) pour motif d'organiser un plan bleu et des colonies de vacances au profit des enfants du Sud, ou mis finalement à la disposition d'autres familles, dont des enfants de cadres du ministère, sachant que la loi de ces associations ne confère aucune mission d'organiser ce type d'opérations.

Le représentant de la partie civile a fait état de 9 bus remis à la wilaya de Ghardaïa après les inondations, sur un total de 157 autres acquis, indiquant que même les confréries (zaouias) en avaient bénéficié.

PROCÈS DES FRÈRES KOUNINEF

Des peines allant de 10 à 20 ans requises contre les principaux accusés

Le parquet général du Tribunal de Sidi M'hamed à Alger a requis samedi des peines allant de 10 à 20 ans de prison ferme avec la saisie des biens à l'intérieur et l'extérieur du pays à l'encontre des trois frères Kouninef et le gérant du groupe KouGC dont ils sont propriétaires.

Les frères Réda, Abdelkader-Karim et Tarek-Noah Kouninef, ainsi que le gérant du groupe KouGC, Keddour Ben Tahar, placés depuis avril 2019 sous mandat de dépôt, sont poursuivis pour plusieurs chefs d'inculpation dont "trafic d'influence", "blanchiment d'argent", "obtention d'indus avantages", "détournement de fonciers et de concessions", et "non-respect des engagements

contractuels dans la réalisation de projets publics".

Leur sœur Souad-Nour (en fuite à l'étranger) est aussi impliquée dans l'affaire. Le parquet général a requis 18 ans de prison ferme à l'encontre de Réda, 15 ans à l'encontre de Tarek-Noah et Abdelkader-Karim et 10 ans à l'encontre de Keddour Ben Tahar, avec une amende de 8 millions de DA pour les quatre accusés.

La peine la plus lourde a été requise contre Souad-Nour avec 20 ans de prison ferme, une amende de 8 millions de DA et le lancement d'un mandat d'arrêt international contre elle. Des peines allant de 3 à 6 ans de prison ferme avec des amendes d'un million de DA ont été requises à l'encontre de

dix personnes également impliquées dans l'affaire, essentiellement des cadres des ministères de l'Industrie, de l'Agriculture, de l'Hydraulique, de l'Energie et des Télécommunications ainsi que d'autres secteurs où le groupe KouGC a obtenu des marchés.

Selon la défense de la partie civile, le groupe KouGC, à travers ses filiales, a causé au Trésor public des pertes estimées à "plus de 260 milliards DA, dont 186 milliards de DA dus aux crédits injustifiés octroyés au groupe par des banques publiques, et 75 milliards de DA aux indus privilèges obtenus par le même groupe". Le procès des frères Kouninef a repris, rappelle-t-on, samedi au Tribunal de Sidi M'hamed par l'audition

des personnes morales. Les personnes morales interrogées, qui sont des représentants juridiques de plusieurs filiales du groupe KouGC, ont dit "ignorer" les conditions dans lesquelles les marchés du groupe ont été obtenus. Elles ont affirmé aussi qu'"elles n'étaient pas au courant de l'existence et du montant des prêts octroyés à certaines filiales du groupe par le Fonds national de l'investissement et la Banque de l'agriculture et du Développement rural", tout comme des autres avantages obtenus dans le domaine de l'immobilier.

Le procès des Kouninef, ouvert mercredi dernier, a débuté par l'audition des principaux accusés, à savoir les frères Réda, Abdelka-

der-Karim et Tarek-Noah Kouninef et le gérant du groupe KouGC, Keddour Ben Tahar. La journée du jeudi a été consacrée à l'audition, entre autres, des responsables centraux et régionaux, et autres gérants des filiales du groupe KouGC, chargées de la réalisation de plusieurs projets relevant du domaine industriel.

Ils étaient auditionnés principalement sur les "changements radicaux" constatés au niveau des clauses des marchés conclus et des contrats signés, dont la modification des coûts et des délais de réalisation des projets, comme ceux prévus dans les espaces industriels appartenant au groupe à Ain Oussara et Ksar El Boukhari.

FUITES DES SUJETS DU BEM

Première peine d'emprisonnement prononcée

Les tribunaux algériens ont commencé à prononcer les "premières peines d'emprisonnement" pour des faits liés à la fuite des sujets de l'examen du Brevet d'enseignement moyen (BEM), la diffusion de corrigés et la "triche", a indiqué samedi le ministère de la Justice dans un communiqué.

"Les enquêtes sont très sérieusement menées" pour identifier et arrêter toute personne dont l'implication dans ce type d'actes est établie, en vue de la traduire en Justice conformément aux nouvelles dispositions rigoureuses du Code pénal, amendé le 28 avril 2020, lequel prévoit une peine d'emprisonnement de 15 ans et une amende de 1.500.000 Da, précise la même source. Ainsi, "le tribunal correctionnel de Guelma a condamné, le 8 septembre, le lycéen répondant aux initiales "B.L." à une peine d'une (01) année de prison ferme assortie d'une amende de 100.000 Da pour avoir diffusé le corrigé de l'examen de langue arabe sur sa page Facebook", ajoute le communiqué.

Le tribunal de M'sila a, quant à lui, "placé l'accusé +Dj. M.+ en détention provisoire pour avoir fuit le sujet de langue arabe par téléphone portable. Son procès

est reporté au 13 septembre 2020", selon la même source. Par ailleurs, le ministère de la Justice a précisé que les brigades de lutte contre la cybercriminalité déployées sur tout le territoire national "ont pu identifier plusieurs personnes ayant commis des actes similaires". Le ministère public s'emploie à les arrêter pour les présenter à la Justice et requérir des peines maximales à leur encontre. Dans ce cadre, un individu répondant aux initiales "B.B.A." a été interpellé par les éléments de sureté de la wilaya de Djelfa, pour avoir diffusé le sujet de langue arabe. Deux autres jeunes répondant aux initiales "K.M.I" et "B.A.D.M" ont été identifiés par les services de lutte contre la cybercriminalité de Tisimsilt pour avoir respectivement fuit les sujets d'examen de langue arabe et anglaise.

Dans la commune de Bekaria (Tébessa), un étudiant universitaire "C.M.A." a été placé en garde à vue pour diffusion du sujet de la langue arabe, et un autre de Ghardaïa "F.A.R." arrêté en flagrant délit d'échange de SMS avec sa soeur concernant l'épreuve de mathématiques. Les responsabilités seront établies une fois les cyber investigations parachevées".